

Cahiers du mouvement ouvrier

- **DOSSIER : 16 mars 1937, la fusillade de Clichy**
- **Rémy Janneau : à propos de *Les Discriminés, l'antisémitisme soviétique après Staline***
- **Nicole Perron : à propos d'une biographie de Jean Jaurès**
- **Michel Barbe : "Qui veut la tête de Robespierre ?"**

- ***Cahier du Cermtri* : le mouvement ouvrier russe face à la guerre (1914-1915)**

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

- **Présentation** p. 7

DOSSIER : 16 mars 1937, la fusillade de Clichy

- Présentation de Jean-Jacques Marie p. 11
- Cinq morts et des centaines de blessés
(*La Révolution Prolétarienne* du 10 avril 1937) p. 15
- Avec les manifestants de Clichy
(*La Lutte Ouvrière* du 19 mars 1937) p. 21
- Un million de travailleurs aux obsèques des fusillés de Clichy
(*La Lutte Ouvrière* du 26 mars 1937) p. 24
- Le sang coule à Clichy (Daniel Guérin) p. 26
- Révolutionnaires de la SFIO (Jean-Paul Joubert) p. 28

- **Rémy Janneau : A propos de *Les discriminés, L'antisémitisme soviétique après Staline***
(un livre de Sarah Fainberg) p. 33

- **Nicole Perron : A propos d'une biographie de Jean-Jaurès**
(de Gilles Candar et Vincent Duclert) p. 41

- **Michel Barbe : Enquête à Marseille :
qui veut la tête de Robespierre ?** p. 49

- **5 mars 1953, une page d'histoire du PCF** p. 63

- **Notes de lecture** p. 65

- **« Petits fragments » d'histoire contemporaine** p. 73

- **Perles** p. 81

Cahier du Cermtri n°158 :
Le mouvement ouvrier russe face à la guerre
(1914-1915)

Dossier établi par Jean-Jacques Marie

Présentation	p. 85
• Pierre Broué : Les forces politiques en Russie avant la guerre	p. 91
• Résolution d'un groupe de social-démocrates, membres du POSDR (août 1914)	p. 95
• Déclaration du Comité central du Parti social-démocrate de Russie (septembre ou octobre 1914)	p. 96
• Gregori Zinoviev : La guerre et la fraction parlementaire du Parti social-démocrate de Russie (décembre 1914)	p. 98
• Gregori Zinoviev : Pacifisme ou Marxisme (août 1915).....	p. 103
• Léon Trotsky : extrait de <i>La guerre et la révolution</i> (mars 1919).....	p. 107
• Zimmerwald Jules Humbert-Droz : L'organisation de la conférence de Zimmerwald	p. 111
Zinoviev : La première conférence internationale	p. 113
Lénine : Le premier pas	p. 116
Lénine : Les marxistes révolutionnaires à la conférence de Zimmerwald.....	p. 120
• Lénine : Quelques thèses de la rédaction du <i>Social-Démocrate</i>	p. 123
• Jules Humbert-Droz : Kropotkine – Tchkeidze	p. 126
• Gueorgui Plekhanov : Lettre du 17 septembre 1914	p. 129
• Victor Tchernov : Les socialistes-révolutionnaires face à la guerre	p. 133
• Iouli Martov : extrait des <i>Œuvres choisies</i>	p. 134
• Léon Trotsky : Au sujet de « la lettre de Martov »	p. 136
• Alfred Rosmer : <i>Naché Slovo</i> , un quotidien socialiste russe à Paris pendant la guerre	p. 137
• Gregori Zinoviev : La guerre et la social-démocratie russe (1915).....	p. 140

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros** ;
- Etranger : **40 euros**.
- Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

Présentation

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* est constitué dans sa première partie d'abord d'un dossier sur la fusillade du 16 mars 1937 à Clichy. Les documents publiés sur cet événement témoignent de la politique de collaboration de classe des dirigeants du Front populaire. Comme l'indique dans sa présentation Jean-Jacques Marie : le gouvernement Blum avec son ministre de l'Intérieur Marx Dormoy couvre les exactions de la police et le PCF couvre le gouvernement.

Cette première partie comporte ensuite deux analyses sur des ouvrages parus récemment, analyses qui dépassent largement le cadre de « notes de lecture », un article de Michel Barbe qui rend compte de la bataille menée à Marseille depuis des années contre la municipalité qui veut débaptiser la Place Robespierre. Enfin, pour éclairer la dimension qu'a pu prendre le culte de la personnalité dans le PCF, nous publions l'adresse à Maurice Thorez rédigée par les délégués à la conférence nationale du PCF, le 5 mars 1953, jour de la mort de Staline.

La deuxième partie de ce numéro est le *Cahier du CERMTRI n° 158* (à la demande de plusieurs lecteurs, nous avons rétabli la numérotation qui existait avant la fusion de nos 2 Cahiers).

Il s'intitule, *Le mouvement ouvrier russe face à la guerre (1914-1915)* et complète donc les *Cahiers du CERMTRI n° 151, 153 et 154*, traitant respectivement de la France, de l'Allemagne et de l'Italie durant cette même période. Il était nécessaire de consacrer un Cahier à la Russie, puisque le POSDR est le seul parti de la II^e Internationale (avec celui de Serbie) à avoir clairement pris position dès le début de la guerre contre l'Union sacrée en refusant de voter les crédits de guerre. Cependant, nous nous sommes attachés à montrer les différentes positions qui se sont exprimées tant à l'intérieur de ce parti qui regroupaient bolcheviks et mencheviks (qui, bien que se réclamant les uns et les autres du POSDR, constituaient deux fractions séparées ayant chacune leur politique), qu'à l'extérieur, à savoir chez les socialistes révolutionnaires.

16 mars 1937 : la fusillade Clichy...

16 mars 1937 : La fusillade de Clichy

Présentation

Lorsque le Parti social français décide d'organiser un meeting public à Clichy, à l'époque grande banlieue ouvrière où la SFIO et le Parti communiste étaient très puissants — surtout la SFIO —, le 16 mars 1937, il prépare délibérément une provocation. Le ministre de l'Intérieur socialiste du gouvernement de Front populaire présidé par Léon Blum, Marx Dormoy, en autorisant ce meeting, couvre la provocation. Face à l'indignation qui s'empare des ouvriers de Clichy, les responsables socialistes et communistes de la ville appellent à une manifestation. La police matraque à tout va et tire sur les manifestants : bilan immédiat, des centaines de blessés et 5 morts plus une militante de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, Solange Demangel, blessée, qui mourra quelques semaines plus tard.

Les articles et textes reproduits ci-après donnent une idée de la tragédie, mais aussi et peut-être plus encore de la portée de la politique du Front populaire. Le gouvernement couvre en effet sa police assassine et le PCF couvre le gouvernement...

Les textes reproduits comportent plusieurs récits de la manifestation et de sa répression brutale. Notons que l'article de la revue anarcho-sindicaliste

La Révolution prolétarienne reproduit le texte de la section SFIO de Clichy sans commentaire factuel, alors même que certaines affirmations en sont pour le moins douteuses (comme celle qui prétend que Marx Dormoy lui-même aurait été blessé, affirmation destinée à couvrir le ministre de l'Intérieur).

L'article de *La Lutte ouvrière* qui raconte l'enterrement des cinq morts du 16 souligne à bon droit l'ampleur et la tonalité révolutionnaire de la manifestation. Mais cette ampleur et cette tonalité ne répondaient nullement aux vœux des partis socialiste et communiste qui avaient été contraints par l'indignation populaire de l'organiser... Ils entendront l'avertissement... Jacques Duclos rappelle dans ses *Mémoires* que quelques jours plus tard, il fait une conférence sur le trotskysme, qu'il dénonce violemment, devant les cadres du PCF de la région parisienne, et lors du congrès national de la SFIO tenu à Marseille en juillet 1937, des voyous recrutés par la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône pour assurer le service d'ordre agressent à coups de poing et de chaises les délégués critiques de la politique du gouvernement, à commencer par ceux de la Gauche révolutionnaire. Il s'agit de fermer la

bouche à tous ceux qui contestent la politique du gouvernement de Front populaire...

Mais qu'était donc le PSF ?

Le Parti social français a été fondé au lendemain de juin 1936 en réponse à la dissolution des Croix de feu, organisation d'anciens combattants réactionnaires dirigée par le colonel de La Rocque et considérée comme une « ligue factieuse ». On présente souvent le PSF comme un parti fasciste au même titre que le Parti populaire français (PPF) de Doriot et plus tard le Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Depuis quelques années, du côté de la réaction, on tente de réhabiliter ce parti en le présentant comme un parti certes réactionnaire, mais républicain. L'on utilise à cette fin le fait que les nazis arrêteront et emprisonneront un temps La Rocque. En réalité, le PSF est un parti typiquement corporatiste. On peut ainsi résumer la politique du PSF : création dans toutes les professions d'organisations corporatistes rassemblant patrons, cadres et ouvriers au nom d'un intérêt commun, couronnées par la création d'un Conseil économique national, parallèle au Parlement, qui soumettrait au gouvernement des initiatives économiques. C'est ce que le PSF appelle « *la profession organisée* » en « *chambres de commerce, d'agriculture, de groupes corporatistes* », qui ne seraient plus infectés par « *le virus de la politique* » (en un mot, de la lutte des classes), mais seraient établis sur « *des bases strictement professionnelles* ». Interdiction au Parlement de voter des lois entraînant des dépenses, élection d'un chef de l'État disposant de pouvoirs étendus. L'historien américain Robert Soucy résume en quelques lignes sa politique : « *conciliation au lieu de lutte des classes, corporatisme au lieu de « socialisme », syndicats « maison » au lieu de syndicats « révolutionnaires », paix sociale au lieu de grèves sur le tas, hiérarchie au lieu d'égalité, paternalisme bourgeois au lieu de pouvoir de négociation de la classe ouvrière* »

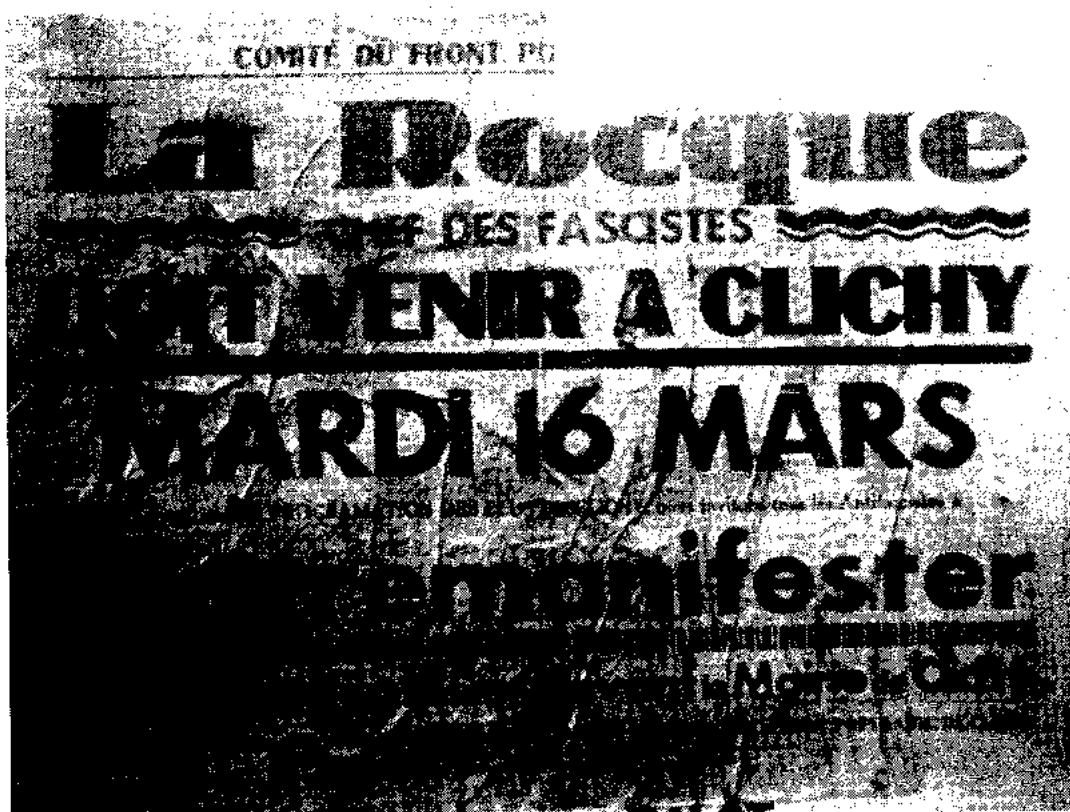
(*Fascismes français ? Autrement*, 2004, p. 255). La Rocque saluera donc logiquement la « révolution nationale » de Pétain.

Un détail qui n'est qu'un détail, certes, mais significatif, bien qu'il n'ait aucun rapport immédiat avec la fusillade de Clichy. Bien avant les pédagogues qui hantent les couloirs ministériels depuis plus d'un quart de siècle, il dénonce « *le programme français d'une instruction encyclopédique trop touffue pour ne pas harasser les cerveaux, trop encombrante pour laisser place à l'assimilation d'une vraie culture (...), des générations innombrables se sont vues étouffées par l'excès des examens, des certificats* ». Et il conclut : « *On constate et on admire l'ardente vitalité des régimes fasciste et hitlérien : l'un et l'autre ont préféré les preuves aux examens* » (ibidem, p. 277). Bref, c'est déjà la « compétence » opposée à la connaissance disciplinaire : Jospin, Jack Lang, Bayrou, Darcos, Vallaud-Belkacem ont, on le voit, un bon parrain.

Enfin, La Rocque développe un antisémitisme vigoureux. « *L'afflux d'Israélites apatrides chassés de l'Europe centrale et orientale, écrit-il, a porté un très grave préjudice à la moralité et à la santé françaises.* » S'il salue les « *juifs patriotes* » qui ont versé leur sang à la guerre, il dénonce « *la virulence, la purulence des éléments douteux infiltrés massivement dans l'organisme français* » et « *un dangereux monopole des fonctions d'État* » (ibidem, p. 233).

La Rocque appuie évidemment ses conceptions sur une dénonciation du marxisme et de sa « *sanglante lutte des classes* ». Il précise : « *Le matérialisme est à l'origine de toutes nos infortunes (...). Il faut revenir aux principes traditionnels, protéger et encourager les fidélités religieuses.* » Nombre d'évêques manifestent donc une vraie tendresse pour le PSF...

Jean-Jacques Marie



La Révolution Prolétarienne

(10 avril 1937)

Clichy, 16 mars 1937 Cinq morts et des centaines de blessés

Sur les murs, une affiche du Comité de Rassemblement de Clichy. La voici résumée : La Rocque vient à Clichy, mardi 16 mars. Venez contre-manifester à 19 heures, place de la Mairie (*voir illustration ci-contre*).

Des milliers de manifestants antifascistes répondirent à cet appel. D'autre part, 4 à 500 membres des ex-Croix de Feu étaient réunis dans un cinéma. Enfin, un « service d'ordre » de plus d'un millier de flics et de gardes mobiles était rassemblé.

[...] L'article des camarades Schumacher et Hardy, rédacteur et administrateur du *Prolétaire* de Clichy (organe S.F.I.O.), reproduit largement ci-dessous, nous a paru exprimer le mieux la vérité des faits.

Voici ce papier :

Le récit du "Prolétaire de Clichy"

« [...] Dès lundi soir, un certain nombre de camarades avaient commencé de manifester au cinéma Olympia contre la venue des Croix de Feu.

Cependant, dès mardi matin (preuve de la collusion du directeur de cet établissement avec les fascistes), ceux-ci commencèrent l'occupation avec le concours de nombreux Arabes embauchés spécialement.

A midi, une camionnette amena la « croûte » à ces bougres enfermés volontairement.

La population alertée s'assemblait peu à peu. Des groupes animés discutèrent, mais aussi le service d'ordre arrivait. Combien de gardes mobiles, d'agents ? Plus d'un millier certainement. Les allées Gambetta sont remplies de cars et de camions. Cependant, ce service d'ordre imposant a reçu des ordres d'être paternelle et tout semble devoir se passer assez normalement.

Les militants du Rassemblement populaire local se sont réunis à la mairie, avec Auffray, Maurice Naile et Maurice Honel. Tous n'ont qu'une pensée : manifester contre les hitlériens français, mais éviter, par tous les moyens, une collision avec les forces policières qui pourrait mal tourner.

Toutes les rues menant à cet Olympia, qui devait s'illustrer si tristement, sont à présent barrées par le service d'ordre. Pour passer, il faut montrer patte blanche et si les hommes se montrent assez récalcitrants devant les cartes d'invitation des fascistes, certains officiers laissent passer les hitlériens avec facilité.

Mais la foule s'amasse et de ses rangs montent à chaque instant, les cris de : « La Roque au poteau » coupés de « l'Internationale ». La pression devient à

certains moments extrême ; les hommes s'énervent des deux côtés et quelques coups sont échangés. Les responsables se trouvent peu à peu débordés. Rien de grave encore, mais on sent que cette situation sera difficile à dénouer sans heurts.

C'est alors que les militants présents : Charles Auffray, maire de Clichy, Maurice Naile, conseiller général, Honel, député, Robert Dupont, secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine, accompagnés d'autres camarades, essaient de se glisser entre le service d'ordre et les manifestants. Ils sont pris dans les remous, des coups pleuvent. Nos camarades Honel, Dupont, Maurice Naile sont blessés.

Enfin, conformément aux décisions, les militants responsables prennent la tête d'une manifestation, prévue d'ailleurs, qui doit s'achever par un meeting sous le marché. On défile sur le boulevard Jean-Jaurès. Derrière nous, 4 à 5 000 personnes. On prend la rue de Paris et on arrive au marché. Mais des coups de feu claquent vers la mairie, car si des milliers de camarades hommes et femmes ont suivi la manifestation, d'autres milliers sont restés là et essaient de percer les barrages pour expulser les fascistes qui sont terrés, tremblants, dans cette salle de spectacle transformée en prison.

Mais la situation s'aggrave. Auffray, à son poste à la mairie, avec Honel, député, téléphonent sans relâche aux autorités, en demandant le retrait du service d'ordre, d'autant plus que la réunion Croix de Feu est à présent dispersée. La foule tient tête vaillamment à ceux qui la fusillent. A l'intérieur de la mairie même, impossible d'approcher des fenêtres ; les carreaux sont visés et traversés de balles par des brutes assassines. La demeure de notre camarade Auffray, où sa femme est seule dans l'angoisse, est le point de mire des pistolets homicides et on peut à présent admirer les trous blancs qui par dizaines encadrent une des fenêtres.

Par un comble, des gardes qui chargent sur la place rentrent dans le vestibule de la mairie et tirent : des blessés, une femme s'écroule grièvement

atteinte, voilà le résultat de ce raid abominable.

Enfin, Dormoy, ministre de l'Intérieur, arrive à la mairie, accompagné d'André Blumel, chef de cabinet de Léon Blum.

Sa résolution est vite prise : « Je vais donner l'ordre à la police de se retirer. » Et il sort sur la place, ayant à ses côtés Blumel. Ils sont accueillis, eux aussi, par une mousquetade, Dormoy est allé au-devant des fusils, donner des ordres. Mais il ne sera pas obéi et jusqu'à 1 heure du matin, malgré le ministre, malgré le préfet de Police en personne, les officiers factieux pourront continuer à canarder cette foule admirable et exaspérée qui résiste héroïquement, se sert de tous les projectiles possibles et dresse même une barricade à l'angle des rues Villeneuve et Dagobert.

M. Marchand, directeur de la Police, M. Langeron, préfet, sont dans le bureau d'Auffray ; André Blumel proteste contre les fusillades et, sur une question de ces messieurs qui doutent de ses paroles, il ouvre son veston et montre le sang qui coule de son côté droit. Il part ensuite, courageusement, pour Beaujon où il est resté en traitement.

22 heures... Plusieurs centaines de manifestants cherchent, à l'intérieur de la mairie, un abri contre la violence policière déchaînée. La fusillade fait rage, les balles sifflent et fauchent les travailleurs sur les marches mêmes de la maison communale.

On tire aussi d'une fenêtre sur la foule, au-dessus du bureau de tabac, et l'un de nos camarades de Levallois, Girardin, est atteint par une balle tirée de là ; son témoignage à cet égard est absolument formel.

Puis, la force armée se replie par le boulevard Jean-Jaurès, silencieuse, et comme atterrée par l'horrible tragédie dont elle vient de tenir le rôle le plus atroce !

A l'intérieur de l'Hôtel de Ville, des scènes déchirantes se déroulent ; les blessés sont étendus dans les bureaux transformés en ambulances et plusieurs médecins de Clichy se prodiguent avec dévouement magnifique.

*

Un des blessés, hélas a cessé de vivre..., on amène de nouveaux blessés...

*

Pendant ce temps, d'autres blessés sont soignés au dispensaire municipal. Beaucoup sont atteints par des balles de revolver de fort calibre.

A Beaujon, les victimes arrivent de toutes parts...

La foule des travailleurs reflue vers l'Hôtel de Ville, et sa juste colère s'exerce sur la devanture du tabac d'où furent tirés des coups de feu et sur celle d'une boucherie dont le propriétaire est un fasciste notoire.

Malgré les ordres du ministre de l'Intérieur, les forces de police se regroupent autour de la mairie, laissant présager de nouvelles collisions. Une hâtive conférence réunit Charles Auffray, Honel, Barbedienne, Meunier, Schumacher, Hardy et Antonini, qui sont à ce moment rejoints par Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste. Les élus multiplient leurs efforts pour que la police évacue la place, mais se heurtent à l'incompréhension criminelle des chefs qui ne veulent pas céder le terrain...

Charles Auffray se dépense pour obtenir la libération de plusieurs travailleurs qui seront poursuivis, paraît-il, pour violences à agents. Est-il possible d'inculper une poignée de camarades arrêtés au hasard, au milieu de cette foule qui venait de servir de cible aux pistolets de la police ? Le procureur général Ducom et M. Beteille, juge d'instruction, s'étaient spécialement déplacés pour prendre part à cette courageuse opération judiciaire.

La place de la Mairie est maintenant noire d'une foule où la colère gronde, encore attisée par la présence des forces policières qui ne veulent pas disparaître. De nouveaux chocs se produisent. La police charge, renverse, matraque. Encore plusieurs dizaines de camarades sont blessés !

Il est tout près d'une heure du matin. Enfin, la police évacue la place et, peu à peu, les groupes se clairsemant, le calme revient... Il n'aurait jamais cessé de régner si les chefs de la police l'avaient voulu... et si les cartouchières n'avaient pas été si abondamment garnies de chargeurs !

*

Notre conclusion : elle ne peut être que celle qu'exprima si bien, au lendemain du drame, l'appel si pathétique et digne de la municipalité ouvrière et du Comité local de Rassemblement populaire, que nous publions ci-contre. Avec lui répétons : « la classe ouvrière pleure ses morts, mais elle entend aussi que leur sang n'ait pas coulé en vain ! »

Quelques réflexions

De La Rocque devait-il ou non venir à Clichy ? Nous l'ignorons. Était-il présent ? Non. Néanmoins, l'organisation d'une réunion du P.S.F. à Clichy est, sans nul doute, une provocation en elle-même.

Qui a tiré les coups de feu ? A notre avis, seuls les membres du « service d'ordre » ont tiré. Aucun fait contraire n'a pu être apporté. Aucun ouvrier antifasciste n'a été pris *l'arme à la main*. Aucun flic ou garde mobile n'a été blessé par balle.

A-t-il été donné ordre général aux flics de tirer sur la foule ? Nous ne le croyons pas. Teils chefs subalternes en contact avec les manifestants ont-ils donné cet ordre ? Ce n'est pas exclu.

Cependant, il est plus probable qu'il s'agit de gardes et flics ayant pris individuellement l'initiative d'assassiner des travailleurs.

Dans cette dernière éventualité, la responsabilité des autorités gouvernementales et policières n'est nullement atténuée.

Les policiers et gardes mobiles étaient munis de cartouches.

Tenant compte de la présence d'au moins un homme « d'ordre » pour cinq manifestants, et n'oubliant pas le « pres-

tige » de l'uniforme appuyé sur des « arguments » tels que mousquetons et revolvers, on peut affirmer que la foule ouvrière non porteuse d'armes pouvait être contenue assez facilement et « pacifiquement ».

Il y a donc eu, chez des mercenaires, volonté d'exercer pleinement leur métier de matraqueurs et de tueurs, au service de la classe qui les emploie et les paye. La sympathie agissante envers, ou l'appartenance aux Croix de Feu, d'officiers, de gardes et de flics n'est pas douteuse. Ne pas donner ordre de tirer, mais créer, développer l'esprit fasciste chez les mercenaires jusqu'au tir inclusivement, quoi de plus facile pour des officiers fascistes doublés de lâches ? Exécuter les « Clichy » d'aujourd'hui et de demain, c'est leur raison d'être essentielle.

*

D'autre part, on nous a affirmé que les élus et militants locaux du P.S. et du P.C. étaient contre l'organisation d'une contre-manifestation à la réunion des ex-Croix de feu. Pressentant le danger, Auffray, maire de Clichy, demanda, à plusieurs reprises, à Dormoy, ministre de l'Intérieur, d'interdire la réunion des fascistes. Les militants ouvriers de Clichy affirment que la contre-manifestation ouvrière a été organisée sur la volonté expresse des membres des partis.

Et, chose regrettable, le point de rassemblement fut fixé place de la Mairie, soit à environ 100 mètres du lieu de réunion des Croix de Feu.

C'est là, entre la place de la Mairie et le cinéma, sur une longueur de 50 mètres au plus, dans une rue de moyenne largeur (6 à 7 mètres), que se déroula le plus fort de la lutte. Au fond, à gauche, le cinéma où étaient réunis les fascistes. Au début de la rue, l'avant des contre-manifestants cherchant à marcher vers le cinéma. Au milieu et nez à nez avec nos camarades, les policiers et gardes. Et des centaines et des centaines de ceux-ci en réserve. Aujourd'hui, les murs de la mairie (à gauche de la rue), ceux

d'immeubles situés à droite, portent plusieurs centaines de traces de balles. Nous le répétons : aucun policier ou garde ne fut blessé par une arme. Tout au plus, les ouvriers — en état de légitime défense — se servirent-ils de pierres ou de morceaux de métal ramassés sur les lieux.

Et nous comptons 5 morts et des centaines de blessés...

*

Dès le lendemain soir, des meetings de protestation furent organisés. Des dizaines de milliers d'antifascistes y assistèrent.

D'autre part, le Comité local de Clichy publia le manifeste ci-après, que nous reproduisons intégralement parce qu'il reflète assez bien les contradictions et les illusions dont on nourrit la classe ouvrière :

« Le pavé de Clichy vient d'être rougi du sang ouvrier.

5 morts, plus de 200 blessés ! Voici le bilan de cette soirée tragique voulue par M. de La Rocque et ses amis fascistes.

La venue de hitlériens français dans notre ville ouvrière constituait un défi intolérable que les travailleurs de notre cité, au nombre de plus de 10 000, ont tenu à relever.

Malgré que le ministre de l'Intérieur n'ait pas cru devoir interdire cette réunion — et ceci en dépit des démarches faites par le Comité de Rassemblement populaire unanime —, le peuple indigné a manifesté.

Il est indiscutable que la police et la garde mobile ont, sans sommation préalable, tiré sur la foule et aussi — les traces sont apparentes — sur la mairie et même à l'intérieur de celle-ci.

Malgré les multiples interventions des militants responsables, qui ont tout fait auprès de la police pour éviter les incidents, malgré l'arrivée du ministre de l'Intérieur et du Préfet de police qui ont donné des ordres pour que la police soit retirée, celle-ci, sur l'ordre de chefs qui devront être démasqués et punis, a continué sa triste besogne jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Cependant, les fascistes n'ont pu tenir leur réunion et, à 10 heures du soir, sous la pression populaire, ils ont dû évacuer la salle, protégés par la police.

La classe ouvrière pleure ses morts, mais elle entend aussi que leur sang n'ait pas coulé en vain.

Il faut que soient sévèrement punis les responsables : ceux qui ont distribué les munitions et aussi ceux qui ont donné l'ordre de tirer.

Il faut opérer d'urgence l'épuration des hautes sphères policières, complices inavouées des fascistes.

Il faut aussi que le gouvernement agisse contre les ligues factieuses reconstituées.

Il faut dissoudre immédiatement ces groupements de guerre civile.

Le peuple travailleur ne saurait tolérer plus longtemps d'être la victime de ses pires ennemis.

Le Comité local demande au peuple de Clichy de lui faire confiance et d'appuyer ses élus pour exiger du gouvernement de Front populaire d'en finir avec les ennemis de la République.»

On lit d'abord que « le ministre de l'Intérieur n'a pas cru devoir interdire cette réunion » (celle des fascistes). Il s'agit d'un ministre socialiste, et une partie constituante du Comité local de Rassemblement est la section locale dudit parti.

Puis, le manifeste nous apprend que le ministre de l'Intérieur a ordonné le retrait de la police, laquelle a continué sa besogne d'assassinats.

Enfin, dans quatre paragraphes, les mêmes camarades antifascistes demandent des sanctions contre les responsables [...].

« Il faut que soient sévèrement punis les responsables », dit le même papier. La réponse, dictée par nos ennemis capitalistes, est venue, immédiate, nette. Les travailleurs blessés ou tués, eux, sont « punis ». Les mercenaires assassins ont fait leur devoir en défendant

« l'ordre » capitaliste — même sous un gouvernement de Front populaire. Et « nos frères » flics et gardes mobiles, non punis, n'ont plus qu'à recommencer. Quant à attendre l'épuration des sphères policières et la dissolution des ligues factieuses d'un gouvernement capitaliste, même à prédominance socialiste, c'est faire preuve d'illusion et de grande naïveté et refuser les enseignements internationaux pourtant si utiles à notre entendement des faits [...].

Une angoissante et impérieuse question se pose : quelle organisation canaliser ces volontés d'agir ? Non pour freiner l'action, non pour la conduire dans les sentiers de l'aventurisme, mais en vue de l'orienter vers l'action révolutionnaire ferme et réfléchie, jusqu'à la victoire définitive sur le régime capitaliste ? Seul la Confédération Générale du Travail le peut.

C'est caractéristique de voir les attaques du grand capitalisme dirigées contre elle. Ces attaques tendant à prouver la grande force que la C.G.T. est devenue, force déterminante, certes, ne démontrent point qu'elle soit, dès aujourd'hui, apte à remplir son rôle, tout son rôle. La C.G.T. doit être l'organisme syndicaliste travaillant à l'éducation sociale de ses millions de nouveaux adhérents, donnant à ceux-ci, à travers les luttes quotidiennes, la claire conscience de leur force, de la valeur de l'organisation et de la lutte des producteurs.

L'expérience accumulée par la classe ouvrière, en particulier depuis vingt ans, nous apprend que seul le syndicalisme révolutionnaire, à l'abri de la surenchère, de la démagogie, des diverses fluctuations des partis, peut mener efficacement la lutte contre le fascisme, contre le capitalisme.

Faisons de la C.G.T. l'instrument pratique de la libération des travailleurs.

Paul CADEAU

50 pages Durant deux ANNONCIERES	
Publicité 1 an	10 fr.
Publicité 6 mois	6 fr.
Publicité 3 mois	4 fr.
Publicité 15 jours	2 fr.
Compte Chèques Postaux N° 10200, Paris	

La lutte ouvrière



★
Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste
(Bolchévick-Léniniste) - Section Française de la 4^e Internationale

7 ANTES N° 67 LE MOUVEMENT OUVRIER
LE 15 MARS 1937

“Le gouvernement devrait appliquer aux civils la même discipline qu'à l'Armée et tous les Français seraient aussi unis qu'à la caserne”

L. Archimbaud, député radical
Ami de M. Thorez

A bas les Chefs radicaux!

Contre le Fascisme et le Mur d'Argent

Comités d'Ouvriers, Fonctionnaires, Soldats pour dénoncer, révoquer, arrêter les chefs fascistes à l'Usine, à l'Armée et dans la Police!

Milices ouvrières contre les bandes fascistes
Expropriation des de Wendel, Finaly, Schneider, Mercier qui financent les bandes fascistes!

POUR le gouvernement qui ne faillera pas les Travailleurs : GOUVERNEMENT DES OUVRIERS ET DES PAYANS!

La démission donnée de l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Luchaire, est un acte de lâcheté. Elle ne fait que retarder le jour où le gouvernement devra assumer ses responsabilités.

Le fait de démissionner n'est pas une solution. Le gouvernement doit prendre des mesures concrètes pour arrêter les fascistes et protéger les travailleurs.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Déclaration du Parti Ouvrier Internationaliste sur la grève générale et sur ses objectifs

APRÈS LA CAPITULATION DEVANT LE MUR D'ARGENT, LA FINALE

Après les succès de l'INSO, ce sont les succès français que le parti ouvrier internationaliste doit poursuivre.

Il faut continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Les succès de la grève générale ont été obtenus grâce à la discipline et à l'unité des travailleurs.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

AVEC les manifestants de Clichy : NOS CAMARADES NOUS DISENT...

Les camarades de Clichy ont montré une grande discipline et une grande unité pendant la grève.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

Le parti ouvrier internationaliste doit continuer à mener la lutte contre le fascisme et pour la libération des prisonniers de Clichy.

JEUDI 25 MARS 1937 20h.30

POUR CHASSER LES FASCISTES des Usines et des Administrations Par le contrôle sur l'embauche

Pour commémorer la Commune de Paris de 1871

Pour libérer les emprisonnés de Clichy

★ GRAND MEETING ★

PALAIS DES FÊTES

100, Rue St-Martin

★

Rossel Fred Zeller P. Neville Suzanne Charpy

et P.O.I. et du J.S.R., Gérard Rossignol, et Comité d'urgence avec le Parti de France, etc.

La Lutte Ouvrière

(19 mars 1937)

Avec les manifestants de Clichy : NOS CAMARADES NOUS DISENT...

La grande presse ayant déformé systématiquement et volontairement les événements sanglants de Clichy, nous avons interrogé les camarades de nos organisations jeunes et adultes, qui se trouvaient depuis le début de la manifestation jusqu'à une heure tardive de la nuit aux côtés des ouvriers chargés par la police et la mobile.

Notre camarade Duco, du rayon de Colombes, des J.S.R., nous a déclaré :

« Nous sommes arrivés avec les copains du rayon vers 19 h 45 à Clichy pour prendre place dans la contre-manifestation organisée par le Front populaire afin d'empêcher la réunion des fascistes.

A cette heure-là, il y avait déjà plusieurs milliers de travailleurs de rassemblés. Le nombre augmentait de minutes en minutes.

LA POLICE PROTÉGEAIT LES FASCISTES.

Vers 20 h 15, le service d'ordre déployé était formidable. Les fascistes avaient reçu l'ordre de s'en aller par paquets et ils étaient tout à fait visiblement protégés par la police qui s'écartait pour qu'ils déguerpissent après avoir exhibé insignes et cartes. On a voulu passer nous aussi, mais les mobiles ont commencé sans aucune

provocation de la part des ouvriers à nous flanquer des coups de crosses dans les jambes et il y eut de la stupeur.

Des ouvriers ont alors crié : « La police avec nous ! La mobile avec nous ! »

LES MOBILES CHARGENT LES OUVRIERS.

Mais déjà des copains étaient assommés et étaient emmenés par des amis. C'est alors que des rangs ouvriers jaillissent les cris de « Blum à l'action, Blum à l'action ! ».

En fait d'action, ça n'allait pas tarder, hélas !

D'ABORD LES CROSSES, ENSUITE LES BALLEES.

Presque aussitôt, il pouvait être 21 heures, des rangs des mobiles brusquement et sans sommations, des coups de feu partent sans arrêt. Près de moi, des copains s'affaissaient, l'un est mort, les autres ont le ventre troué par les balles du gouvernement.

L'expérience est vite faite. Tout à l'heure on criait « la police avec nous », maintenant de la foule meurtrie part le cri : « Mobiles assassins ! Flics assassins ! »

Et stupéfaits de voir tomber leurs frères, ils ont tout de suite vu les responsables, ceux qui portent du sang sur

les mains. « Blum complice des fascistes », entend-on à maintes reprises.

NE RECELEZ PAS, CAMARADES !

Mais sans direction sûre, sans guides, abandonnée par ses chefs qui lui demandent de « se calmer » et « d'être disciplinée », il y a un moment de flottement dans la foule, chargée sans arrêt par l'appareil policier du régime... Mais l'instinct révolutionnaire de lutte reprend le dessus et la réaction vient implacable : « Ne reculez pas camarades, chargez ! On est ici chez nous, ne cédon pas de terrain ! »

LES BARRICADES S'ÉLÈVENT

C'est alors, continue Duco, que pour nous protéger et nous défendre nous avons pris tout ce qu'on trouvait sous la main pour élever des barricades. Nous avons vite amassé des bancs, des troncs d'arbre, etc., et empilé des grilles d'arbre, des pavés, des barres de fer afin d'empêcher les mobiles de charger.

ON SE REFUGIE DANS LA MAIRIE

Mais sans arrêt, sans arrêt, les fusillades crépitent. Des dizaines et des dizaines de copains ouvriers tombent, le sang coule, on entend des cris des blessés qui déchirent les oreilles. On est repoussés et l'on se réfugie dans la mairie où, pour protéger les autres, on lance sur la mobile tout ce qu'on trouve à portée de la main.

Puis, on ressort à nouveau pour continuer la lutte à travers la mitraille qui frappe la mairie elle-même. Jusqu'à une heure tardive il en sera ainsi. »

*

Voici ce que dit encore notre camarade Charles Kramer, du 17^e rayon de notre parti :

« A vingt heures, on peut évaluer à 10 000 personnes les antifascistes rassemblés. On sent une atmosphère de combat, de lutte.

A 20 h 30, les premières charges de la mobile. Des coups de feu sont tirés à blanc et à balles sans sommation.

Les cars de flics passent alors à 80 km à l'heure tous stores baissés, mais

derrière les stores on tire des rafales et des ouvriers tombent. Le sang coule. En quelques minutes la rage s'empare de nous : « Ah ! les salauds, ils tirent sur nous ! »

Immédiatement la riposte : on lance des projectiles sur les cars. C'est alors qu'après le passage des cars la première barricade s'élève avenue Jean-Jaurès.

Dans la rue de l'Union, un groupe de plusieurs milliers de manifestants se heurtent à un barrage. Les gardes chargent la foule, on se replie vers la mairie.

C'est alors que 10 cars de flics arrivent et s'arrêtent devant les barricades. L'Internationale éclate. Nouvelles charges de police afin de dégager les cars. Coups de feu, matraquage. Du sang gicle encore, toujours !

Des coups de feu claquent, claquent.

A 22 heures, Marx Dormoy arrive, pâle comme un mort : « Dormoy assassin ! » « Dormoy démission ! » hurlent des milliers de travailleurs. Le ministre de Blum annonce que le service d'ordre va se retirer immédiatement et que tout va s'arranger.

Immédiatement blêmes et effondrés les dirigeants staliniens en profitent pour crier : « dispersez-vous camarades ! Discipline ! Vive le Front populaire ! » Ils ne se rendent même pas compte que les travailleurs de Clichy viennent de comprendre ce soir-là ce qu'est le Front populaire et ce qu'il vaut !

Pourtant, il y a un nouveau flottement dans la foule qui ne sait que faire. Croire encore ses dirigeants ou continuer la lutte ?

Ça n'a pas duré ! Deux minutes peut-être après, le service d'ordre attaque la barricade qui s'est élevée entre la rue de Neuilly et la rue de l'Union. Une salve de mousquetons. Des tués, des blessés.

On repart de plus belle, on se défend comme on peut. On est repoussés jusque dans la mairie, où les gardes nous pourchassent frappant à coups de crosses et de matraques.

Des fenêtres d'immeubles sur la place de la mairie, on voit des fascistes tirer sur la foule.

C'est à ce moment que notre camarade Canard, du rayon des J.S.R. du 17^e qui était à mes côtés s'affaisse la tête en sang.

Le crépitement des mousquetons n'arrête pas et déchire les oreilles ; à un mètre à peine de moi, un travailleur en vêtement de travail, en cote bleue est atteint d'une balle en plein front et tombe les bras en croix.

C'était le tir à volonté sur nous. Ces vaches-là s'en donnaient à cœur joie ! « Ah, c'est beau le régime du Front populaire ! Ah, il est beau leur gouvernement ! » disait-on avec raison.

A 22 h 15 Blumel, collaborateur de Blum, lui-même essuie les balles du Front populaire.

A 22 h 45 Thorez arrive, effondré. C'est là le résultat de sa politique de compromis, d'abdications, de reculs, de reniements, de trahison. Il le sait. Cependant L'Internationale éclate suivie des cris scandés : « Dormoy assassin ! », « Dormoy démission ! ».

Thorez entre dans la mairie. On le supplie de se montrer au balcon et de

parler. Il refuse systématiquement de parler aux ouvriers déçus.

D'une voix blanche, avant de repartir, il dit : « Du calme, du calme ! Je vais demander la démission de Dormoy. » C'EST TOUT !

Quelque temps après, il revient à nouveau. Près de lui, un groupe d'ouvriers scande : « Milice ouvrière pour le socialisme » sur l'air des lampions. Thorez se retourne et leur lance haineusement : « Sales trotskystes ! » Ah misère, c'est le moment, n'est-ce pas, de salir les trotskystes qui font le coup de poing avec les travailleurs !...

Place de la mairie, le bureau de tabac dont le patron est fasciste et qui tirait de sa fenêtre sur nous est saccagé et mis en pièces, ainsi que la boutique d'un boucher. C'est la revanche ouvrière qui passe... »

La Lutte Ouvrière

(26 mars 1937)

Un million de travailleurs aux obsèques des fusillés de Clichy Durant toute la manifestation, le drapeau rouge de la IV^e Internationale a flotté

Après les défilés sans caractère et sans consistance de ces deux dernières années auxquels nous avait habitués le Front populaire, nous avons assisté dimanche à une manifestation d'un véritable prolétariat révolutionnaire.

Des centaines de milliers d'ouvriers au visage contracté par la haine de classe, aux yeux ardents, prêts à la riposte et à la vengeance, ont défilé pendant des heures.

Mille **Internationales** pour une timide **Marseillaise**, des mots d'ordre de combat repris en chœur...

Alors qu'on le croyait engourdi, affaibli, le prolétariat parisien se redresse d'un coup au moment décisif et montre sa force et sa puissance.

Nous, membres du POI, qui étions au côté des ouvriers de Clichy en lutte contre la police et qui avons eu des camarades blessés durant la nuit sanglante, nous avons tenu à accompagner les victimes de Blum-Dormoy au cimetière.

Nous avons pris place dans le 3^e groupe (d'autres camarades défilant avec leurs

syndicats) et notre drapeau fut placé entre celui des socialistes et des communistes.

Les communistes ne firent aucune difficulté, mieux, ils nous demandèrent de faire le service d'ordre avec eux.

Dans le groupe on remarquait nos J.S.R. en tenue : chemise grise, cravate rouge.

Tout le long du chemin, pas une seule brimade contre nous, pas la moindre provocation, pas un seul coup !... Quel changement survenu en si peu de temps... Suivant le cortège, nos équipes de vendeurs diffusèrent **La Lutte Ouvrière et Révolution** en grosse quantité.

Dans le cortège, des milliers de drapeaux rouges, et peut-être en tout une dizaine de tricolores. On est plus près des événements de Clichy que des 14 juillet 1935-36 ! La prochaine fois, les ouvriers eux-mêmes empêcheront que le drapeau de l'impérialisme soit dans les rangs ouvriers.

Des rangs ouvriers montent scandés sans arrêt : « **De La Rocque en prison, Doriot en prison** ». « **Dormoy démis-**

« **sion !** » est repris à maintes reprises. Un groupe de plusieurs centaines d'ouvriers passe à la porte Clichy au cri de « **Dormoy démission, milice ouvrière !** ». Après avoir cessé de l'entendre depuis longtemps, de la foule repart à nouveau le cri mille fois répété de : « **Les Soviets partout.** »

Voici le troisième groupe dans lequel ont pris place nos délégations. Par les mots d'ordre lancés par ses chants, il a été remarqué à plusieurs reprises comme le plus combatif de l'immense défilé.

Le couplet des généraux de l'Inter intitulé « **Les rois nous saoulaient de fumées** »..., abandonné depuis plus de deux ans par les staliniens, est chanté par plusieurs milliers d'ouvriers.

Lancé par les socialistes du 17^e qui ont décidé de ne plus jamais vendre le **Populaire** depuis les fusillades de Clichy, part le cri de « **Dormoy démission !** », auquel succède « **Gouvernement ouvrier paysan** », et « **Milice ouvrière !** ».

Nos J.S.R. lancent le mot d'ordre : « **Les prolétaires n'ont pas de patrie** »

que des milliers de prolos vont scander sans arrêt, ainsi que « **Nous vengerons nos camarades !** »

Nos J.S.R. chantent le dernier couplet de la **JEUNE GARDE** : « **Nous sommes les enfants de Lénine et de Trotsky** ». La foule applaudit, un stalinien plus énervé que les autres crie : « **Sales trotskystes** », mais son responsable lui lance aussitôt : « **Tais-toi, et ferme ta gueule !** »

Quand nos mots d'ordre sont trop répétés par la foule, de temps en temps, un dirigeant stalinien s'avance et nous dit : « Allons, allons, discipline les trotskystes », mais les ouvriers répliquent : « **Depuis deux ans on nous dit : du calme, de la discipline, si ça continue, on sera détruits jusqu'au dernier !** »

[...] En entrant dans Clichy, le cortège passe devant une caserne. Les soldats aux fenêtres saluent du poing. De la foule le cri part : « **Les soldats avec nous !** » Ceux-ci répliquent : « **Oui, mais supprimez les 2 ans !** »



Le cortège à l'enterrement des victimes du 16 mars.

Le sang coule à Clichy

Le 5 mars, nouvelle reculade. Le gouvernement, pour tenter de rassurer les détenteurs de capitaux, abandonna divers projets de philanthropie sociale. Au ministère des Finances, l'infortuné Vincent Auriol fut flanqué d'experts du grand capital : MM. Rist, Rueff et Baudouin. Chassées par la porte, les deux cents familles, comme on disait alors dans le style Front populaire, étaient réintroduites par la fenêtre. Alors que l'emprunt précédent, dit emprunt Auriol, avait été boycotté par la Haute Banque, une nouvelle émission, gagée cette fois sur l'or et non plus sur une fondante monnaie, fut abondamment souscrite. Nous fîmes flèche de tout bois : le gouvernement a capitulé devant les trusts. Nous prédisions que cette nouvelle concession aux banques, loin de sauver le ministère Blum, ne ferait que précipiter sa chute :

« *Nous, nous n'acceptons pas de voir ce gouvernement tomber dans quelques semaines ou quelques mois, à bout de souffle et de popularité, humilié, déchu.* »

Quelques jours plus tard, c'était le massacre de Clichy. Le soir du 16 mars 1937, le Parti social français, version nouvelle des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque, osait tenir meeting au cœur de la cité ouvrière. Le comité local du Front populaire invita la population, par affiches, tracts, appels dans la presse ouvrière, à une contre-manifestation devant la mairie. Par une lettre adressée au ministre de l'Intérieur socialiste, Marx Dormoy, il avait insisté pour que la

réunion fasciste fût interdite afin d'« *empêcher des incidents inévitablement graves* ». Dans l'atmosphère de capitulation créée le 5 mars et, pour ne pas s'attirer à la Chambre les interpellations de l'extrême-droite, Dormoy ne pouvait que laisser les fascistes provoquer les travailleurs de Clichy.

Dix mille manifestants se battirent dans la rue contre une police d'autant plus déchaînée qu'elle se sentait enfin les mains libres et que des provocateurs fascistes s'étaient glissés à la fois dans son sein et dans la foule. Cinq morts et des centaines de blessés restèrent sur le pavé. Une militante socialiste et Gauche révolutionnaire, Solange Demangel, avait été atteinte d'une balle au cervelet, dont elle devait mourir six semaines plus tard. Le jour de l'Ascension, nous la conduisîmes au cimetière de Pantin. Nous n'étions, ce jour-là, que quelques centaines, les organisations du Front populaire ayant organisé autour des funérailles d'une pivertiste la conspiration du silence. La fureur des cagnes n'épargna pas même le chef du cabinet du président du Conseil, André Blumel, qui fut frappé à la tête. Blum, qui s'était rendu à l'Opéra pour applaudir l'exécution d'une symphonie de Haydn, quitta en hâte le concert pour verser des larmes.

Clichy fut, pour le mouvement qui avait atteint son apogée en juin 36, l'heure de vérité. Ainsi donc, sous un gouvernement de Front populaire à

direction et avec un ministre de l'Intérieur prétendus socialistes, des militants socialistes étaient assassinés par l'appareil policier de l'Etat. Tels étaient les fruits empoisonnés de l'exercice du pouvoir.

Sanctions contre nos jeunes

La Jeune Garde, organe des Jeunesses socialistes, publia, sans perdre un instant, un numéro spécial qui titrait :

HUIT MILLIARDS POUR L'EMPRUNT CINQ MORTS A CLICHY L'ARGENT DE LA BOURGEOISIE SE PAIE AVEC LE SANG DES OUVRIERS

Le numéro fut aussitôt saisi par la police.

Au Conseil national SFIO qui suivit, Dormoy, loin de faire amende honorable, se plaignit de « *recevoir traîtreusement dans le dos les coups des membres de la Gauche révolutionnaire* ». Nous fîmes observer que le ministre de l'Intérieur se portait quand même mieux que Solange Demangel.

Pour leur numéro spécial, les vingt-deux militants les plus actifs de l'Entente des Jeunesses socialistes de la

Seine furent exclus et l'organisation dissoute. Leur crime ? Ils avaient osé « *accuser les hommes que le parti avait unanimement délégués au gouvernement de trahir et d'assassiner la classe ouvrière* ». Marceau Pivert, qui avait, certes, trempé dans cette unanimité, mais qui du fait de sa profession d'enseignant avait été aussi le maître de plusieurs de ces jeunes gens, revendiqua hautement sa responsabilité personnelle dans leur subversion. Il écrivit en leur faveur : un éducateur digne de ce nom n'était-il pas « *forcé d'aimer un peu comme ses propres enfants ces belles figures de grands élèves ? Le maître véritablement affranchi* » ne cherche-t-il pas « *à préserver ses disciples contre la terrible maladie du conformisme, sclérose qui détruit toute jeunesse d'esprit* » ? Les exclus demandèrent à leurs camarades, tout en restant liés intimement à la Gauche révolutionnaire du parti socialiste, de se préparer idéologiquement à la constitution future d'un parti révolutionnaire. La bureaucratie SFIO sauta, bien entendu, pour s'en faire une arme contre nous, sur cette menaçante suggestion.

**In *Front populaire
Révolution manquée***
Ed. Maspero (pp. 154 à 156)

Daniel Guérin

Révolutionnaires de la SFIO

L'affrontement entre le gouvernement de Front populaire et les masses, évité de justesse pendant les premiers mois de l'année 1937, se produit le 16 mars à Clichy et, comme le note Pierre Broué, « pose le problème dans les termes mêmes où les dirigeants du Front populaire ont, depuis mai 1936, évité qu'il le soit ».

La fusillade de Clichy

Le 16 mars, le PSF du colonel de La Rocque organise à Clichy une réunion que le ministre de l'Intérieur, Marx Dormoy, refuse d'interdire, malgré les demandes du comité local de Front populaire. Un appel à contre-manifester est lancé par le maire SFIO de Clichy, Auffray, le député communiste Honel et le conseiller général communiste Naile. La contre-manifestation se heurte au service d'ordre. La police frappe, puis tire : on relève cinq morts, parmi lesquels la militante de la Gauche révolutionnaire Solange Demangel, et des centaines de blessés, dont le propre chef de cabinet de Léon Blum, André Blumel, venu dès qu'alerté.

La réaction ouvrière est immédiate : de violentes grèves politiques se déclenchent. L'exigence qui monte dans les usines du châtimement des responsables des forces de l'ordre se couple avec des mesures d'épuration contre les cadres qui passent pour fascistes. L'union départementale CGT lance pour le lendemain un mot d'ordre de grève générale d'une demi-journée. L'appel à

la grève est accompagné d'une recommandation d'éviter toutes les provocations, toutes les manifestations de rue, et d'un appel à reprendre le travail dans l'après-midi. Bothereau explique que la grève générale a été décidée pour « coordonner et discipliner l'explosion naturelle de la classe ouvrière parisienne ». Blum révèle que ses initiateurs « désiraient cantonner cette agitation et la limiter dans le temps et l'espace ». Il s'agit, pour les organisations ouvrières, de reprendre en main un mouvement qui peut très bien constituer l'étincelle permettant au mécontentement latent d'exploser. Henri Raynaud, secrétaire de la CGT et dirigeant communiste, confirme que, seul, l'ordre de grève générale d'une demi-journée a permis d'arrêter un mouvement de grève spontanée. « Ainsi, cette grève générale, écrit-il, a été une grève pour le maintien de l'ordre. »

Maurice Thorez, arrivé à la mairie de Clichy le soir même, refuse de s'adresser du balcon aux travailleurs qui se pressent sur la place. Selon le témoignage d'un militant du Parti communiste, il recommande le calme et promet de demander la démission de Dormoy, puis il traite de « sales trotskystes » des ouvriers qui réclament la création de milices ouvrières. Le Parti communiste demande le châtimement des responsables du service d'ordre et qualifie la répression de « monstrueuse provocation ».

Il vote pourtant à la Chambre des députés un ordre du jour de confiance, que Jacques Duclos dépose lui-même.

Léon Blum condamne à la Chambre l'initiative des élus du Front populaire de Clichy. Il estime que l'appel à la population était une erreur, « *c'est-à-dire pire qu'une faute* ». « *J'adjure mes amis de ne pas renouveler un geste pareil* », s'écrie-t-il avant de demander que chacun respecte les lois, « *celles qui protègent les droits du travail comme celles qui protègent les libertés politiques* ».

Il confirme que le PSF est un parti légal, qui a, en conséquence, droit à la protection qui lui a d'ailleurs été accordée à Clichy. Aux députés de droite qui s'inquiètent des mesures d'épuration dans les usines, il répond qu'il s'agit là d'incidents « *déplorables* » et « *intolérables* » provoqués par des « *éléments qui échappent au contrôle d'organisations ouvrières* ». Il se déclare convaincu que ces dernières « *ne laisseraient pas introduire chez elles des pratiques auxquelles le tempérament français répugne* ». Il s'explique, enfin, sur le sens qu'il faut accorder à la grève décidée par la CGT, qui a eu pour intention et pour résultat de « *cantonner* » et de « *limiter* » l'agitation.

Il précise qu'aucune sanction ne sera prise contre le service d'ordre, à moins que l'enquête ne prouve qu'il ne s'est pas conformé aux ordres reçus. Il conclut son discours en affirmant que, pour la première fois peut-être, le sang a coulé « *sans creuser un fossé entre les masses populaires et le régime* ». Il en a, en tout cas, creusé un au sein de la SFIO.

La fédération de la Seine avait appelé à la contre-manifestation de Clichy. Les militants de la tendance étaient nombreux parmi ceux qui résistaient aux attaques des forces de police : au conseil national de Puteaux, Marx Dormoy affirmera qu'il y avait à Clichy « *200 membres de la Gauche révolutionnaire organisés en TPPS et participant à l'attaque du barrage de police* ». Une militante de la Gauche révolutionnaire a été tuée, l'émotion et la colère sont grandes parmi les militants.

Dans la soirée du 20 mars, Claude Beaurepaire, Jacques Lalande, Lucien

Weitz et Jean Meier rédigent la manchette de *La Jeune Garde*, organe des Jeunesses socialistes de la Seine : « *Huit milliards pour l'emprunt, cinq morts à Clichy, l'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers* », « *Nous avons lutté avec nos poings contre des matraques, avec des pierres contre les revolvers, rétablissons l'équilibre* ». L'article poursuit sur le même ton :

« *Sous un gouvernement de Front populaire, avec un ministre de l'Intérieur socialiste, des militants ouvriers sont assassinés par l'appareil policier de l'Etat... Ainsi, le sang de nos camarades va servir à affermir une politique qui, loin de nous rapprocher du socialisme, recherche la confiance des possédants, la "paix sociale", l'aide des banques, l'approbation des trusts et des deux cents familles.* »

Les adultes de la fédération de la Seine ne restent pas non plus inactifs. Des sections de Paris contrôlées par la Gauche révolutionnaire publient une affiche. On peut y lire :

« *Parti socialiste (SFIO)*
section de...
Assez de sang
Assez de capitulations
En Tunisie : 16 morts, 80 blessés
A Clichy : 5 morts, 200 blessés
Les forces de police tirant
sur les ouvriers antifascistes...
sous un gouvernement de Front
populaire à direction socialiste
Est-ce la rançon de la politique
de confiance exigée
par les banques ?
Non, cela ne peut pas durer.
La réaction instinctive de la classe
ouvrière inquiète pour ses libertés,
pour son pain, s'est exprimée
puissamment.
Honneur aux ouvriers tombés.
Sanctions impitoyables
aux responsables.
Si hauts placés soient-ils.
Travailleurs,
serrez les rangs dans la lutte
qui va devenir plus sévère
ayez confiance en vous-mêmes
imposez d'urgence :

*La dissolution effective des ligues
fascistes
L'épuration des hautes
administrations de la police
De l'armée
La nationalisation des trusts
Pour le pain, pour la liberté,
pour la paix. Plus de capitulations
Front populaire de combat. »*

Répression et sanctions

Le gouvernement de Front populaire fait saisir *La Jeune Garde* dès parution, les affiches des sections socialistes de la Seine sont lacérées par la police. Marceau Pivert n'a pas participé à l'élaboration de ces documents, dont il n'approuve ni le ton ni le contenu, mais il a laissé faire, ce qu'il ne tardera pas à regretter, la publication de *La Jeune Garde* conduisant à l'exclusion des Jeunesses socialistes. Le 1^{er} avril, le comité national mixte des Jeunesses socialistes exclut 22 dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine. L'Entente reconstituée par la Gauche révolutionnaire, après l'exclusion des bolcheviks-léninistes, est de nouveau dissoute. La fédération des étudiants socialistes subit le même sort. Comment ne pas laisser se dilapider le précieux capital que constituent ces quelques milliers de jeunes, sans organiser la scission du parti socialiste, ou au moins, sans en prendre le risque ? C'est en tout cas ce que pensent les dirigeants de l'Entente, qui demandent à leurs camarades de continuer à se réunir, et de se préparer, tout en restant intimement liés à la Gauche révolutionnaire, à la constitution d'un nouveau parti.

Tout semble, en effet, aller dans ce sens : le 9 avril, Léon Blum prend la parole devant près de 5 000 militants socialistes réunis au gymnase Huyghens. Accueilli d'abord par un déchaînement d'enthousiasme, il est interrompu par des cris hostiles quand il aborde la question de la pause. Lorsqu'il justifie l'emprunt de défense nationale, les demandes de vote de crédits militaires importants par la nécessité de « *supporter les conséquences de l'instauration en Allemagne du service de deux ans* », il ne parvient plus à se faire entendre dans l'atmosphère houleuse de la salle, où les cris de « *Vive Blum* » répondent à ceux de « *A bas les deux ans* », « *A bas la guerre* ». Quand il parle du Sénat et de la nécessité de « *donner des ménagements* », les cris de « *Dissolution* » reprennent de plus belle. Il déclare alors qu'il envisage d'abandonner le pouvoir, puis en vient aux incidents de Clichy. Il est de nouveau interrompu lorsqu'il déclare que le gouvernement n'a pas commis de faute. Et le tumulte reprend de plus belle. En entendant dans la salle le slogan « *Les milices ouvrières* », il s'emporte : « *Il ne faudrait pas parler des milices ouvrières pendant que je traite ce sujet.* » Le tumulte croît quand il tente d'expliquer qu'il ne pouvait pas interdire la réunion de Clichy et parle de « *son ami Dormoy* ». Les cris de « *Dormoy, démission* » couvrent alors ceux de « *Vive Blum* ».

Révolutionnaires de la SFIO
Ed. Obliques (pp. 122 à 125)

Jean-Paul Joubert



A propos de *Les Discriminés.* *L'antisémitisme soviétique* *après Staline* *

Un livre de Sarah Fainberg (1)

Selon Khrouchtchev, l'antisémitisme, cette « *tumeur développée dans le cerveau de Staline* », aurait ensuite été « *contenu* », mais contenu seulement. « *Par malheur, ajoute-t-il, les germes de l'antisémitisme subsistent dans notre système et il semble bien qu'on ne fasse rien pour le combattre, pour lui opposer la résistance nécessaire* » (2). Explorant les voies multiples par lesquelles cette « *tumeur* » a continué à infecter la société soviétique, Sarah Fainberg montre que Khrouchtchev, qui, en 1970, dicte sous la surveillance du KGB, reste très en-deçà de la vérité. Elle met particulièrement en évidence deux manifestations majeures de cet antisémitisme : la « *discrimination* » qui sévit à l'entrée des universités et pour l'accès aux postes de responsabilité, et l'occultation de la spécificité du martyr juif.

La “discrimination”, forme honteuse de la persécution antisémite

Des nombreux témoignages de juifs soviétiques cités dans son livre émane le sentiment d'avoir été des « *parias* », des « *citoyens de seconde zone* », « *discrimi-*

minés » en raison du « *cinquième point* » qui, sur leur passeport intérieur, mentionnait leur « *nationalité* », c'est-à-dire leur origine ethnique. Ils affirment avoir éprouvé les plus grandes difficultés à se faire admettre à l'Université et dans certains secteurs d'activité. Les statistiques confirment leurs témoignages. De 1953 à la fin des années 1980, le pourcentage de juifs continue à s'effondrer dans le parti et dans l'État, dans les fonctions relevant du « *front idéologique* », particulièrement dans l'enseignement de la philosophie, de l'histoire, de la littérature russe, dans le domaine des mathématiques où ils étaient traditionnellement surreprésentés, aux postes de responsabilité (direction de kolkhozes, d'entreprises industrielles ou d'hôpitaux, administration), mais aussi dans les secteurs du droit, du journalisme, de la médecine...

(1) Sarah Fainberg est la fille de Victor Fainberg, l'un des huit militants qui, le 25 août 1968, manifestèrent courageusement sur la place Rouge pour protester contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Elle est professeur de sciences politiques à l'université de Tel-Aviv et membre d'un think tank proche du gouvernement israélien.

(2) Khrouchtchev, *Souvenirs*, Robert Laffont, 1971, page 256.

L'éviction des juifs de ces secteurs résulte d'un antisémitisme qui, pour être bien réel, n'a cependant rien d'officiel. Il est rampant et quelque peu honteux. Les juifs ne sont jamais recalés en tant que juifs, mais parce que leurs résultats seraient insuffisants... à des épreuves délibérément truquées, quand leurs notes ne sont pas arbitrairement abaissées. En dépit d'excellents dossiers, ils peuvent également être refusés sous les prétextes les plus divers, une « *petite santé* » imaginaire que contredit le certificat médical, par exemple (3). Ils peuvent être évincés d'un poste de responsabilité sur consigne téléphonique codée. Cette discrimination sournoise les condamne à un perpétuel exil intérieur à la recherche de l'établissement qui voudra bien les accueillir, à de multiples ruses et stratégies de contournement pour obtenir enfin un dossier qu'ils espèrent inattaquable et, sous Khrouchtchev, « *l'expérience professionnelle* » requise (4).

Une "occultation mémorielle"

Cette manifestation courante d'antisémitisme se double de ce que l'auteur appelle une « *occultation mémorielle* », terme qu'elle préfère, à juste titre, à celui de *négationnisme*. L'URSS, en effet, n'a jamais nié la Shoah, mais elle en a occulté la spécificité. Les 2,5 millions de juifs massacrés par les nazis sur le territoire soviétique n'y sont jamais désignés comme *juifs*, mais comme « *civils soviétiques* ». L'inclusion des victimes juives dans la catégorie plus large des déportés n'est certes pas une spécificité soviétique. Sarah Fainberg rappelle que, dans les années qui suivirent la Libération, les Alliés occidentaux réunirent également les victimes juives et non juives dans la catégorie générique des « *victimes du fascisme* ». Dans ce cas précis cependant, l'occultation de la spécificité de la déportation « *raciale* » a

été corrigée grâce aux libres travaux des historiens. Il n'en fut rien en URSS, où il était interdit d'en parler. Le *Livre noir* d'Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman est mis sous le boisseau dès 1944, puis interdit en octobre 1947 au mauvais prétexte qu'il minorerait la responsabilité des nazis en accordant trop d'attention aux actes de collaboration des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lettons ! Totalement occultée, au même titre d'ailleurs que la participation de 500 000 juifs aux combats de l'Armée rouge, la mémoire de la Shoah à l'est — la moitié des victimes juives du nazisme — se transmettra par une « *littérature des ravins* » composée de témoignages et de poèmes non publiés.

La mort de Staline ne règle rien. Toute expression publique de cette mémoire restera gelée jusqu'à l'effondrement de l'URSS. A l'exception d'un monument commémoratif du ghetto de Minsk, la « *Yama* » (la fosse), toute inscription rappelant la judéité des victimes est systématiquement remplacée par les termes plus généraux de « *victimes de la terreur fasciste* ». Le lieu emblématique de cet « *évincement mémoriel* » est le ravin de Babi Yar, où plus de 30 000 juifs furent exterminés en deux jours, où plus de 100 000, au total, furent massacrés. Devenu dépôt d'ordures avant de faire l'objet d'un projet de quartier résidentiel, ce lieu de mémoire sera au cœur d'une polémique. En 1959, Victor Nekrassov parviendra à bloquer le projet immobilier. Deux ans plus tard, Babi Yar inspirera à Evtoutchenko un poème et à Chostakovitch l'*adagio* de sa symphonie n° 13, œuvres qui fâcheront grandement la caste dirigeante. En 1965, Brejnev lancera un concours autour d'un projet architectural. Le monument, inauguré en 1976, rend hommage « *aux citoyens soviétiques, prisonniers de guerre, soldats et officiers de l'armée soviétique fusillés par les fascistes allemands* ». La spécificité du génocide juif se dissout ainsi dans la glorification — certes légitime — de la résistance du peuple soviétique.

Avec la dislocation de l'URSS, la spécificité de la Shoah est officiellement

(3) Témoignage de Bella Liustmangof, page 143.

(4) Deux années d'expérience professionnelle étaient alors requises pour entrer à l'Université.

reconnue, en particulier dans l'Ukraine indépendante à laquelle, sortant de son sujet initial, Sarah Fainberg consacre deux chapitres à marquer d'une pierre blanche, en ces temps d'ukrainophilie obligatoire. Le « *devoir de mémoire* » — une « *mémoire* » en réalité fabriquée — l'emporte cependant sur l'histoire. Bien que les juifs soviétiques aient été fort peu religieux et qu'ils aient, à l'instar de la famille Strum dans *Vie et destin* (5), le plus souvent oublié des origines que devaient leur rappeler nazis et staliniens, le lieu des massacres est marqué par une symbolique essentiellement religieuse : chandeliers à sept branches (en particulier à Babi Yar), tables de la Loi et étoiles de David. Par ailleurs, dans un « *souci de réconciliation* », nous dit l'auteur, ces lieux de mémoire ignorent les actes de collaboration locale, mensonge par omission qui marque, en réalité, le début d'une réécriture de l'histoire. En décidant, en 2008, la tenue, chaque année, d'une « *journée européenne de commémoration des victimes du stalinisme et du nazisme* », le Parlement européen réunit dans la catégorie indifférenciée des « *victimes des totalitarismes* » les juifs exterminés et les auxiliaires des nazis promus « *victimes du stalinisme* » ! En 2010, « *le souci de réconciliation* » pousse le président Ioutchenko à décerner à feu Stepan Bandera, pogromiste et dirigeant de l'organisation pronazie UPA, le titre de « *héros de l'Ukraine* », et à lui faire dresser un mausolée ! Un débat qui n'a rien « *d'historiographique* » conduit à la reconnaissance officielle du *holodomor*, c'est-à-dire de la famine de 1932, comme « *génocide* », un faux génocide... qui va occulter le vrai. La Shoah fait l'objet d'une nouvelle « *mise en marge* ».

Une «matrice raciste» ?

L'ouvrage devient beaucoup plus contestable lorsqu'il aborde les causes de

cet antisémitisme. L'auteur lui attribue les causes les plus diverses. Certaines sont directement politiques — et indéniables. Les cadres politiques et administratifs impliqués, sous Staline, dans la dénonciation du « *cosmopolitisme* » restent en place, la « *gérontocratie* » aidant, jusqu'aux années 1960, 1970, voire 1980. Ce que l'auteur appelle avec indulgence la « *culture politique* » de l'appareil continue, de manière « *assourdie* », à produire les mêmes effets. A l'inverse, aurait perduré au sein des masses populaires un « *antisémitisme du ressentiment* » (page 171) lié à une surreprésentation supposée des juifs dans les organes de sécurité à l'époque des purges.

L'auteur note encore la méfiance dont les juifs font l'objet comme « *minorité potentiellement liée à un territoire extérieur* », ce qui, au demeurant, valait aussi, à une époque antérieure, pour les Allemands de la Volga ou les Coréens d'Extrême-Orient. Mais bien évidemment la suspicion de sympathies sionistes devient plus pesante lorsque se dégradent les relations avec Israël. La *discrimination* se durcit au lendemain de la guerre des Six Jours et de la rupture des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Lorsque, dans les années 1970-1980, les pressions occidentales contraignent Moscou à ouvrir les vannes à l'émigration, la multiplication des départs se retourne paradoxalement contre ceux qui restent.

L'antisémitisme est aussi un moyen éprouvé de discréditer des opposants ou des staliniens mal alignés. Les procès Rajk et Slansky coïncident avec le déchaînement antisémite des années 1948 à 1953. L'appareil y aura recours à nouveau en 1974 en Pologne, puis en 1968 en Tchécoslovaquie, chaque mise en cause de personnalités juives ou d'origine juive se traduisant, en URSS, par une *discrimination* accrue et des vexations toujours plus durement ressenties.

La *discrimination* peut également viser à alléger, aux dépens des juifs, les « *tensions ethniques* » dans la compétition pour l'accès aux études supérieures ou aux

(5) Vassili Grossman, *Vie et destin*, L'âge d'homme, 1980.

postes de responsabilité. Les Russes seraient privilégiés dans l'ensemble de l'Union, les « nationalités » dans leurs républiques respectives : « double barrière ethnique » (page 184) pour les juifs. Cette concurrence dont ces derniers seraient les premières — mais non les seules — victimes, renvoie à ce qui est, aux yeux de l'auteur, la cause fondamentale de la discrimination : une « matrice raciste » (page 39) fondée sur une « vision essentialiste » de la nationalité.

Sarah Fainberg donne acte aux bolcheviks que la Russie fut, « à l'initiative de Lénine, le premier Etat au monde à interdire et à pénaliser l'antisémitisme » (page 34). Elle leur concède une volonté d'établir l'égalité entre les citoyens et entre les peuples. Loin de nier la promotion des juifs dans la République des soviets, puis en URSS, elle note au contraire leur surreprésentation dans l'appareil d'Etat, à l'Université, dans les organes de sécurité, dans le parti et, même encore après 1945, au sein de l'intelligentsia, remarquant notamment que, dans les années 1930, le pourcentage de juifs dans les universités soviétiques était supérieur à celui des universités américaines, situation qui devait perdurer, malgré la Shoah et « l'antisémitisme d'Etat » des années 1940, jusqu'en 1959.

L'universalisme des bolcheviks aurait cependant été annulé par une « ethnophilie chronique » (page 40) assignant irrémédiablement chacun à une « nationalité définie par des critères biologiques et héréditaires » (page 44). Pour corriger les inégalités générées par le « chauvinisme grand-russe » (les guillemets sont de l'auteur), le gouvernement soviétique aurait cherché à promouvoir les ethnies minoritaires au moyen d'une « discrimination positive » dont les effets pervers auraient abouti à une conception « culturaliste » et « essentialiste » de la nationalité. La population soviétique était censée comporter ainsi des « Russes ethniques », des « Moldaves ethniques », etc., et des juifs. « (Les) citoyens soviétiques en viennent, peut-on lire, à envisager leur vie, à percevoir

eux-mêmes et les autres à travers le seul prisme de l'appartenance ethnique » (page 43).

Cette conception « ethnique », voire « biologisante », figée, en 1932, par le « cinquième point » du passeport intérieur, aurait dérivé vers « un racisme diffus et officieux » appelé à perdurer jusqu'à la fin de la *pérestroïka*. Ni pleinement « peuple » ou « nation », pas même « religion », les juifs devaient-ils être considérés comme « une communauté culturelle transnationale » ou une « minorité yiddishophone » ? Tout à la fois assimilés et « potentiellement ostracisés », et surtout sans la terre dans laquelle toute ethnie, pour être reconnue, se devait d'être ancrée, ils avaient tout à redouter de ce « marqueur identitaire ». S'il renvoyait constamment tout un chacun à ses origines, créant un cadre et un climat propices aux tensions et aux discriminations, le « cinquième point » ne créait toutefois, à lui seul, ni la « matrice raciste » ni a fortiori l'antisémitisme.

L'auteur situe « dès les années 20 » le début d'une « violence symbolique », prélude, on l'aura compris, à la violence politique et physique. « La période stalinienne ne fut pas une simple parenthèse ni un égarement raciste (...). Le premier stalinisme des années 30 parachève la politique léniniste » (page 46). Staline fidèle continuateur de Lénine... Voilà qui n'est pas très nouveau. Ce lieu commun de la littérature antisoviétique ne dispense pas toutefois d'expliquer comment a pu s'effectuer ce « basculement » de la « ferveur humaniste du moment révolutionnaire » au « ciblage » et à la « répression ethnique » (page 121).

Question de méthode...

L'ouvrage, qui s'apparente aux sciences politiques plus qu'à l'histoire, pâtit d'une chronologie vague et confuse, les dates précises sont rares et, comme si le contexte historique était de peu d'importance, un plan thématique enjambe constamment les décennies dans les deux sens. Pratiquement jamais contextualisées, les évolutions révélées

par les statistiques ne sont éclairées que par des témoignages, honnêtes mais nécessairement subjectifs, et par des formules abstraites qui gagneraient, pour le moins, à être référées à des faits précis.

En quoi, par exemple, « *l'émancipation politique et culturelle* » dont ont bénéficié, « *dans les années 20* », les minorités ethniques, particulièrement les juifs, mise en exergue page 41, se traduit-elle, cinq pages plus loin, par une « *violence symbolique à laquelle les membres des sections juives du Parti communiste prirent pleinement part* » ? Comment s'est manifestée, « *à la fin des années 20* », « *l'instrumentalisation, à des fins discriminatoires — positives ou négatives — de la vision essentialiste et culturaliste des différences ethniques* » ? Sans parler de l'affirmation suivant laquelle Staline parachève « *dans les années 30* » « *la politique ethnique léniniste* » !

Les faits censés étayer de telles affirmations ne sont cités qu'avec parcimonie et de manière extrêmement sélective (6). Les positions du *Bund*, favorable à une « *autonomie culturelle juive* », sont évoquées pour la période antérieure à 1914, mais on ne saura jamais qu'il s'est, en 1919, rallié au pouvoir soviétique ni que sa majorité, devenue le *Combund*, a demandé, l'année suivante, son adhésion au *Komintern*. L'ouvrage ne souffle mot non plus de la multiplication, dans les années 1920, des écoles en yiddish, ni de l'éclosion d'une abondante littérature juive. Le contexte de la NEP et de la montée du chômage, terreau pourtant propice à l'expression de rancœurs ethniques, est également ignoré. L'antijudaïsme de l'Église orthodoxe, influente au sein de la paysannerie, n'est mentionné qu'en fin d'ouvrage...

Même mutisme sur les conditions précises dans lesquelles l'antisémitisme

s'est peu à peu réveillé jusqu'au sein du Parti communiste. Le lecteur ignorera tout de son instrumentalisation par Staline dans sa lutte contre une opposition menée par Trotsky/Bronstein, Zinoviev/Apfelbaum et Kamenev/Rosenfeld. Les procès de Moscou, dont les accusés sont majoritairement juifs — ce que révèle publiquement le « *cinquième point* » — ne sont pas mentionnés non plus. Présenter insidieusement, enfin, ce « *cinquième point* » comme un aboutissement logique des conceptions de Lénine se situe quelque part entre le pur mensonge par omission et la franche falsification. En 1932, en effet, loin d'appliquer une « *politique léniniste* », Staline ressuscite une institution abolie dès février 1917 par le gouvernement provisoire, le nouveau passeport intérieur remplaçant l'indication de la religion, obligatoire sous le tsarisme, par la « *nationalité* ».

De manière plus générale, rien n'est dit, concernant les nationalités, des divergences qui devaient opposer un Lénine affaibli par la maladie au secrétaire général fraîchement élu, ni de la bureaucratisation du parti et de l'État, ni de la théorie du « *socialisme dans un seul pays* » qui nourrira le nationalisme russe terreau de l'antisémitisme...

Le contexte gommé, la chronologie brouillée, l'ethnisation — bien réelle — de la nationalité semble découler d'un texte commandé en 1913 à Staline par Lénine, *Le marxisme et la question nationale*, dont l'auteur nous apprend qu'après avoir été une « *arme stratégique* » contre les mencheviks et les bundistes, il est devenu « *l'armature théorique* » de la « *conception assimilationniste des bolcheviks* ». Staline y définit la nation comme « *une communauté humaine stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture* » (page 76). De cette absence de territoire juif et de « *catégorie sociale liée à la terre* », théorisée, en 1913, par les bolcheviks, découlerait, par la logique implacable des idées, la négation d'une « *nation juive* », source de toutes les persécutions.

(6) Pour le détail des faits historiques, voir Jean-Jacques Marie, *L'antisémitisme en Russie de Catherine II à Poutine*, Tallandier, 2009.

... ou choix idéologique ?

De cette négation d'une « nation juive » découle, en effet, la « violence symbolique » (page 46) dont les juifs auraient été les victimes au moment où, de l'aveu même de l'auteur, ils bénéficiaient d'une « émancipation politique et culturelle ». « L'horizon politique de l'assimilation », la promotion des « traits progressistes de la culture juive » contre « le particularisme de caste émanant des "rabbins" et des "bourgeois" » auraient conduit à la « négation de l'existence des juifs comme nation ». C'est donc l'émancipation — la fin de l'enfermement dans la communauté — qui constitue *en elle-même* une « violence symbolique » cristallisée en particulier sur la question de la langue. De la promotion du yiddish, plus populaire, l'auteur conclut à la « stigmatisation » de l'hébreu et là encore on passe sans transition des années 1920 à la *pérestroïka* comme si la surveillance des cercles informels d'enseignement de l'hébreu sous Gorbatchev était de même nature que la critique d'une langue « réservée à l'étude et au commentaire du pentateuque » au lendemain de la révolution. Ajoutons que l'auteur ne semble pas penser grand bien des juifs qui ont rejoint le Parti communiste, prenant « pleinement part » à la « violence symbolique ».

L'existence d'un « peuple juif » ou d'une « nation juive » supposée être, pour reprendre la terminologie de Renan, soudée comme « communauté de destin » (7), pose en filigrane le droit des juifs à un territoire viable (ce que le « pittoresque Birobidjan » ne sera jamais) voire à un Etat (8). Tout est là : la grille de lecture de l'auteur est très clairement sioniste.

(7) Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?* Mil-le et une nuits, 1997.

(8) Sur la genèse du sionisme et le mythe d'une identité juive, voir Schlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Fayard, 2008.

(9) Citations tirées d'Odessa Soir (23 juin 1975).

Il est indéniable que certains délires staliniens et les relations de l'URSS avec Israël ne rendent pas toujours très lisible la frontière entre la dénonciation du sionisme et celle d'un complot juif mondial, entre combat politique et racisme. Les deux choses sont néanmoins bien distinctes. Or l'antisémitisme professé sous couvert d'antisionisme trouve, sous la plume de l'auteur, son expression inversée : « *Les juifs ne constituant pas une nation, (...) toute manifestation de sionisme se verrait pénalisée. En effet, l'antisionisme devint — à l'exception d'une courte période, 1947-1948 — un principe du communisme* » (page 77). Par antisionisme, il faut ici entendre *antisémitisme*. Toute critique du sionisme, mais aussi tout propos antireligieux visant le judaïsme sont suspects d'antisémitisme : « *Empruntant aux thèmes et aux slogans antireligieux des années 1920, la campagne de presse khrouchtchévienne qualifie le judaïsme, au même titre que toutes les autres religions, de "réactionnaire"* » (page 83). De même, écrire qu'Israël est un Etat « *anticommuniste* », « *bourgeois* » et « *raciste* » (ce qui est rigoureusement vrai), *a fortiori* « *fasciste* » ou « *compromis avec les néonazis de la République fédérale d'Allemagne* » (9) (ce qui est pour le moins excessif) figure au chapitre de l'antisémitisme, ces propos préfigurant « *l'imagerie antisioniste promue par la presse européenne de gauche, d'extrême gauche et altermondialiste, et les médias de langue arabe au cours des années 2000 et jusqu'à présent* » (page 84).

Un antisémitisme d'Etat "officieux"

Si l'antisémitisme stalinien est bien un « *antisémitisme d'Etat* » (page 100) dans la mesure où il gangrène l'appareil de la base au sommet, l'auteur insiste aussi sur son caractère « *officieux* ». Elle le différencie d'entrée de celui des nazis : il ne s'agit pas « *d'un racisme d'Etat au sens strict* » (page 43), ce qui infirme la thèse fort en vogue suivant laquelle il serait le fruit de la convergence de deux « *totalitarismes* »

de même nature (10). Les différences sont de trois ordres.

En premier lieu, même au paroxysme des condamnations à mort, des destitutions et des déportations des années 1948-1952, l'antisémitisme stalinien, si hystérique soit-il, n'a jamais atteint l'ampleur ni la virulence systématique de son homologue hitlérien. L'auteur reconnaît d'ailleurs que « *les juifs connurent un sort autrement enviable que les peuples déportés dans les années 30 et 40* » (page 303). Elle rappelle, en particulier, le sort tragique des Tchétchènes, des Allemands de la Volga ou encore des Tatars de Crimée. Pour la période qu'elle définit comme « *poststalinienne* » (1953-1990), elle se montre d'une modération inattendue : « *Dans l'histoire que j'ai tenté de raconter, il n'y eut point d'arrestation, de menace, d'intimidation, d'écoute du KGB, d'emprisonnement ou de grève de la faim. Dans l'histoire de ces discriminés, il fut question d'examens ratés, de trucage de notes, de faux-semblants, d'éviction de candidats* » (page 308). Elle est manifestement cette fois au-dessous de la vérité. La violence des campagnes antisémites, les pressions exercées sur les candidats à l'émigration démentent une telle modération. On n'en reste pas moins très éloigné de la « *solution finale* ».

En second lieu, les deux antisémitismes ne sont pas de même nature. Dans le système nazi, les juifs sont définis comme une race maléfique qu'il convient d'exterminer. L'antisémitisme stalinien ne serait, en revanche, qu'une composante d'une « *matrice raciste* » plus générale dont bien d'autres peuples (Allemands de la Volga, « *culs-noirs* » du Caucase et d'Asie centrale) devaient avoir à souffrir. L'antisémitisme hérité de l'époque tsariste aurait été réactivé par la contradiction entre une vision

universaliste et assimilatrice, d'une part, et la nécessité de faire droit aux sentiments nationaux des minorités reconnues parce que ancrées dans un territoire, d'autre part. Niés en tant que « *peuple* » et que « *nation* », les juifs auraient fait les frais de cette contradiction.

L'essentiel, enfin, réside dans le caractère « *officieux* » de l'antisémitisme stalinien. « *Cette politique d'antisémitisme d'Etat n'avait rien d'officiel et n'était pas assumée par les hauts dirigeants du Parti communiste* » (p. 33). Staline, ses successeurs et une bonne part de la bureaucratie tinrent couramment des propos antisémites en privé ou au cours de réunions, laissèrent se déchaîner une presse aux ordres, mais la répression qui frappa les juifs fut toujours dissimulée officiellement sous les dehors de la lutte contre le sionisme, du complot ou de l'incompétence. Même au cours des années 1948-1953, ils furent désignés par la métaphore du « *cosmopolitisme sans racine* », que chacun pouvait comprendre, il est vrai, ce qui fait dire à l'auteur que cette campagne fut « *semi-officielle* ». A la différence de l'antisémitisme nazi dont la « *centralité* » était porteuse d'un projet d'extermination, l'antisémitisme stalinien était contraire à la doctrine officielle, fût-elle un marxisme frelaté. Laissons à l'auteur la responsabilité du terme — au demeurant très mesuré — par lequel elle caractérise cette relation inavouable du stalinisme à l'antisémitisme : elle fut de l'ordre du « *flirt* » (page 172) !

Rémy Janneau,
juillet 2015

* Sarah Fainberg, *Les Discriminés. L'antisémitisme après Staline*. Fayard, 2014. 416 pages.

(10) Le thème de la convergence et de la préparation, par Staline, d'une seconde Shoah a été popularisé par les romans d'Arkadi et Gueorgui Vaïner, notamment *La corde et la pierre* (Gallimard, Série noire, 2006).

A propos d'une biographie *Jean Jaurès* de Gilles Candar et Vincent Duclert (1)

La commémoration du déclenchement de la barbarie mondiale en 1914 a suscité de nombreuses publications relatives à Jaurès, livres, revues, articles de presse, etc. La biographie proposée par Gilles Candar et Vincent Duclert tranche sur l'ensemble par la qualité de son information : ils ont poursuivi le travail commencé par Madeleine Rébérioux avec la *Société des études jaurésiennes* (la SEJ), qui s'est donné pour objectif la publication exhaustive et scientifique des écrits et des discours de Jaurès : tâche immense ! Jaurès fut professeur, journaliste, historien de la Révolution française, un militant et un député au talent oratoire incomparable : quand il prenait la parole, ses collègues, y compris ses adversaires, quittaient la buvette et se pressaient sur les bancs de l'Assemblée nationale.

A cette date, huit livres sont parus sur les dix-sept prévus. Gilles Candar préside la SEJ depuis 2005, Vincent Duclert a bifurqué en 2013 vers l'Inspection générale de l'Éducation nationale.

Ce gros volume de 664 pages, comprenant une copieuse bibliographie, intéressera tous ceux qui veulent se faire une idée précise de la place de Jaurès

dans l'histoire de la République et du mouvement ouvrier français, car les citations y sont nombreuses et souvent longues, les références précises ; le lecteur curieux pourra vérifier la pertinence des jugements portés par les deux auteurs.

Cette biographie est écrite à quatre mains, l'introduction et la conclusion ont été élaborées en commun, les autres chapitres répartis à égalité : V. Duclert étudie la jeunesse, la formation et les expériences jusqu'au ministère Waldeck Rousseau. G. Candar présente les années de la maturité, de 1905 à 1914. La biographie suit un ordre chronologique croisé avec des thématiques qui s'imposent (exemple, chapitre VII, *La bataille de Carmaux. Question sociale et monde ouvrier, 1891-1893*).

Une seule fantaisie, cette vie de Jaurès commence par la fin : *Le dernier combat de Jaurès. La justice pour horizon 1914* (souligné par moi). Ce chapitre a été rédigé par V. Duclert. Ce titre pose problème : le discours de Vaise, le combat de Jaurès dans le congrès SFIO de juillet 1914 contre Guesde et

(1) Fayard, 2014.

Compère Morel, qui remettaient en cause l'engagement en faveur de la grève générale coordonnée par le Bureau socialiste international de Bruxelles, enfin ses interventions fiévreuses auprès des députés, de Viviani et d'Abel Ferry, quelques heures avant d'être assassiné, tout indique que la préoccupation majeure de Jaurès à la fin de sa vie et croissante au fur et à mesure que le péril guerrier se faisait de plus en plus imminent, tout indique que ce combat mené jusqu'à son dernier souffle le fut pour la paix, la guerre étant à ses yeux toujours une **barbarie**, même s'il se résigna à y participer pour défendre la république agressée. Que vient faire la justice ici ?

S'agit-il ici de justifier l'entrée en guerre du gouvernement français dans les termes définis par Poincaré, l'appel à l'Union sacrée, en oubliant les enjeux impérialistes si bien évoqués par Jaurès à Vaise ? S'agit-il de justifier du même coup l'entrée des socialistes Marcel Sembat et Jules Guesde dans le ministère Viviani le 26 août 1914 ? Vincent Duclert se dispense d'examiner les problèmes posés par la volte-face des dirigeants socialistes français, leur soumission totale à « Poincaré-la-guerre » et leur oubli des engagements pris dans les congrès internationaux à Stuttgart, puis à Bâle.

On rencontre dans ce premier chapitre des formules surprenantes : par exemple, ce sous-titre *La disparition d'un homme d'Etat* (mais de quel Etat parlez-vous ?) ; « *Cette contribution de Jaurès à la défense nationale, digne d'un Gambetta, d'un Clemenceau ou d'un de Gaulle...* » Clemenceau le fusilleur de grévistes ? Celui qui poursuit pour trahison les pacifistes en 1918 ? Celui qui, en 1919, aurait voulu annexer la rive gauche du Rhin pour « punir » l'Allemagne ?

On sait que ce rapprochement entre Jaurès et Clemenceau a été récemment évoqué par Sarkozy et Manuel Valls ; on sait aussi que nos petits hommes politiques d'aujourd'hui aimeraient se grandir à l'ombre du grand Jaurès. Mais quelle nécessité pour un historien de se commettre en compagnie de ces

médiocres « communicants » que ne gênent pas les approximations ni les rapprochements non pertinents au regard de l'histoire ?

On peut regretter qu'à l'occasion de ce centenaire, aucun éditeur n'ait jugé bon de rééditer la biographie ancienne, mais toujours utile, de l'Américain pacifiste Harvey Goldberg, dont nos deux auteurs soulignent la qualité. A une réserve près : la valeur de cette biographie américaine serait affaiblie, selon V. Duclert, par des partis pris idéologiques. (chapitre *Jaurès du roman national à l'histoire problème*).

V. Duclert et de G. Candar sont-ils dépourvus de partis pris idéologiques ?

Jaurès est une énigme : ainsi commence l'introduction. On peut admettre que la richesse de la pensée de Jaurès, sa recherche de l'unité du mouvement acquise parfois au moyen de synthèses dignes des fins de congrès au détriment de la cohérence, autorise des lectures diverses. Mais il ne faut pas faire parler les morts.

Jean Longuet porte-voix de Jaurès ?

V. Duclert s'appuie ici sur G. Candar (*Jean Longuet, un internationaliste à l'épreuve de l'histoire*) et Annie Kriegel (Jaurès en juillet 14, in *Jaurès et la nation*, colloque de Toulouse, 1965). Il affirme que lors du dernier repas pris au café du Croissant, on rechercha probablement « *une démarche commune de la France républicaine, de la Grande-Bretagne libérale et de la démocratie américaine pour préserver la paix. Ou bien se préparer à la guerre ?* » Car à cette heure, Jaurès, qui a dû apprendre le vote unanime des socialistes allemands en faveur de la guerre, ne penserait plus qu'aux « nécessités de la défense natio-

nale », selon A. Kriegel. V. Duclert commente : « *Jaurès a admis que la paix, ou plus exactement les valeurs politiques et morales permettant son instauration peuvent être défendues y compris par la guerre. C'est ce que Jean Longuet déclare précisément le 2 août 1914* » salle Wagram, propos rapportés par *l'Humanité* du lendemain.

Mais peut-on faire parler Jaurès par la voix de Jean Longuet, qui prépare le ralliement à l'Union sacrée en invitant les mobilisés de 1914 à suivre l'exemple glorieux des volontaires de 1792 ? Selon V. Duclert, Jaurès aurait dirigé la France en guerre en « homme d'Etat » (d'où la comparaison avec Clemenceau) tout en posant comme condition l'organisation de l'armée selon les principes développés dans *L'Armée nouvelle* : « *Les balles de Raoul Villain exécutent un patriote qui n'a jamais renoncé à son socialisme... Par aveuglement nationaliste, le meurtrier de Jaurès a privé la France d'un des rares stratèges capables de mener la France à la victoire.* »

Poincaré, Joffre, Gallieni, Mangin auraient donc accepté une armée de milices ? On croit rêver ! Rappelons l'intervention angoissée de Jaurès auprès du président de l'Internationale, Vandervelde, lors du congrès de Bâle, en 1912 : Jaurès y avait prononcé un discours flamboyant où perçait déjà le pressentiment de leur échec. Tout en appelant à continuer l'action contre la guerre, il avait recommandé à son collègue belge du Bureau socialiste international de dégager la responsabilité de l'Internationale si, malgré tous leurs efforts, la barbarie se déchaînait, il lui avait dit en substance : **quoi qu'il arrive, préservez l'Internationale.** Voici une orientation qui ne colle pas avec celle de Longuet. Il se résigne sans le dire à l'effondrement de l'Internationale en imaginant **dès le 2 août** un camp des démocraties, France, Grande-Bretagne et Etats-Unis, censés mener une **guerre juste, morale**, conforme au droit, démocratique en somme, contre le camp des empires bellicistes. Vision manichéenne qui escamote les compétitions et ambitions impérialistes pré-

sentes dans chaque camp, qu'avait rappelées Jaurès à Vaise et que paraissent oublier J. Longuet... et V. Duclert.

Les "idées morales" de Jaurès, un correctif au matérialisme de Marx ?

Le socialisme ne doit pas être une œuvre de haine sous prétexte de défendre la classe prolétarienne contre la bourgeoisie capitaliste, il doit accomplir une œuvre humaine qui bénéficie à tous. Tel est l'axe central de cette analyse biographique : Jaurès serait porteur d'une alternative au matérialisme marxiste prétendument dogmatique (certains disciples l'étaient, ce qui faisait bougonner Marx — « *Je ne suis pas marxiste* ») et indifférent aux « valeurs morales ».

L'idéalisme assumé de Jaurès peut-il autoriser une telle lecture ? Ou s'agit-il d'une simplification abusive ? Jaurès était-il d'abord un prédicateur de morale, voire un prophète, dont l'espérance socialiste internationaliste relèverait du « messianisme » ? Ce terme de messianisme revient souvent dans cette biographie au risque de déformer le sens d'une vie tout entière dédiée aux combats pratiques en faveur des prolétaires, des paysans, des nations opprimées, notamment les nations de tradition musulmane dont la révolte menée au nom de la religion contre l'opresseur colonial fut annoncée et justifiée par Jaurès.

"Entre messianisme et réformisme"

On rencontre ce sous-titre dans un chapitre rédigé par V. Duclert (*La politique de Jaurès*). Jaurès était indubitablement un réformiste qui préférerait faire l'économie de la violence, comme le prouvent ses interventions à Carmaux, à Albi, etc. Mais il fut aussi cet historien de la Révolution française qui salua la lutte de Robespierre à la Convention contre les girondins, puis

approuva l'éviction de ces derniers parce que leurs tergiversations et leur haine de la Commune mettaient la république en danger ; Jaurès, ce réformiste attaché aux batailles menées pacifiquement dans l'arène parlementaire, justifie l'action de Robespierre et de Marat en juin 1793, tandis que nombre d'historiens déplorent « le coup de force » du 2 juin 1793 contre la Convention.

Ne serait-il pas plus juste d'écrire « Jaurès entre réformes et révolution » ? Il refusait de s'en laisser conter sur le pacifisme de la légalité bourgeoise, dénonçait la violence quotidiennement exercée dans le secret et l'impunité par les conseils d'administration qui dictaient des salaires indécentes, des conditions de travail et de sécurité inhumaines. A l'épreuve de la guerre de 1914-1918, nul ne peut dire comment il aurait affronté ses propres contradictions entre son internationalisme et son attachement à la patrie telle que l'avaient créée la république et les combats du XIX^e siècle.

“Le siècle des guerres et des dictatures”

Cette formule désigne le XX^e siècle (dans l'introduction corédigée par V. Duclert et G. Candar) et fait référence à « l'historien du socialisme » Elie Halévy, qui décrit dans une conférence prononcée en 1936 « l'ère des tyrannies ». On n'est pas loin de F. Furet, l'auteur de *Penser la Révolution française*, voire de Stéphane Courtois, selon qui les totalitarismes de Lénine, de Staline, confondus avec Hitler, auraient disqualifié l'espérance socialiste ou communiste.

Jaurès aurait « établi une philosophie morale définissant un idéalisme capable de surmonter le matérialisme historique tout en l'assumant. Et au cœur de cet idéalisme, il a reconnu un progrès de l'idée de justice et l'autonomie possible des acteurs sociaux (...). Le XX^e siècle des guerres et des dictatures a semblé un temps démentir la pensée de Jaurès. Il a fini par montrer cependant que l'humanité parvient à résister à l'écras-

sement et qu'il n'est pas impossible à tout jamais de confier son destin aux idées morales.

Si l'on comprend bien, l'effondrement de l'URSS, la chute du mur de Berlin, la fin de la propriété collective manifesteraient le triomphe d'une morale, d'une justice éternelle, que ne démentiraient pas la venue au pouvoir ultérieure des oligarques corrompus, ni leurs guerres intestines.

Cette morale planant au-dessus des réalités sociales n'est pas celle de Jaurès. Le 29 juillet, à Bruxelles, il anticipe sur les événements et imagine pour le journal belge *La Dépêche* un après-guerre bâti sur des « bases nouvelles, sur la démocratie, la justice, la concorde et l'arbitrage ». Il continue de croire au rôle moteur du prolétariat dans cette construction d'une « Europe nouvelle un peu moins sauvage ». Mais nos deux auteurs s'appuient sur Halévy pour affirmer : « Pénétré d'optimisme, Jaurès n'imagine pas que le prolétariat, après la crise mondiale déclenchée par la guerre, sera le jouet d'une terreur révolutionnaire sans précédent, déclenchée par des “groupes d'hommes armés animés par une foi commune” décrétant qu'ils étaient l'Etat. » N'ayant pas lu ce texte de E. Halévy, nous ne pouvons pas préciser si ces groupes armés désignaient l'unique Armée rouge ou s'ils évoquaient aussi les armées blanches et les 14 armées alliées toutes réunies pour étrangler la Russie soviétique...

L'engagement de Jaurès pour Dreyfus, un tournant moral pour Jaurès et pour le socialisme

Vincent Duclert a publié à la Découverte *L'Affaire Dreyfus* (en 1994, 2006, 2012), puis chez Larousse (*Dreyfus est innocent ! Histoire d'une affaire d'Etat* en 2006, et 2009), chez Fayard en 2006 (*L'honneur d'un patriote*), enfin chez Privat en 2010

(*L'Affaire Dreyfus. Quand la justice éclaire la République*). L'engagement de Jaurès en faveur de Dreyfus marquerait un « tournant moral » dans sa pensée... et dans l'histoire du socialisme : « Il s'agit de **changer le socialisme**, de le sortir de la sphère exclusivement prolétarienne, de l'amener véritablement vers l'humanité. » Il s'agit d'échanger le socialisme contre un humanisme issu des Lumières, de Kant, de Rousseau, il s'agit d'enterrer définitivement le marxisme et son matérialisme étriqué. *Les Preuves*, écrites par Jaurès pour dénoncer les faux de l'état-major, son antisémitisme, les lâchetés des ministres opportunistes qui les ont couverts, offraient aux socialistes « un début de **doctrine alternative au marxisme de la lutte de classes**, l'idéalisme de Jaurès s'affirme ici contre le matérialisme historique... La participation des socialistes à un gouvernement bourgeois est en marche. »

Il est certain que Jaurès a combattu le marxisme doctrinaire étriqué de Jules Guesde et qu'il y acquit une stature nouvelle dans les rangs de l'Internationale ; il est certain également qu'il a exagéré le péril clérical et militaire pour justifier l'entrée du socialiste Millerand dans le cabinet Waldeck Rousseau, mettant en pratique ce matérialisme que combattait Jules Guesde.

Mais Jaurès était aussi un internationaliste, un combattant engagé dans la lutte de classes non seulement sur le terrain à Carmaux, mais aussi au Parlement, quand il dénonçait Clemenceau le fusilleur et le provocateur (« *Vous êtes nécessairement la guerre civile* »), à propos de la révolte des vigneronniers du Midi. Il n'a jamais cru que la lutte de classes était une lubie de Marx !

Le ministérialisme, un débat qui n'intéresse plus personne

L'Internationale en a discuté deux jours durant lors du Congrès d'Amsterdam de 1904, où le socialiste allemand Bebel a conduit une attaque en

règle de deux heures contre Jaurès. Débat « byzantin », selon V. Duclert, puisque Millerand avait quitté le ministère Waldeck Rousseau depuis 27 mois ! Ce qui a longtemps passionné les générations militantes n'intéresserait plus les lecteurs actuels. Il se dispense donc de reproduire les arguments politiques échangés : « *Le débat semble se transformer en affrontement entre deux cultures politiques, l'allemande et la française, laissant un peu l'aspect socialiste lui-même hors de propos* » !

Le débat crucial sur la politique des partis ouvriers vis-à-vis de l'Etat, qu'il soit républicain ou impérial, est escamoté au profit d'un reportage en style journalistique : Jaurès est « joyeux », Guesde est « plaintif », à l'offensive de Jaurès qui reproche à la social-démocratie allemande de se réfugier dans l'intransigeance théorique faute de « *tradition révolutionnaire* », Bebel oppose une réplique « pincée », etc. V. Duclert souligne que Jaurès, qui n'a rien quémardé (?), a su préserver sa « fierté » et que l'unification de la SFIO fut bien une « *décision française* » à laquelle l'Internationale a apporté une « *caution utile et réconfortante* ». Faut-il croire que la construction de l'Internationale relevait elle aussi de l'utopie, du « messianisme » ? Or ses faiblesses (réelles) ne vouaient-elles pas à l'échec le combat de Jaurès pour la paix ?

“Construire l'ordre socialiste international” contre la menace du “chaos sanglant” (Jaurès)

G. Candar relève dans le chapitre suivant qu'à partir de l'été 1905 (première crise marocaine), le discours de Jaurès évolue ; il explique que pour écarter le « *chaos sanglant* » engendré par le capitalisme fauteur de guerre, il n'existe qu'un espoir, « *l'ordre socialiste international... C'est la classe ouvrière qui, en ces jours critiques, porte le destin du monde et l'espérance humaine.* »

Jaurès recherche dès lors l'unité du mouvement ouvrier, à l'échelle nationale (il ouvre *l'Humanité* aux récits des grèves et publie les points de vue des syndicalistes) et internationale : il tente d'établir physiquement l'unité ouvrière franco-allemande en proposant un meeting commun à Berlin qu'interdira le gouvernement impérial.

Il joue donc un rôle décisif au congrès de Nancy, qui prépare le congrès international de Stuttgart de 1907. Jaurès combat les fanfaronnades équivoques de Gustave Hervé (qui conseillait de planter le drapeau tricolore dans le fumier, mais il s'agissait d'un drapeau glorifiant la victoire de Wagram, il s'agissait donc du bellicisme napoléonien !). Il dénonce aussi le « *dogmatisme abstrait* » de Guesde, qui n'a rien à proposer avant « *l'avènement complet du collectivisme* » et se dérobe devant le danger de guerre présent comme il s'est dérobé devant le combat anticlérical de 1905.

Le congrès international de Stuttgart : une citation tronquée

G. Candar consacre deux pages à ce congrès, qui fut dominé par la délégation française. Jaurès se chargea de concilier les points de vue au sein du comité, qui finit pas présenter un texte susceptible de recueillir l'unanimité des voix. Tous les moyens de lutte possibles y sont donc énumérés, y compris dans le paragraphe final l'orientation révolutionnaire défendue par Rosa Luxemburg, Lénine et Martov : il s'agit, si la guerre éclate, de « *précipiter la chute de la domination capitaliste* ». Perspective jugée utopique ou dangereuse aux yeux de nos deux historiens ? Toute citation élague nécessairement... mais on regrette qu'ici, ait disparu le morceau de phrase qui donnait quelque crédibilité à cette perspective : « *Utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* » Ce que feront les bol-

cheviks en 1917 en Russie, ce que tenteront de faire Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en Allemagne, en 1919.

G. Candar consacre deux autres pages à la façon dont Jaurès expliqua Stuttgart à la France. Il souligne à juste titre que Jaurès commenta surtout ce dernier paragraphe, le plus énergique, celui qui donnait chair à la perspective révolutionnaire : il désigne le gouvernement qui refusera l'arbitrage des différends comme « *ennemi de la civilisation, ennemi du prolétariat* ». Jaurès commente le vote unanime des Allemands et des Français en ces termes : « *Le devoir des prolétaires, c'est de ne pas gaspiller leur énergie au service d'un gouvernement de crime, c'est de retenir le fusil dont les gouvernements d'aventure auront armé le peuple et de s'en servir non pour aller fusiller de l'autre côté de la frontière des ouvriers, mais pour abattre révolutionnairement le gouvernement de crime.* »

Jaurès le réformiste savait ce qu'il avait voté à Stuttgart ; au cas où les gouvernements refuseraient l'arbitrage et jetteraient l'Europe dans la barbarie, il lui faudrait préparer avec la classe ouvrière d'Allemagne et celle de France le renversement révolutionnaire des « *gouvernements de crime* ». Sans doute songea-t-il alors à la responsabilité particulière de la caste militariste allemande.

Mais les généraux français qui ont contraint les soldats à faire cette guerre dans des conditions innombrables, ceux qui ont fusillé pour l'exemple dès septembre 1914 ces paysans terrorisés par les bombes, auraient-ils échappé à son jugement sans appel ? L'Armée nouvelle aurait-elle été mise en place par Poincaré, Joffre, Nivelle et Mangin ? La réponse va de soi.

Ces phrases révolutionnaires que Jaurès a jetées aux 6 000 ouvriers réunis en septembre 1907 au Tivoli Hall justifient le jugement formulé par Trotsky en 1915 : « *Jaurès était un réformiste. Mais il possédait une étonnante capacité d'adaptation aux tendances révolutionnaires du moment.* » Et en 1920 : « *Jaurès, tel le tribun d'une*

nation démocratique, s'est levé contre l'impérialisme. » Enfin, en 1922 : *« Jaurès est notre bien commun, il appartient aux partis révolutionnaires, aux classes, aux peuples opprimés. »*

La conclusion de cette biographie, coécrite par les deux historiens, ajoute aux valeurs morales précédemment soulignées, à la notion de justice, celle de la « dignité politique ». La perspective socialiste de mise en commun des forces productives, celle de libération de l'exploitation salariale pour les ouvriers sont effacées au profit d'une « fraternité sociale » bien vague. Parmi les héritiers politiques de Jaurès, sont cités pêle-mêle Simone Veil, Hannah Arendt, Jan

Patocka. Le combattant Jaurès a douté du triomphe final, mais il a démontré que si « la classe ouvrière est l'agent de l'histoire », le philosophe politique idéaliste doit lui servir de guide : « *Son idéalisme place la raison humaine au-dessus de la lutte de classes afin de préserver la liberté politique et la dignité des combats.* » Cette conclusion éclectique clôt une biographie riche de la fréquentation intime des écrits de Jaurès, mais n'a pas éclairci « l'énigme » : la difficulté de marier patriotisme et internationalisme.

**Nicole Perron,
juillet 2014**



Enquête à Marseille : qui veut la tête de Robespierre ?

Feuilleton en deux épisodes

Contexte

La place Robespierre existe à Marseille depuis 1926 dans le quartier de Mazargues, date à laquelle la nouvelle municipalité du docteur Siméon Flaissières, « médecin des pauvres », socialiste SFIO et libre-penseur, avait décidé d'introduire, à l'occasion de la vaste remise en ordre du nom des rues et des places de sa ville, les noms de héros de la Révolution. Place du Marché à Mazargues devint place Robespierre. Sans interruption — y compris sous Vichy — jusqu'à l'arrivée de la droite cléricale actuelle à la mairie de Marseille dès 1995, qui s'acharne à remettre en cause cet acquis de l'histoire dans la ville éponyme de la *Marseillaise*. Arrivée aux affaires après les si longues séquences de la gauche socialiste, puis centre-droit au pouvoir — Defferre, puis Vigouroux —, la municipalité de Jean-Claude Gaudin voulut marquer son territoire en allumant la mèche de la vengeance du vainqueur par une déclaration de guerre très symbolique au

camp des rouges. La vengeance médiocre de la contre-révolution pétainiste, tentant de disqualifier les perdants, ravala le héros de la Révolution et de la République au rang de dangereux *terroriste* ! C'est très utile à nos gouvernants actuels ! Cherchant la bagarre, Jean-Claude Gaudin déclencha la guerre ! Maintenir ou non le nom de Robespierre sur les murs de Marseille devint un enjeu politique local, puis national. Ranimant une mémoire enfouie dans les manuels scolaires pour la mettre au goût du jour, n'a-t-il pas joué avec le feu ? Maintenir la mémoire de l'*Incorruptible* sur les murs de Mazargues, était-ce compatible dans une ville corrompue à tous les niveaux du pouvoir ? C'est déjà, en 1989, pour les fêtes du Bicentenaire que Robert Vigouroux avait savonné la piste pour son successeur, en requalifiant Robespierre de « terroriste ». Cette falsification de l'histoire, introduite en apposant une seconde plaque de rue accolée à la précédente sur le mur de Mazargues, illustrant cette enquête, visait à salir la mémoire du révolutionnaire déclaré *persona non grata* à

Marseille ! Une porte s'ouvrait à la contre-révolution : en finir enfin définitivement avec cet indésirable, hurlèrent les révisionnistes de l'histoire ! Attachés qu'ils sont au communautarisme religieux destiné à réduire au rang de sujets soumis au capital financier un peuple de citoyens dangereusement « *nés libres et égaux en droits* », dont l'hymne national les appelle « *aux armes* » et à « *former [leurs] bataillons !* » ? Ne sentent-ils le vent de la Révolution sur leurs têtes, une seconde fois ? Stupide déclaration de guerre sans armes, sinon celle d'un bulletin de vote en papier recyclé d'une « majorité » de droite cléricale en carton s'emparant de la mairie centrale ? Fragile victoire fondée sur des aléas électoraux imprévisibles. Dans une ville pétrie de révolution permanente — à l'image de la capitale —, était-il raisonnable de s'en prendre à son symbole le plus universellement reconnu ? Était-ce le programme politique de la nouvelle majorité à lui seul ?

Succédant à Robert Vigouroux, quatre fois de suite depuis 1995, Jean-Claude Gaudin a, semble-t-il, gagné haut la main, par défaut, les clés de la mairie en arrachant une victoire, suintant son Bonaparte municipal, sur une triple réalité politique : abstentionnisme ouvrier et populaire massif, implosion des partis institutionnels au pouvoir avec une poussée du vote FN en forme d'appel au secours de la petite bourgeoisie, pillée, ruinée et trompée par ceux-là mêmes censés les défendre « à gauche », mais qui les livrent pieds et poings liés à la « troïka », jetant par millions les prolétaires « surnuméraires » qu'elle fabrique à la fosse commune du chômage, sans espoir de retour ! Terrain très mouvant !

Mais, s'il y a un vainqueur... c'est qu'il y a un vaincu. Il y a les apparences et la réalité. Vainqueur, le camp de l' élu majoritaire ? Vaincu, le camp des rouges ? Battu, écrasé, mis en déroute par une défaite sanglante, selon les normes de l'histoire de la bourgeoisie française depuis juin 1848 ? Non ! Préservant et réservant leurs forces pour

des combats décisifs annoncés, les Marseillais « des quartiers » et d'ailleurs ont esquivé le piège des urnes !

C'est dans ce contexte instable que le camp de nos pseudo-vainqueurs, très imprudemment aventuré en terrain découvert sur celui des rouges, pensait récolter la tête de Robespierre en tendant grand ouvert le panier de la guillotine. Cette « tête » avait fondé la République. Ni « première » ni « cinquième » : celle de 1792-1793 ! Arrachée à la fois dans le feu de la Révolution sans culotte... et celui de la légalité du bulletin de vote de la Convention ! Pas celle de ses fossoyeurs actuels, installés dans les fauteuils du 13 mai 1958 à Alger, capitale de la contre-révolution coloniale, aux antipodes de Paris ! Le nom de Robespierre concentre plus que jamais cette Révolution qui panique le camp de la Restauration thermidorienne.

Examinons les deux épisodes de cette guerre marseillaise... inachevée.

Etat des lieux en trois dates

Octobre 1790 : Robespierre, élu Citoyen d'honneur de la ville de Marseille.

27 juillet 1791 : Lettre de Robespierre à Raymond Mouraille, second maire de Marseille. Fils d'un maître tuilier du quartier de Saint-Henri, il fut un scientifique devenu secrétaire des Belles lettres et secrétaire des Sciences et des Arts de l'Académie de Marseille. Élu maire à la suite d'Etienne Martin, élu député, il fut un « ardent révolutionnaire ». Sa première préoccupation fut d'assainir les finances locales en luttant contre les spéculateurs, les tenanciers de tripots et les fraudeurs de toutes sortes. Un Incorruptible à la mode marseillaise. Un symbole déjà dangereux !

« Messieurs, je regrette amèrement de n'avoir pu vous exprimer plus tôt tous les sentiments d'estime, d'attachement et de reconnaissance que m'ont inspirés les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Ne doutez pas que je ne sois

dévoué jusqu'à la mort à la cause de Marseille et à celle de la Constitution, à laquelle elle est liée. Au milieu des factions qui menacent la liberté, au sein des persécutions qu'éprouvent quelques fois ses défenseurs, il est doux de penser qu'il est des lieux où la vertu et les lumières des bons citoyens lui assurent un triomphe sur ses perfides ennemis... » [Archives municipales de Marseille. *Annales Révol.* Mars-avril 1923. pp.121-122]

1926 : Quartier de Mazargues : la municipalité Siméon Flaissières remplace les plaques de *Place du Marché* par celles de *Place Robespierre*.

Escarmouche avant la tentative d'estocade

1989 : Les « *perfides ennemis* » évoqués par Robespierre se réveillent : la municipalité Vigouroux jette le discrédit de la contre-révolution sur l'Incorruptible.

Bicentenaire de 1989 : La municipalité Robert Vigouroux (centre-droit « dissident » issu des Radicaux de gauche), qui procède à un toilettage des noms de rues et de places honorant les révolutionnaires de 1789, héritage de Siméon Flaissières, pointe d'un doigt vengeur la mémoire de l'Incorruptible ! Pour elle, le rappel de son nom à Mazargues est devenu indésirable. Pour qui, indésirable ? Pour les habitants du quartier ou pour le maire qui se sert du Bicentenaire pour ternir la réputation de Robespierre ? Les services de la Ville installent des plaques nouvelles aux côtés des anciennes, précisant les dates et les faits. Un travail d'histoire très utile sous la forme de plaques en couleurs, illustrées d'un couple de sans-culottes, décorée aux armes de la ville. Celle de la place Robespierre, maintenue jusqu'à ce jour, est insultante, perfide et fielleuse : « *Maximilien ROBESPIERRE, avocat, président du Club des Jacobins, régnant par la terreur. Accusant devient accusé [souligné par moi]. Mort sur la guillotine le 27 juillet 1794.* » Du fiel pour Gaudin dans le tonneau de miel de l'Incorruptible !

Premier épisode du feuilleton marseillais

1995 : Première élection de Jean-Claude Gaudin à la mairie centrale. Il observe la situation. C'est un répit pour Robespierre.

1999 : Quatre ans après : victoire et main-basse sur la mairie.

Avec la droite catholique, Gaudin succède à Gaudin. Plus sûr de lui, il cherche à en découdre. Son adjoint de choc, Guy Teissier, adversaire haineux du symbole détesté de Robespierre, est élu maire de secteur à Mazargues, fief électoral de Gaudin. Son but : gommer et réécrire l'histoire d'un quartier qui fut celui des rouges à l'époque des carriers, fief communiste et cégétiste à la Libération, fournissant les pierres pour

reconstruire la ville bombardée par les Alliés et dynamitée par Vichy et les nazis...

Mercredi 2 juin 1999 : Offensive cléricale et parade républicaine.

Le CIQ de Mazargues (*Comité d'intérêts de quartier*), passé à droite, garant du poids électoral de Guy Teissier, s'engagea sur la voie de la Restauration. Dès la tenue du conseil municipal du 31 mai, le feu vert est voté : Robespierre sera effacé des murs de Mazargues ! Soutien immédiat de l'élu du Front national. Vive opposition d'Annick Boët, élue communiste. La guerre est déclarée.

On sonne l'alarme ! Dès le lendemain, *La Marseillaise* (proche du PCF) s'indigne : « *Le conseil municipal n'est décidément pas un cours d'histoire... MAZARGUES : l'histoire revisitée pour l'aménagement d'une place. Guy Tessier, maire des 9-10, veut débaptiser la place Robespierre [...]. Ce qui n'a pas manqué de provoquer un débat idéologique...* » Aux protestations des élus communistes, Guy Tessier « *...rétorquait que Robespierre s'est retourné contre le peuple [...], expliquant que la cause des nobles qui défendaient Louis XVI valait bien celle des révolutionnaires* ».

Tout l'été, on pétitionne. Lancée par le Comité Robespierre de Mazargues, berceau de Jean-Claude Gaudin, la pétition circule et s'envole : plus de 300 signatures... jusque dans sa calanque de Morgiou ! « *Nous, soussignés, déclarons nous associer aux activités du Cercle Robespierre afin que la place qui porte ce nom universellement connu comme celui de l'un des défenseurs les plus déterminés de la République ne soit pas débaptisée.* » Gaudin y reconnaît les noms de ses amis électeurs... qui se dressent contre lui ! Panique ! Y aurait-il le feu en la demeure du prince ?

25 septembre 1999. Contre-offensive républicaine.

Annick Boët, élue du PCF, prend contact avec Michel Vovelle, historien de la Révolution, ex-directeur de l'*Institut d'histoire de la Révolution française*. A sa demande, il accepte avec enthousiasme de présider une table ronde, installée sur la place Robespierre, organisée par le couple Gérard et Renée Clément, enseignants à la retraite, membres du Cercle des AIL (*Amis de l'Instruction laïque*) de Mazargues, et fondateurs de son Comité Robespierre.

Sur six colonnes illustrées d'une photo de la tribune, *La Marseillaise* titre : « **Les Républicains se mobilisent pour Robespierre.** »

Michel Vovelle déclare au nombreux public, de passage ou venu l'écouter : « *Robespierre, ce nom appartient à votre patrimoine vivant de la culture répu-*

blicaine qui ne doit pas être niée, ni mutilée. Nous ne devons pas avoir honte de l'un des plus grands hommes de la Révolution [...]. Marseille a été un des grands bastions de la Révolution depuis le début. Les Marseillais ont pris leurs bastilles : les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas. »

La Marseillaise cite également l'historien Michel Lafelice, qui « *se plaçait, lui, sur un terrain plus politique : l'hostilité de la droite conservatrice à Robespierre est une hostilité profonde. Contre les agressions permanentes aux valeurs et traditions républicaines, il faut réagir.* » Succès total qui va peser lourd dans la marche au recul de la mairie !

Dans ce contexte, la Fédération départementale de la **Libre Pensée** apporte le soutien de son organisation. Par un ami libre-penseur de Gérard Clément, Henri Huille, président de la Fédération des Bouches-du-Rhône, est alerté et invité avec une délégation à se joindre aux côtés du maître de la Révolution. Il apporte au débat une conclusion très appréciée, replaçant l'offensive réactionnaire du maire comme une atteinte insupportable à la liberté d'expression et à la laïcité de l'Etat. Avec le groupe *Quatrevingt-Treize* de Marseille, il assure le Comité Robespierre du soutien de sa fédération jusqu'à l'abandon complet du projet municipal scélérat.

Jedi 14 octobre 1999 : La Provence, grand quotidien de centre-gauche de Marseille, entre à son tour dans un débat public qui enfle : il défend, lui aussi, la cause de Robespierre ! C'est une brèche dans le dispositif du maire.

Le quotidien titre « **Polémique à Mazargues : place Robespierre ou place du Marché ?** Les Amis de l'Instruction laïque (*Cercle laïque de Mazargues*) ne sont pas du tout d'accord. Nous voulons garder notre place Robespierre [...]. C'est vrai qu'il y a 50 ou 60 ans, il y avait un petit marché. Mais, depuis des décennies, c'est Robespierre. Pour nous, ce nom représente un homme qui a apporté beaucoup de choses à la

démocratie et à la République. Le Cercle laïque a donc proposé, fin septembre, un débat, avec des historiens, sur "La révolution de 1789 à Marseille et l'action de Robespierre". En outre, une pétition est proposée [...] afin que la place qui porte ce nom universellement connu comme celui d'un des défenseurs les plus déterminés de la République ne soit pas débaptisée. »

20 décembre 1999 – 13 h 30 : Croisière républicaine ! Une trentaine de manifestants, appelés par le Comité Robespierre et soutenus par la Libre Pensée et l'APHG (Association des professeurs d'histoire-géographie), traversent triomphalement le Vieux Port en ferry boat depuis la place aux Huiles jusqu'à la mairie... où se tient justement le conseil municipal. Demande est adressée aux élus socialistes et communistes de venir les retrouver devant la mairie pour recevoir le mandat d'exiger le retrait de l'ordre du jour du projet anti-Robespierre. Débat et vote de la question sont reportés *sine die* à une prochaine session. Des affichettes-plaques de rue en carton, au nom de Robespierre, sont apposées de façon sauvage sur les murs proches de la mairie. La manifestation inaugure une plaque murale à la mémoire des 137 Jacobins massacrés au Fort Saint-Jean par la plus noire réaction cléricale thermidorienne... dont Jean-Claude Gaudin et les siens sont les héritiers lointains. Nouvelle brèche dans le dispositif du maire...

21 décembre 1999 : l'APHG entre à son tour dans un combat qui est directement le sien. Elle assure de tout son soutien l'action du comité.

Dès le lendemain, La Marseillaise titre : « Place Robespierre : les AIL vont interpellier les élus municipaux ». « Après la manifestation du 20 décembre contre le changement de nom de la place Robespierre à Mazargues, appelé de ses vœux par la majorité municipale, les AIL ne désarment pas. Malgré l'avis favorable, bien prévisible, de la commission d'attribution des noms de rues, la question n'était pas à l'ordre du jour du dernier conseil municipal. Le

cercle Robespierre des AIL vient d'enregistrer la réprobation de l'Association des professeurs d'histoire-géographie de l'académie d'Aix-Marseille [...]. Les AIL invitent tous ceux qui s'opposent à ce changement à venir nombreux ce jour-là, 29 janvier 2000, à 9 h 30, à l'assemblée générale du CIQ de Mazargues. »

29 décembre 1999 : Gérard Clément écrit à la présidente régionale de l'APHG à Marseille. « La notoriété et le poids d'une association comme la vôtre peuvent être d'une importance décisive en l'occasion, car, déjà, la commission d'attribution du nom de rue de Marseille a émis un avis favorable au changement de nom, et un vote, retardé jusqu'à présent, du conseil municipal de Marseille, risque d'intervenir le 31 janvier prochain [...]. Nous pensons que [...] vous vous opposerez à cette "épuration des noms de nos rues", comme a osé l'exprimer un élu municipal (FN). »

25 janvier 2000 : l'APHG répond à Gérard Clément. Signée Renée Dray-Bensoussan, présidente, et Michel Barbe, vice-président, elle évoque la réunion de rentrée de son bureau, tenue dès le 6 janvier, qui déclare « [...] soutenir totalement votre légitime demande de maintien du nom actuel de place Maximilien-Robespierre à Mazargues [...] acceptée par trois générations depuis 1926 [...]. Affichée sur les murs, elle permet à nos élèves et à la population de vérifier par eux-mêmes que les noms des grands et plus petits [...] qui leurs sont transmis à l'école par leurs maîtres et professeurs constituent bien le tissu de leur propre histoire. L'éducation civique faisant à nouveau irruption à l'école, peut-on imaginer voir effacée la mémoire du nom de "L'Incorruptible" sur nos murs ? [...] Vous pouvez donc en témoigner dans toutes vos démarches. »

31 janvier 2000 : VICTOIRE ! Jean-Claude Gaudin renonce à soumettre au vote le projet vengeur et scélérat d'effacer Robespierre de l'histoire à Marseille !

Le soutien de l'APHG au Cercle Robespierre des AIL de Mazargues semble avoir été le coup de grâce qui emporta la décision du maire de Marseille. Contraint par la pression populaire, il dut renoncer à faire voter le vœu de son maire de secteur, Guy Teissier, lors de la réunion du conseil municipal le 31 janvier. La question ne

figurait plus à l'ordre du jour... Les mauvaises langues disent que le bruit courut dans les couloirs de la mairie : Jean-Claude Gaudin, ex-professeur d'histoire (privé catholique), aurait levé les bras au ciel en déclarant : « *Alors, si même les professeurs d'histoire-géographie sont contre moi...* »

Deuxième épisode du feuilleton marseillais

Quinze ans après l'échec du premier round, Jean-Claude Gaudin reprend les gants, remonte sur le ring... Question : le rapport des forces se serait-il inversé en sa faveur ?

Contexte du printemps électoral de 2014.

Victoire éclatante... mais en trompe-l'œil, encore une fois, de la droite cléricale (et du Front national !) sur fond d'une très sévère défaite des listes de gauche, qui perdent la presque totalité de leurs positions, jusqu'à disparaître du débat. Silence ! Le frétilant candidat au fauteuil de maire, le député PS Patrick Mennucci, se tait, bouté hors du circuit : Dégage ! déclarent ses électeurs d'hier, qui votent avec leurs pieds ! Usées jusqu'à la corde par leur soumission indéfectible aux tenants de *la loi du marché*, ces listes sont réduites au silence. Situation qui les conduisit à l'implosion en clans rivaux, traversés de corruption et de clientélisme, ces tares dont chacun sait qu'elles transforment les droits acquis par la lutte des classes en privilèges mafieux, négociables d'homme à homme, destructeurs de démocratie... Une gangrène mortelle s'installe et ronge les débris du Parti socialiste et ses alliés de gauche. Ce désastre des urnes n'est pas une défaite pour la classe ouvrière, qui a cessé de voter pour ces liquidateurs de leurs droits et acquis de la Libération et que le patronat cherche à rayer de l'histoire...

avec le soutien proclamé du gouvernement Hollande-Valls-Macron qui « aime les patrons ». Rivéc à ses revendications, la classe ouvrière cherche à en découdre sur son propre terrain, celui de la grève et de la manifestation. Eboueurs, marins de la SNCM, enseignants, hospitaliers, et tous les autres, comme en 36, en 45, en 68..., se dressent pour dire non à une dette qui n'est pas la leur et en finir enfin cette fois-ci dans l'unité syndicale retrouvée !

La victoire éclatante de Gaudin cache en fait sa faiblesse organique, qu'il tente de cacher comme le fameux sein que vous avez appris à découvrir à l'école ! Une municipalité « bleu horizon », confirmée et renforcée, est élue, certes : Jean-Claude Gaudin soupire d'aise ! L'opposition officielle au monarque est démoralisée, en lambeaux, laissant enfin ouverte la porte de la mairie à ceux qui veulent la tête de Robespierre. Le débat, devenu impossible sur les travées vidées de l'hémicycle, va se tenir dans la rue ! La voie est libre ! Un collectif assez hétéroclite est mis en place à Mazargues par les responsables locaux du PCF et du Front de gauche, laissant la population locale relativement à l'écart. Les visées politiciennes n'en sont pas éloignées, tant les ambitions politiques des uns et des autres y sont présentes. « L'affaire Robespierre de Marseille » prend une dimension nationale. Comment ?

Ouverture des hostilités.

Dès l'annonce de l'initiative prise par le maire de secteur de vouloir substituer le nom d'un honorable couple de félibres à celui de Robespierre, l'indignation se lève ! Une pétition est lancée sur internet par Mikaël Balmont, professeur des écoles en maternelle, socialiste et militant du Front de gauche. Sur son blog, plus de 1 000 signatures sont rapidement réunies. Gérard Clément reprend le contact avec le réseau dormant de militants communistes, socialistes, cégétistes, libres-penseurs... resté en sommeil depuis la victoire après la première alerte ! Le succès de la pétition donne immédiatement à « la question Robespierre de Mazargues à Marseille » une ampleur nationale (et même au-delà !).

Lundi 5 mai 2014 : La Marseillaise : interview de Renée Bérenger-Clément, citoyenne indépendante, associée au collectif de Mazargues du Comité Robespierre qu'elle a fondé avec son mari, sous le titre :

« Le félibre plutôt que la révolution. »
« Pas de quoi réjouir Renée Bérenger et son mari Gérard Clément. Tous deux, militants de longue date des Amis de l'instruction laïque (AIL), n'apprécient guère cette nouvelle tentative de se défaire de l'un des membres fondateurs de la République française [...]. Les Nazet étaient des gens fort sympathiques [...]. Pour autant, cette dernière ne saurait admettre que les Nazet délogent Robespierre [...]. Il suffit de remonter en 1999 pour comprendre "cette année-là, Guy Teissier avait déjà lancé l'idée de débaptiser la place", rappelle Renée Bérenger. "Tous les réacs de Mazargues étaient d'accord..., mais on s'est battu et c'est allé très loin." [...] C'est ainsi qu'est né le Cercle Robespierre [...]. "Mais Jean-Claude Gaudin a renoncé, après l'envoi d'un courrier par l'association des professeurs d'histoire-géo", précise Renée Bérenger. A se demander si la bataille ira jusque-là cette fois. »

Lundi 5 mai 2014, La Libre Pensée entre dans l'action. Sa fédération

départementale demande une entrevue officielle avec le maire.

Indépendamment du collectif politique créé à Mazargues et dont elle soutient le combat, elle adresse un courrier à « Monsieur le Sénateur-Maire », signé Henri Huille, pour le bureau fédéral, Louis Bernabeu, pour le groupe Quatrevingt-Treize, et Simon Costa, pour le groupe Louise Michel. Elle demande une « entrevue portant sur le projet de changer de nom de la place Robespierre à Mazargues ». Elle évoque « la précédente tentative de 1999 » et rappelle combien la Libre Pensée « est attachée aux principes républicains qui ont une portée universelle. Ces principes puisent leurs origines philosophiques dans les Lumières et, au plan historique, dans l'œuvre de la Révolution française, dont le nom de Robespierre est inséparable ». Elle ajoute : « Nous sommes donc défavorables à ce changement de nom. »

Lundi 12 mai 2014 : Un collectif d'universitaires réunis au même moment à la MMSH d'Aix-en-Provence entre à son tour dans l'action. Signée Marc Belissa, maître de conférences en histoire à Paris-Ouest-Nanterre, et Yannick Bose, maître de conférences en histoire — université de Rouen, une lettre ouverte est adressée à Guy Tessier, président de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole. « Nous avons appris par la presse [L'Humanité] que vous envisagiez de débaptiser la place Robespierre dans le IX^e arrondissement de Marseille. Nous entendons réagir à cette nouvelle en vous faisant part de notre désapprobation et de notre volonté de faire largement savoir auprès de l'opinion les raisons de notre opposition à ce projet. » Suit un exposé argumenté des mérites et qualités de Robespierre. « En Provence, au-delà de la municipalité marseillaise, ce sont celles d'Avignon ou de Toulon — dont il devient citoyen d'honneur — qui lui ont rendu hommage [...]. Celui qui a reçu de son vivant le surnom d'"Incorruptible" doit-il disparaître de la vue des Marseillais ? Ce serait un comble en ces

temps de crise de la démocratie et de méfiance à l'égard de la vertu publique des élus de la République. La place Robespierre ne doit pas être débaptisée. La Révolution française ne doit pas disparaître de la mémoire marseillaise, nationale et universelle. »

Parmi les 14 premiers cosignataires, on peut relever les noms de Michel Vovelle, Claude Mazauric, Alexis Corbière (Front de gauche, porte-parole de Mélenchon) invité par le collectif.

Lundi 26 mai 2014 : Le gratuit 20 Minutes s'interroge : QUI VEUT LA TÊTE DE ROBESPIERRE ?

« Robespierre va-t-il céder la place aux époux Nazet ? Le 12 avril, des membres du CIQ de Mazargues (IX^e) demandent à l'ancien maire de secteur, Guy Teissier, de rendre hommage à ce couple d'habitants du quartier, défenseur de la culture provençale [des félibres], en leur donnant le nom d'une rue. Le député UMP propose alors de débaptiser la place Robespierre. Un projet scandaleux pour la gauche, qui monte aussitôt au créneau [...]. "C'est une marotte de Guy Tessier de vouloir débaptiser la place Robespierre. Il avait déjà essayé de le faire en 1999, rappelle Mikaël Balmont [Front de gauche, président du Collectif de Mazargues]. C'est une proposition idéologique qui vise à salir l'image de Robespierre et de la Révolution." Ce militant socialiste lance alors une pétition sur Internet. Puis, il contacte Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche, qui mobilise des historiens favorables au révolutionnaire. Ces derniers publient une « tribune » dans L'Humanité "pour défendre la place Robespierre". »

5 juin 2014 : Constitution d'un Collectif Robespierre politique, distinct du Comité Robespierre, issu des AIL. Il prend en main la direction de l'action à Mazargues. Il rédige un tract-pétition local à vocation nationale, intitulé « *Défendons la place Robespierre !* ».

L'annonce de l'existence d'« un collectif de citoyens, d'associations, de syndicats, de partis politiques » est diffusée à

Mazargues. Il proclame que « *les habitants de Mazargues, de Marseille, de France, ne laisseront pas se perpétuer un nouveau complot qui effacerait de notre histoire le nom d'un de ses plus éminents acteurs* ». Il se conclut par l'affirmation « *Refusons cette révision de l'histoire de notre République en signant la pétition !* ».

21 juin 2014 : Fête folklorique de la musique sur la place Robespierre. Des citoyens, habillés en « révolutionnaires », dansent *La Carmagnole* au son d'un orgue de barbarie. Les responsables Front de gauche du collectif, organisateurs de la fête, confisquent le micro. C'est le clash. Conflit : ils refusent de donner la parole à Christian Pellicani (PCF) et à Michel Barbe (APHG), comme « *n'étant pas prévus au débat...* ». Ils expliquent qu'il avait été convenu en réunion très restreinte que « *seuls auraient la parole ceux qui avaient porté les revendications du collectif : Jean-Marc Coppola (mairie centrale) et Jean-Marc Caravague (mairie de secteur)* »... C'est une conséquence d'un mode de fonctionnement très centralisé de ce collectif autoproclamé à Mazargues...

1^{er} juillet 2014 : Conduite par Henri Huille, Louis Bernabeu et Simon Costa, une délégation de la Libre Pensée est reçue à la mairie centrale de Marseille.

Par communiqué de sa fédération départementale, elle informe que « *Monsieur Ricca, conseiller municipal, délégué à la circulation et au stationnement, et à ce titre président de la "Commission du nom des rues", a reçu à la mairie de Marseille une délégation de la Fédération départementale de la Libre Pensée le 1^{er} juillet 2014 [...]. Monsieur Ricca nous a confirmé qu'il n'était saisi à ce jour d'aucune demande officielle [...]. Il a rajouté, à titre personnel : "Robespierre est un personnage incontournable de la Révolution, qui a marqué l'histoire. Il est de ceux à qui l'on doit la devise républicaine « Liberté, égalité, fraternité » et était pour l'abolition de l'esclavage, l'abolition de la peine de mort, la*

liberté d'opinion et d'expression (...). Si j'étais seul à décider, je n'y toucherais pas. Je considère qu'on ne peut pas gommer l'histoire." [...] *La délégation de la LP, qui a pu s'exprimer en toute liberté, se félicite de cette entrevue. Elle considère comme un élément positif que la proposition de changement de nom de la place Robespierre ne connaisse pas de suite à ce jour [...]. Elle remercie Monsieur Ricca pour son accueil et l'attachement à la République qu'il a manifesté lors de cet échange de vues.* » Premier signe venant de la mairie favorable à la cause de Robespierre ! Premier signe de recul.

14 juillet 2014 : A l'occasion de la fête nationale, manifestation à l'appel du Collectif politique de Mazargues. Banderole, drapeaux tricolores, orgue de barbarie, chants révolutionnaires depuis la place de l'Obélisque à la place Robespierre pour un meeting à sa gloire, suivi d'un coup à boire.

La Marseillaise rend publique « La lettre ouverte de Bruno Benoit, Président national de l'APHG, à Monsieur Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire de Marseille ».

Le quotidien titre : *Place Robespierre : la lettre de l'APHG à Jean-Claude Gaudin.* « Bruno Benoit, président de l'association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) et professeur des universités [...], a écrit une lettre à Jean-Claude Gaudin, sénateur-maire, pour le maintien de la place Robespierre à Marseille [...] : "Effacer de nos murs à Marseille le nom de Robespierre, vous qui fûtes professeur d'histoire, c'est effacer la Révolution, c'est gommer la République, c'est faire du négationnisme historique à propos d'un moment fondateur de la France contemporaine. Votre manière haineuse de présenter Robespierre "terroriste" date d'une période révolue, car l'historiographie a fortement évolué et la Terreur d'Etat a été relue par les historiens contemporains. Nous vous demandons, une fois de plus, de retirer cette initiative, qui est une insulte à Marseille, à la France, à l'histoire, celle que nous avons l'honneur d'enseigner à nos élèves. Fils

et filles de la Grande Révolution et de la République de 1792, celle que Robespierre contribua à faire émerger du chaos de l'Ancien Régime, celui de la monarchie absolutiste [...]. L'APHG que je préside, et qui représente la profession et des milliers de collègues, veillera à la décision que vous prendrez à sa demande." Michel Barbe, vice-président de l'APHG pour l'académie d'Aix-Marseille, avait lu cette lettre lors de la manifestation du 14 juillet dans les rues de Mazargues pour empêcher que le maire UMP du 5^e secteur ne débaptise la place Robespierre. »

C'est un tournant national dans l'action. Une lecture publique de la lettre ouverte du président de l'APHG est effectuée par Michel Barbe, vice-président de la régionale d'Aix-Marseille, lecture suivie de vifs applaudissements et d'une rencontre avec Alexis Corbières, ex-conseiller municipal PS de Paris qui s'était battu en vain pour la création d'une rue Robespierre à Paris...

23 juillet 2014 : Editorial de Bruno Benoit, président de l'APHG, pour sa revue nationale *Historiens & Géographes*, (n° 427, juillet-août 2014) intitulé « Jours de colère ».

Bruno Benoit écrit : « *Le premier jour de colère est arrivé via Marseille le 18 mai. La Régionale de cette ville m'informe que la municipalité a la volonté de débaptiser, dans le quartier de Mazargues, dans le IX^e arrondissement, la place Robespierre, nom que cette place porte depuis 1926 et que même le régime de Vichy n'a pas osé toucher ! Informée par cette attaque, l'APHG écrit au maire de Marseille pour s'insurger de ce crime de lèse histoire-mémoire [...]. L'APHG veille et continuera à veiller à ce que l'histoire ne soit pas une variable d'ajustement des politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite, que l'histoire ne soit pas au service de décisions populistes et électoralistes.* » L'Affaire Robespierre est devenue un enjeu politique national.

28 juillet 2014 : VICTOIRE ! Jean-Claude Gaudin capitule en rase campagne et jette l'éponge !

Très diplomatiquement, pour n'avoir pas à répondre à tel ou tel courrier, telle ou telle lettre ouverte, pétition, apostrophe ou interpellation, le sénateur-maire de Marseille fait connaître sa décision sur un mode plus intime. Il se tourne par un courrier personnel vers une citoyenne connue de lui depuis l'école, animatrice de l'action à Mazargues, membre du collectif local, pour lui exposer sa décision de façon simple et claire : « Vous avez bien voulu appeler mon attention sur votre souhait de voir la place Robespierre, à Mazargues, conserver son nom et je vous en remercie. » Il ajoute : « Il est vrai qu'au cours d'une réunion, le changement d'appellation de cette place a été évoqué, et, si j'ai bien compris, le Maire des 9^e et 10^e arrondissements n'avait exclu aucune hypothèse. J'ai eu l'occasion d'évoquer cette question avec Lionel ROYER-PERREAUT. Je lui ai fait part de ma volonté de voir cette place continuer à s'appeler Robespierre. En ce qui me concerne, je ne proposerai pas par une délibération au Conseil Municipal tendant à donner une nouvelle appellation à cette place. En espérant vous avoir rassurée, je vous prie de croire... »

Il s'agit donc d'une position personnelle du sénateur-maire de Marseille... valable jusqu'à son départ ? A suivre !

12 septembre 2014 : Communiqué de la Fédération départementale de la Libre Pensée, qui s'interroge : « Place Robespierre à Marseille : où en est-on ? »

« L'annonce d'un éventuel changement de nom de la place Robespierre à Mazargues (Marseille) a été la cause d'une vive émotion et a conduit de nombreux républicains, avec au premier rang la Libre Pensée, à organiser la mobilisation [...]. La fédération départementale de la Libre Pensée apprécie fortement cette décision de Monsieur le sénateur-maire, qui confirme le maintien de la Place Robespierre [...]. L'action pour faire connaître la véritable œuvre historique de Robespierre n'est en rien une nostalgie ; c'est le combat actuel,

permanent, des Lumières, de la raison humaine, contre les oppressions et les obscurantismes de toutes sortes : économiques, religieuses et politiques. »

1^{er} octobre 2014 : le Collectif Robespierre (politique) des AIL de Mazargues invite à une « manifestation festive sur la place Robespierre le samedi 18 octobre 2014 à 11 heures ». Il ajoute : « Nous souhaitons aussi faire part à tous de notre volonté de rétablir une vérité historique concernant Robespierre, l'Incorruptible. Pour cela, nous réclamons le retrait de la plaque infamante située sur le mur de la Caisse d'Épargne, plaque qui a été recouverte par nos soins le 14 juillet. »

2 octobre 2014 : Lettre de Gérard Clément à Bruno Benoit, président de l'APHG.

« Au nom du Collectif Robespierre de Mazargues, je tiens à vous présenter les remerciements unanimes de toutes celles et de tous ceux qui, dans le collectif, saluent le soutien décisif que vos interventions ont apporté à la cause, d'une part, du maintien du nom de la place, mais aussi de la vérité sur l'apport de Robespierre à la Révolution française, et, par conséquent, au monde entier [...]. Déjà, en 1999, avec la mobilisation de la Régionale de l'APHG, nous avons obtenu le même effet sur la mairie de Marseille [...]. Nous avons maintenant l'assurance que le nom de Robespierre restera sur la place de Mazargues [...]. Le collectif va organiser une campagne d'information sur l'auteur de notre devise républicaine, en mettant plus particulièrement en évidence ses actions pour une France "Une et indivisible" face aux partisans d'un fédéralisme régional. »

Samedi 19 octobre 2014 : Fête à Mazargues. La Marseillaise du 10 en rend compte : le collectif « a fêté hier matin une première victoire après engagement du maire de Marseille ». Il titre : « L'Incorruptible défenseur de Marseille reste dans la place. » Une photo montrant la tribune dressée sur la place note la présence de plusieurs élus en écharpe tricolore, ainsi que celle de

Jean-Marc Coppola, l'élu communiste qui y a été convié par le collectif politique pour clôturer la manifestation à Mazargues. Récupération politique ? On s'interroge !

Conférence de presse

Extraits de sa déclaration à la presse par Mikaël Balmont, président du Collectif Robespierre, aux Marseillais et aux Mazarguais, qui rappelle qu'« *il existe un lien particulier entre Robespierre et Marseille. En 1793 et 1794, en pleine Révolution française, des envoyés de la Convention nationale, comme Louis Stanislas Fréron, sèment la "Terreur" dans la ville en faisant fonctionner la guillotine dans la cité phocéenne. Fréron veut se venger des Marseillais, pour la plupart misérables, qui ne comprennent pas que la politique parisienne n'améliore pas plus rapidement leur sort. Contre ces Marseillais désemparés à qui il fait subir la Terreur, Fréron débaptise Marseille pour la renommer "La Ville-Sans-Nom". Maximilien Robespierre rappelle Fréron à Paris. Il le désavoue pour ses crimes et pour la Terreur sanguinaire qu'il a instaurée. Et Robespierre redonne à Marseille son nom. Il n'est pas anodin, chers amis, de noter que Fréron fera partie des comploteurs qui feront tomber et guillotiner Maximilien Robespierre. C'est pour la mémoire de ces événements, et de Robespierre, sauveur de Marseille, que le conseil municipal de 1926 a voulu donner à cette place mazarguaise le nom de Robespierre. Les plaques qui nous entourent ne sont pas un hasard. Cette place et son nom sont partie de l'histoire de Marseille ! [...] On ne joue pas avec l'histoire de la Révolution française, qui a aboli les privilèges. On ne joue pas avec l'histoire de Robespierre l'Incorruptible, ennemi de la guerre, de l'esclavage, de la peine de mort, et défenseur de la liberté de la presse, de la liberté de réunion, de l'instruction gratuite et obligatoire, du droit de vote, et défenseur de Marseille ! [...] On ne joue pas avec l'histoire ! »*

Fin de partie

19 octobre 2014 : La Provence titre curieusement : « Place Robespierre, un combat peut en cacher un autre. » Elle met le doigt sur le virus intime qui a affecté le collectif politique, celui de la récupération partisane, qui a pu indisposer plus d'un parmi les citoyens et militants de toutes tendances engagés dans ce combat. « *Venu soutenir le mouvement, Jean-Marc Coppola, vice-président (Front de gauche) de la Région, verrait bien "cette belle mobilisation citoyenne" au service d'un autre combat : "sortir de la V^e République, placée sous tente à oxygène". Mais ça, c'est une autre Histoire... » Est-ce vraiment « une autre histoire »... dans celle de Marseille ?*

Conclusion

22 janvier 2015 : Sous le titre « Robespierre c'est l'âme du peuple », La Marseillaise rend compte du colloque du 21 janvier, qui mit un terme à toute l'activité parvenue à mettre en échec la volonté insensée de la municipalité Gaudin de débaptiser la place de Mazargues.

La photo indique qu'avec Pedro Lima pour journaliste, sont réunis Nicole Borvo, sénatrice honoraire communiste, Michel Vovelle et Yannick Bosc, historiens.

« *A l'initiative du collectif Robespierre [...], un colloque sur l'Incorruptible a fait salle comble hier à la maison de la Région [La Canebière]. Michel Vovelle, historien de la Révolution française se félicite d'emblée de "cette victoire", alors même qu'aucune rue de Paris ne rend hommage au révolutionnaire. Remontant aux racines de la société d'études robespierristes, fondée par Albert Mathiez en 1907, il rappelle pourquoi lui-même, en 1988, à l'orée des célébrations du bicentenaire de la Révolution française, s'était déclaré "encore robespierriste". "Robespierre, c'est l'âme du peuple. Il défendait le peuple dans ses composantes les plus déshéritées, les plus exclues : les juifs, les esclaves noirs, les comédiens, les*

soldats et leurs familles...”, selon Michel Vovelle, qui rappelle l’engagement universitaire de l’Incorruptible, pour la démocratie et pour la paix “contre Brissot et les brissotins qui s’engageaient dans l’aventure de la guerre”. » L’engagement « universitaire » de Robespierre ? Lequel ?

Le compte rendu du colloque se termine par une brève allusion à la situation politique en France sous le titre *Changer de République*. « [...] Pour Yannick Bosc, maître de conférence à l’Université de Rouen, [la légende noire de Robespierre] resurgit de manière cyclique dans les moments de crise morale et économique “pour faire contre-feu à ce qu’incarne Robespierre : la défense du droit à l’existence dans la dignité. Mais aussi la vertu, non pas au sens privé, mais la vertu publique, politique, c’est-à-dire l’amour de l’égalité”.

Nicole Borvo [...] estime à ce propos que “la République est l’objet d’une lutte d’appropriation entre la bourgeoisie et le peuple”, dans laquelle la première a actuellement le dessus. “La liberté ? Il n’y a que le capital qui a toutes les libertés. [...] Quelle liberté collective quand des syndicalistes sont criminalisés ? L’égalité ? On vient d’apprendre que 1 % des habitants de la planète possèdent autant que les 99 % restants. La fraternité ? La Sécurité sociale, toutes les solidarités institutionnelles sont mises à mal.”

Aussi, elle appelle à rompre avec la V^e République “conçue pour tenir le peuple à distance” et plaide pour une nouvelle République fondée sur l’intervention citoyenne dès la rédaction de sa Constitution. » Propos recueillis par Léo Purgette.

Avant de nous quitter
(dimanche 28 juin 2015)

Un dernier mot de l’auteur de cette enquête, qui a réussi à réunir, grâce à sa propre implication militante, tout le faisceau des informations fournies, d’un côté, par ses amis du Comité Robespierre de Mazargues, de l’autre, par ses engagements à la Libre Pensée et à l’Association des professeurs d’histoire-géographie (APHG).

La force de l’Histoire, celle du peuple qui fait lui-même son histoire, a eu raison des illusions du bulletin de vote dressé contre lui par la majorité cléricale pour tenter de l’en déposséder !

Pas de rue Robespierre à Paris ? Mais là, dans l’angle le plus reculé des Bouches-du-Rhône, un petit collège Robespierre honore la ville de Port-Saint-Louis-du-Rhône !

Aucun élu, aucun parents d’élève, aucun citoyen n’a exigé à ce jour que l’on débaptise cet emblème de la République qui forme et instruit toutes les générations d’enfants et d’habitants de cette commune et de ses environs camarguais. Un symbole pour toute la nation !

Les professeurs d’histoire-géographie de ce collège, avec tous leurs collègues, sont particulièrement fiers et dignes de pouvoir s’appuyer sur ce nom pour assurer à tous les parents de leurs élèves, à toute la population, que Robespierre ne fut jamais un *terroriste* ! Au contraire, un révolutionnaire, incorruptible dans tous ses mandats démocratiquement obtenus du peuple, un exemple à donner à la jeunesse de notre pays.

Enquête établie par Michel Barbe avec l’aide de ses amis et camarades Renée et Gérard Clément, directement impliqués dans ce combat depuis 1999, fondateurs du Comité Robespierre dans le cercle des AIL de Mazargues. Qu’ils en soient ici vivement remerciés.

Michel Barbe



5 mars 1953, une page d'histoire du PCF...

Adresse à Maurice Thorez

Mon cher Maurice,

Venus des villes et des villages de France, nous voici rassemblés dans la salle des fêtes des Grésillons. En ce jour d'affreuse nouvelle (1), plus que jamais notre pensée va vers toi.

Des centaines de regards recréent, à cette tribune de Gennevilliers, ta présence, comme il y a trois ans (2) : ce geste tranquille de ta main, lorsque tu expliques et que, fil à fil, tu défais la trame des complots dirigés contre la France et la Paix et les maillons des chaînes que l'occupant (3) impose à notre pays.

Il nous semble que sous la voûte immense du grand hall ta voix retentit encore pour tous les Français, ta voix qui forgea notre Parti, qui sut créer l'unité de notre peuple dans le Front Populaire, ta voix qui fit se lever, par milliers, des Péri, des Fabien, des Danielle Casanova, ta voix qui nous dit, en chaque moment de notre histoire, de Waziers (4) à Gennevilliers, comment nous pouvons conduire notre patrie vers des destinées plus hautes.

Ta présence donne un visage à l'espérance de tous. Et nous te sentons présent en chacun de nous.

Nous sommes ici des centaines qui avons conscience à cette heure, que tu as donné à notre vie personnelle son sens, et à notre Parti le style de la grandeur. Ce qu'il y a de fierté, de certitude et de courage dans notre vie de militants, c'est à toi que nous le devons.

Dans une France livrée par des dirigeants indignes à l'occupant, aux misères et à la guerre qu'il apporte, il y a aujourd'hui, debout, planté comme un drapeau, ce Parti Communiste Français que tu as forgé et qui trace pour tous un chemin lumineux.

Ce matin, chacun de nous l'éprouve avec fierté : au milieu du désarroi de tant d'autres, un communiste, c'est un homme qui sait où il va ; et cette certitude tranquille, c'est toi qui nous l'as donnée.

Notre Parti a grandi comme toi, de bataille en bataille. Et tu nous as rappelé souvent ce vers de Pouchkine : « Les coups de marteau brisent le verre et durcissent le fer ».

Dans tes *Œuvres*, nous avons appris à conduire victorieusement les batailles

(1) Le 5 mars 1953 mourait Staline.

(2) Au XII^e Congrès du PCF, 2-6 avril 1950.

(3) les troupes américaines.

pour l'indépendance nationale de la France et pour les libertés.

Selon ton exemple, nous avons appris à aimer l'Union soviétique, à aimer Staline de cet amour dont on aime l'avenir lorsqu'il apparaît sous son visage le plus rayonnant.

Tu as su nous faire comprendre que l'honneur de notre vie, c'était de mériter toujours davantage le beau nom de stalinien, c'est-à-dire de bâtisseur des lendemains qui chantent.

Et tu as en notre nom prononcé le serment qui est au cœur de notre vie : « Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique ».

C'est autour de toi que notre Conférence nationale se réunit aujourd'hui. Nous avons su, sous ta direction, démasquer et briser les tentatives criminelles du policier Marty, et il reste seulement de cette bataille que nous avons aujourd'hui un sens plus aigu de notre responsabilité et une

confiance et un amour plus grand pour notre Comité central, pour notre Bureau politique, pour Jacques et pour Auguste, pour Etienne et pour François (4), pour notre vénéré camarade Marcel Cachin.

Sous ta direction, nous remplirons cette tâche avec bonheur, car nous avons la volonté de te dire au jour éclatant de ton retour : grâce à tes enseignements et à ton exemple, nous avons su forger un Parti et une France dignes de toi.

**Les délégués
à la Conférence nationale
du Parti Communiste Français.**
Gennevilliers, 5 mars 1953.

Les Cahiers du Communisme,
mars 1953, pp. 397-8.

(4) Allusion au discours que Thorez, alors vice-président du Conseil, prononça le 21 juillet 1945 à Waziers pour exhorter les mineurs à travailler davantage : "Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe."

* Jacques = Duclos ; Auguste = Lecœur ; Etienne = Fajon ; François = Billoux.

Notes de lecture

Blue Book

d'Elise Fontenaille-N'Diaye,

Calmann-Lévy, 17 euros

Le génocide des Hereros et des Namas : premier génocide du XX^e siècle

Avec la commémoration du centième anniversaire du génocide des Arméniens, il n'est pas rare d'entendre que celui-ci fut le premier génocide du XX^e siècle. Avec *Blue Book*, Elise Fontenaille-N'Diaye vient à juste titre nous rappeler que celui-ci fut précédé, entre 1904 et 1907, du génocide des Hereros et des Namas, dans le Sud-Ouest africain (aujourd'hui la Namibie), protectorat allemand depuis 1884.

C'est en cherchant de la documentation sur le grand-père de son père, le général Charles Mangin, qui, à la tête de la Force noire, avait été amené à occuper la Ruhr en 1923, que l'auteur se mit à s'intéresser aux anciennes colonies allemandes et qu'elle découvrit un exemplaire du *Blue Book* mis en ligne par une bibliothèque universitaire de Pretoria. Horrifiée par ce qu'elle découvrait, elle décida de renoncer pour un temps à suivre les traces de Mangin et d'écrire un récit historique, *Blue Book*, pour dit-elle, « rafraîchir les mémoires ». Quelques extraits figurent à la fin de son ouvrage.

Le Blue Book, un livre bleu porté disparu....

Le *Blue Book*, le livre bleu, du fait de la couleur de sa couverture, fut écrit par un jeune officier britannique d'origine irlandaise, Thomas O'Reilly, à la demande du gouvernement britannique en 1917 : il s'agissait de réunir les preuves des atrocités commises par les colonisateurs allemands dans le Sud-Ouest africain afin de justifier sa confiscation au profit, en l'occurrence, de l'Afrique du Sud.

Le jeune O'Reilly, accompagné d'un traducteur, Samuel Kariko, instituteur herero rescapé des massacres, recueillit soixante-dix témoignages des rares survivants du génocide. Mais en 1926, le gouvernement allemand menaça de publier un *Livre blanc* qui dénoncerait les massacres commis par les colonisateurs alliés. Aussitôt, le gouvernement britannique décida de rappeler et de détruire tous les exemplaires du *Blue Book*, et plus personne, dès lors, ne parla du génocide des Hereros et des Namas. Avec *Blue Book*, Elise Fontenaille-N'Diaye porte ainsi à la connaissance du grand public un texte connu jusqu'alors de quelques spécialistes.

Un ordre d'extermination totale venu de Berlin...

Les Namas sont les premiers à se révolter. Ils sont durement réprimés. En 1904, ce sont les Hereros, excédés par les exactions, les viols, les violations de sépultures pour y récupérer les crânes qui sont envoyés à Berlin à des « savants » qui étudient la prétendue inégalité des races, qui se soulèvent, avec à leur tête Samuel Maharero. Pour mater la révolte qui gronde, le Kaiser décide d'envoyer un corps expéditionnaire de 15 000 soldats commandé par le général Lothar von Trotha, surnommé Le Requin. Acclamé par la population des colons, il est arrivé avec un *Vernichtungsbefehl*, un ordre d'extermination totale : « *Le peuple herero doit quitter cette terre. A l'intérieur des frontières allemandes, chaque Herero, qu'il soit homme, femme ou enfant, avec ou sans armes, avec ou sans troupeau,*

sera tué à coups de fusil. » C'est cet ordre qui permet de qualifier le massacre des Hereros de génocide et de le distinguer des massacres commis par les autres colonisateurs. Von Trotha va pousser les Hereros qui ont échappé au massacre à se réfugier dans le désert du Kalahari, après avoir pris soin d'y empoisonner les points d'eau et d'avoir posté à son entrée des soldats autorisés à tirer sur ceux qui voudraient en sortir. A partir de 1905, le massacre systématique est suspendu, sans doute parce que les Allemands craignaient de manquer de main-d'œuvre. Les survivants sont enfermés dans des camps de concentration, où ils sont soumis au travail forcé qui les décime, notamment dans la construction du chemin de fer. On comptera un survivant pour 20 prisonniers. Les hommes ayant été exterminés, dans les camps, il y a surtout des femmes et des enfants. Shark Island, où est implanté l'un des principaux camps, devient « l'île du viol ». En 1911, il ne survit que 15 130 Hereros, soit 20 % de la population initiale, et 50 % des Namas. En 1915, le gouvernement turc, conseillé par des officiels allemands, s'inspirera de certaines des méthodes lors du génocide des Arméniens.

Le Sud-Ouest africain : une terre d'expérimentation pour les théoriciens de la supériorité de la "race blanche"

Peu après le génocide, le Sud-Ouest africain voit débarquer le jeune Eugen Fisher, le père de l'anthropologie génétique allemande. Sa thèse, sa passion : les dangers du métissage et la dégénérescence de la « race blanche » que celui-ci induit. Or dans la colonie du Sud-Ouest, il y a une population métisse, les Baxters, qui ont des ancêtres blancs et noirs. Fisher est intrigué par cette population dont la beauté semble contredire ses thèses. Il a donc particulièrement à cœur de les étudier. Les

Baxters vont lui opposer un refus catégorique quand il va prétendre vouloir les dénuder pour mesurer leur anatomie. Il devra se contenter de les photographier et de les mesurer... habillés. La photo de la jeune femme sur la couverture de *Blue Book* est l'une des photos prises par Fisher. Eugen Fisher sera membre du parti nazi, sera nommé recteur d'université dès l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, inspirera le docteur Mengele, « l'ange de la mort » d'Auschwitz, se livrera lui-même à des expériences sur des prisonniers avant de les envoyer à la chambre à gaz... et mourra, couvert d'honneurs, dans son lit en 1967 !

En Namibie, de nos jours, de bien étranges commémorations

On pourrait penser qu'aujourd'hui, en Namibie, la mémoire du génocide est particulièrement commémorée. Il n'en est rien : d'une part, parce que les Hereros sont très minoritaires et que les Ovambos, l'ethnie majoritaire au pouvoir, ne souhaite pas leur donner trop d'importance ; et, d'autre part, parce les descendants des colons allemands, renforcés après 1945 des nazis qui fuyaient l'Europe, entretiennent une certaine nostalgie du III^e Reich. L'auteur évoque ainsi ce boulanger de Lüderitz, l'une des principales villes, qui pour célébrer l'anniversaire de Hitler « propose à ses clients une brioche ornée d'une croix gammée » ! Un journal de langue allemande pouvait en 2004 publier une apologie de Rudolph Hess sans provoquer de réactions, et, en 2005, lors de la mort de Simon Wiesenthal, une annonce fut insérée, également dans un hebdomadaire de langue allemande, se réjouissant de la disparition du « *monstre responsable de tant d'enlèvements* » !

Blue Book est un récit historique, écrit dans un style alerte, sans pathos, qui se lit d'une traite, et où à chaque ligne l'auteur nous fait partager son indignation. Facile d'accès, ce livre est à lire et à faire lire.

Roger Revuz

Bill Browder, Notice rouge, Comment je suis devenu l'ennemi n° 1 de Poutine.

Récit, traduit de l'anglais (américain)
par Renaud Bombard, Kero, 492 pages, 20,90 euros.

Poutine

Frédéric Pons, Calmann-Lévy, 366 pages, 19,90 euros

Si le lecteur du livre de Bill Browder s'interrogeait sur la véracité du portrait qu'il fait des policiers russes présentés comme des sauvages vénaux, violents, bestiaux et corrompus, il suffirait de le renvoyer à une interview du journaliste russe Maxime Chevtchenko, qui déclarait dans l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty* (n° 16, avril 2012) : « *De nombreux gardiens de l'ordre se sont transformés en bêtes sauvages et en monstres. Dans les faits, les organes de protection de l'ordre sont devenus des bandes armées légales. En se couvrant du manteau de la défense de la loi, les policiers commettent des crimes comme de vrais bandits.* » Ainsi, les policiers de Kazan, pour faire avouer un suspect, peut-être seulement coupable d'avoir refusé de payer un pot-de-vin, sodomisent le récalcitrant avec une bouteille. Un suspect en est mort il y a peu. Les policiers, à ma connaissance, n'ont reçu aucune sanction.

Les actions les plus sous-évaluées jamais offertes

Bill Browder, petit-fils de l'ancien secrétaire du Parti communiste américain, avait un projet : « *Ce que je*

voulais vraiment, écrit-il, c'était devenir investisseur dans les privatisations en Europe de l'Est. » Après un modeste début en Pologne qui lui rapporte près de dix fois la mise, il se lance en Russie, rachète des actions sous-évaluées d'entreprises sous-évaluées, puis participe à des enchères plus ou moins truquées ; au bout de quelques mois, le fonds qu'il a monté était devenu « *le propriétaire de 25 millions de dollars des actions les plus sous-évaluées jamais offertes où que ce soit dans l'histoire.* » La Russie offre des opportunités que bien des malins sont prompts à saisir. Browder est l'un des plus prompts.

Après cette modeste participation initiale à la gigantesque entreprise de pillage de l'héritage dilapidé de l'économie soviétique, en 1996, Bill Browder fonde en Russie la société Hermitage Capital. En 2000, écrit-il, « *le fonds Hermitage avait été classé premier mondial parmi les fonds de marché émergent. Nous avons assuré des rendements de 1 500 % aux investisseurs qui nous avaient accompagnés depuis le lancement du fonds.* » On conçoit qu'il puisse écrire : « *La Russie postsoviétique avait offert certaines des occasions d'investir les plus spectaculaires de l'histoire des marchés financiers.* »

Quand Bill Browder parle d'occasions spectaculaires d'investir, il n'évoque que les rendements financiers. Jamais il ne cite un quelconque rendement productif. Nous restons toujours dans le seul domaine de la spéculation.

C'est connu, le succès suscite l'envie. Le pillage débridé et l'enrichissement foudroyant des oligarques se payait parfois alors d'une rafale de mitraillette. Ce triste sort épargne Bill Browder, mais en 2005, une bande de hauts fonctionnaires et de policiers tente de mettre la main sur Hermitage Capital. Bill Browder se voit interdite l'accès du sol russe, mais réussit à sortir ses actifs de Russie (voilà l'un des avantages de la mondialisation) et tente de sauver ses collaborateurs russes.

L'un d'entre eux, l'avocat Sergueï Magnitski, sûr de son bon droit et de son innocence, s'obstine à rester en Russie. Mal lui en prend. Il est interné dans des conditions effroyables dont la description (pages 340-341) soulève le cœur. Il est bastonné, torturé. Les hauts dignitaires de la police qui veulent se venger d'avoir vu tous les actifs du fonds Hermitage leur passer sous le nez veulent mettre dans leur poche 230 millions de dollars, que Browder aurait selon eux dû payer au fisc... et qu'ils se font verser par le fisc. Ils exigent un faux témoignage de Magnitski pour légitimer leur fraude. Magnitski refuse, il tombe gravement malade, les autorités refusent de le faire soigner tant qu'il n'a pas craqué. Il meurt à l'âge de 37 ans, le 16 novembre 2009. Poutine protège à l'évidence les hauts fonctionnaires bandits. Moscou obtient un bref moment une « notice rouge » d'Interpol contre Browder, ainsi menacé d'extradition s'il sort de Grande-Bretagne.

Le récit de ce rodéo est mené de main de maître. Et le lecteur peut se demander si Chevtchenko n'avait pas raison quand il proposait de « licencier tous les policiers »... soit près d'un million d'individus d'un coup

La loi Magnitski

La dernière partie du récit porte sur les efforts couronnés de succès de Bill Browder pour se venger des responsables

de la mort de Magnitski. Il obtient le vote par le Congrès des Etats-Unis d'une loi Magnitski, qui promulgue des sanctions, entre autres financières, contre un ensemble de hauts fonctionnaires russes, loi, comme le souligne Bill Browder lui-même, soutenue par « *les milieux d'affaires* ». L'histoire rend invraisemblable l'idée que les congressistes et les hommes d'affaires américains puissent voter une loi par souci des droits sacrés de l'individu. Ni les uns ni les autres n'ont par exemple manifesté un tel souci à l'égard des centaines de Frères musulmans égyptiens condamnés à mort pour avoir manifesté en soutien du président régulièrement élu, Morsi.

Cela étant, le livre de Browder a, entre autres nombreux mérites, celui de nous inviter à distinguer soigneusement l'apparence ou la propagande de la réalité.

Un nationalisme tapageur et creux

C'est ce que ne fait pas toujours Frédéric Pons dans sa biographie de Poutine, dont la quatrième de couverture prétend emmener le lecteur « *au cœur des secrets de la Russie moderne* ». Excusez du peu...

Frédéric Pons prend ainsi un peu trop pour argent comptant le nationalisme russe tapageur proclamé par Poutine. Or ce nationalisme est aussi artificiel que tapageur. Les couches dirigeantes de la Russie sont en effet dépourvues de tout réel sentiment national : les oligarques qui délocalisent leur argent dans les paradis fiscaux et à la City de Londres près des résidences luxueuses où dorment leur famille n'en ont évidemment pas une ombre ; au sommet de l'Etat, divers clans des structures de force (dites « *siloviki* »), gangrenées de haut en bas par une corruption fantastique que Poutine dénonce, mais ne combat guère, coexistent difficilement pour se partager le contrôle des industries non encore privatisées ou le pillage de secteurs à demi-privatisés de l'économie. Le nationalisme policier, même orné d'une rhétorique creuse rituelle, est une variante de celui des

parasites, au premier rang desquels se pavanent les dignitaires de l'Eglise orthodoxe. Frédéric Pons rappelle : « *En un quart de siècle, l'Eglise orthodoxe a fait construire vingt-cinq mille églises en Russie et dans le monde, soit trois mille églises par an, trois églises par jour.* » L'Eglise orthodoxe est richissime. Ses dignitaires, d'ailleurs, se déplacent en voitures de luxe, en général étrangères, comme les oligarques. Le Seigneur a de ces exigences !

Une coopération avec l'OTAN... pas trop étroite

Frédéric Pons met, par ailleurs, l'accent sur certains points trop aisément oubliés dans les médias. Il souligne ainsi les efforts réguliers de Poutine pour se rapprocher des Etats-Unis : en 2001, rappelle-t-il, Poutine accorde à l'OTAN l'autorisation d'ouvrir un bureau à Moscou. Au lendemain de l'attentat du 11 septembre à New York, il accorde l'ouverture de l'espace aérien russe aux appareils de la coalition internationale qui interviennent contre les talibans en Afghanistan, en 2002 au sommet de Rome est constitué un Conseil Otan-Russie (COR). En 2005, des enseignants russes de l'état-major général vont assurer des cours à l'école de l'OTAN d'Oberammergau, en Allemagne. Un exercice conjoint du COR se tient à Colorado Springs (Etats-Unis) pour tester la chaîne de commandement d'une défense antimissile de théâtre.

Même après l'affrontement avec la Géorgie, en mars 2009, la décision de reprendre les réunions du COR est prise. Le rendez-vous est fixé à décembre. Medvedev (alors président avec Poutine pour Premier ministre) et Obama se rencontrent à Moscou et signent un accord officiel autorisant le transfert de matériels militaires américains à travers

la Russie jusqu'en Afghanistan. Le secrétaire général de l'OTAN vient même à Moscou en décembre 2009 pour préparer le troisième sommet du Conseil Otan-Russie prévu à Lisbonne en novembre suivant. Le rapprochement se traduit cinq mois plus tard par la parution d'un glossaire militaire général sur la coopération entre l'OTAN et la Russie. Et Pons souligne : « *La Russie accepte de renforcer l'accord conclu en 2008 sur le transit terrestre d'équipements de l'OTAN sur le territoire russe (...) en provenance ou en destination de l'Afghanistan.* » Il débouche en juillet 2012 sur de nouveaux arrangements pour les transports et ferroviaires aériens. Une convention prévoit l'utilisation de l'aéroport d'Oulianovsk à sept cents kilomètres à l'est de Moscou. En 2011, la Russie, à l'ONU, n'a pas opposé son veto à l'opération « humanitaire » en Libye, qui a débouché sur l'élimination physique de Kadhafi. L'humanitaire connaît des détours surprenants, qui inquiètent Poutine. Et s'il était un jour promis à un même destin ? Certes, la Russie n'est pas la Libye, mais les raisons « humanitaires » d'intervenir pourraient ne pas manquer.

Sans aller jusqu'aux plans de Zbigniew Brzezinski, qui voudrait disloquer la Russie en trois Etats différents, Washington voulait en plus arrimer l'Ukraine à l'OTAN. C'est la goutte d'eau... Frédéric Pons note que l'engagement américain en Ukraine en décembre 2013-janvier 2014 (« *5 milliards de dollars* », note-t-il) « *va nourrir la méfiance de Moscou* ». Poutine et les clans qu'il représente veulent défendre leur pré carré... et la Russie est un grand pré carré aux richesses nombreuses, quoique gaspillées par les clans qui, pour le moment, portent Poutine à bout de bras.

Jean-Jacques Marie

“Petits fragments” d’histoire contemporaine

Ukraine

Avantages sociaux pour les tueurs de Polonais et de juifs

Le Monde des 9-10 et 11 mai 2015 publie un long article de Benoit Vitkine intitulé « *Ukraine : le 8 mai réveille les fantômes de l'Histoire* », illustré par une photographie de Iouri Choukhevytch, le fils du fondateur de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). L'article précise : « *De l'Union soviétique Iouri Choukhevytch connaît une chose : les camps et les prisons. De sa première incarcération en 1946 à l'âge de 14 ans à la dislocation de l'empire soviétique en 1991, il aura passé trente et un ans enfermé, payant pour un crime unique : son nom. Le père de Iouri, Roman Choukhevytch (1907-1950) fut le chef de l'organisation des nationalistes ukrainiens (l'OUN) et le fondateur de son bras armé, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA)* », qui, précisons-le, se battit d'abord plus contre l'armée rouge que contre la Wehrmacht avant de se battre également contre les deux lorsque les atrocités allemandes dressèrent la paysannerie ukrainienne contre les nazis.

Benoit Vitkine précise d'ailleurs : « *Les deux groupes furent les bêtes noires du*

régime soviétique qu'ils combattirent jusque dans les années 50. Avant cela, ils n'avaient pas hésité à s'allier avec l'Allemagne nazie, qui leur promettait un Etat - [affirmation douteuse : Hitler ne leur avait pas promis grand chose et ne voulait pas d'un état ukrainien !] - et à intégrer les bataillons de l'armée allemande ou de la SS, avant de se retourner contre elle lorsque cette promesse s'évanouit. Durant cette période sanglante les nationalistes ukrainiens ont commis d'importants massacres de Polonais, comme en Volhynie (80000 civils tués) tout en contribuant largement au génocide des juifs ».

Des nationalistes très démocratiques on le voit car ce qu'écrit Vitkine est vrai.

Iouri Choukhevytch est certes une victime d'une coutume stalinienne typique : la femme, le fils, le frère, la sœur voire le cousin d'un « ennemi » paye pour le dit ennemi. Il a payé très cher pour son « crime » unique, celui d'être le fils de son père, abattu par le NKVD le 5 mars 1950 ... bien que Staline avec son hypocrisie habituelle ait un jour déclaré : « *Le fils n'a pas à répondre pour le père* ».

Cela dit... que dit aujourd'hui Iouri Choukhevitch, député du parti radical ukrainien depuis octobre 2014 ? D'après Le Monde il affirme : « *N'importe quel peuple privé de son indépendance aurait collaboré peu importe avec qui* » Donc pour lui la collaboration avec les nazis qui avaient brûlé des centaines de villages en Biélorussie et massacraient et déportaient à tour de bras en Ukraine est une chose tout à fait acceptable. Et il ajoute : « *En Occident on parle beaucoup des crimes de Hitler, moins de ceux de Staline.* » Vitkine ajoute « *Cette vision de l'histoire est en passe de s'imposer en Ukraine.* » Et Choukhevitch-fils y contribue fortement. « Il a participé à l'écriture d'une loi mémorielle, « *un texte garantissant l'honneur et la mémoire, ainsi qu'un certain nombre d'avantages sociaux aux « combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au XX^{ème} siècle* »... dont l'UPA et l'OUN, collaborateurs des nazis et massacreurs de Polonais et de juifs

“Nous avons multiplié par six les tarifs des services communaux”

Ces honneurs attribués aux anciens collaborateurs – parfois rétifs certes –

des nazis s'accompagnent de mesures sociales et politiques très brutales. Le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk dans une interview au Monde du 13 mai 2015 affirme : « *L'Ukraine est un gilet pare-balles pour l'UE* », et détaille avec satisfaction les mesures que son gouvernement a prises pour satisfaire cette même Union européenne :

« *Nous avons renvoyé, l'année dernière 10 % des fonctionnaires et nous allons en renvoyer 20 % cette année. Nous avons gelé les salaires et les retraites. Nous avons multiplié par six les tarifs des services communaux. Nous avons largement dérégulé notre économie.* »

Ce traitement à la grecque est mené tambour battant par le gouvernement Porochenko-Iatseniouk, docile domestique de l'Union européenne et des Etats-Unis, avec la bénédiction de tous les gouvernements de tous les pays de l'Union européenne quelle que soit la couleur politique affichée de leur gouvernement.

Ces mesures suscitent une résistance croissante à laquelle le gouvernement répond par une véritable chasse aux sorcières contre ceux qui s'y opposent. Le document publié ci-après en donne une idée.

Jean-Jacques Marie

Appel à l'opinion publique démocratique

Nous avons reçu d'Odessa (Ukraine), les informations suivantes

“**L**a vague d'épurations qui a déferlé sur Odessa en avril-mai de cette année a emporté avec elle un grand nombre de citoyens qui exprimaient à voix haute leurs opinions. La liste complète des personnes arrêtées n'est pas accessible au commun des mortels, la police ne communique pas sur ce sujet. Une de ces victimes, dont le nom n'apparaissait pas au départ, est un journaliste du site d'opposition « Infocenter », Vitali Didenko.

Après l'arrestation, à l'automne 2014, du rédacteur en chef du site, Anokhine, Vitali Didenko l'a remplacé à ce poste. Depuis ses années à la fac, Didenko sympathisait avec les idées communistes. Il s'est opposé au Maïdan, le considérant comme un mouvement réactionnaire et une arme aux mains des puissances impérialistes qui se battent pour le partage des sphères d'influence en Ukraine. Pour la même raison il n'a pas soutenu les nationalistes russes, et s'est opposé au régime post Maïdan sur la base d'une plate-forme démocratique. Cependant, son activité en qualité de journaliste d'Infocenter se bornait à une critique du régime instauré en Ukraine d'un point de vue de défense des valeurs démocratiques en général.

Mais le régime en Ukraine caractérise toute critique à son adresse

comme du « séparatisme ». Le SBU (Services secrets ukrainiens) a mis son appartement sur écoute (illégal), et à l'aube du 29 avril a débarqué avec un mandat d'arrêt.

Didenko a été accusé de « séparatisme », malgré le fait que sur le site « Infocenter » n'aient jamais été publiés d'appels à la séparation de quoi que ce soit appartenant à l'Ukraine. En plus de son activité journalistique, on lui reprochait un soutien à la « Rada populaire de Bessarabie », une association qui regroupe des représentants de minorités nationales dans le sud de la province d'Odessa.

Mais comprenant que les accusations portant sur les activités journalistiques et associatives ne suffiront pas légalement pour mettre Didenko à l'ombre, on a « trouvé » chez lui de la cocaïne au cours d'une perquisition. Tous ses amis ont été profondément choqués de cette « trouvaille » : il menait un mode de vie sain, ne fume pas, ne boit de l'alcool que les jours de fête, et avant la crise politique jouait au football.

Les services secrets avaient calculé juste. Les accusations de « séparatisme » étaient tellement bancales que le 15 mai la Cour d'appel a rejeté la décision d'arrêter Didenko pour cette raison. Mais le SBU l'a accusé de détention illégale de stupéfiants et arrêté

de nouveau le 19 mai. L'avocat de Didenko a fait de nouveau appel, mais cette fois-ci, les partisans locaux du Maïdan s'en sont mêlés. Le 27 mai ils ont intercepté le procureur et l'ont menacé de « lustration par la benne à ordures », si la Cour annulait l'arrestation. Celle-ci a donc laissé Didenko derrière les barreaux.

L'affaire Vitali Didenko relève clairement de l'arbitraire juridique.

Vitali Didenko est aujourd'hui détenu à l'hôpital d'un établissement pénitentiaire. Il souffre non seulement des blessures qu'il a subies lors de son arrestation, mais aussi de harcèlement psychologique. Il a besoin de notre soutien. »

Au-delà des opinions nécessairement diverses que chacun d'entre

nous peut avoir sur les événements politiques en Ukraine, et convaincus qu'il revient au peuple ukrainien et à lui seul de disposer de son sort, il est de notre devoir au nom des principes démocratiques dont nous nous revendiquons d'en appeler à l'opinion publique ouvrière et démocratique, afin d'interpeller les autorités ukrainiennes

- pour la levée immédiate des poursuites judiciaires (de toute évidence basées sur une machination) contre Vitali Didenko

- pour la libération immédiate de Vitali Didenko

Premiers signataires : **Jean-Jacques MARIE**, historien, président du Comité international contre la répression (Cicr).

Perles

Perles

Poutine et le trotskysme

Mark Goloviznine nous signale que lors d'une prestation à la télévision russe en novembre 2014, Vladimir Poutine a déclaré : « *Nous ne sommes pas des trotskystes. Pour les trotskystes, le mouvement est tout, le résultat final n'est rien. Or pour nous, l'essentiel, c'est le résultat final.* »

La phrase que le président russe attribue aux « trotskystes » appartient au fameux révisionniste allemand Edouard Bernstein, dans *Les Présupposés du socialisme*, publié à la fin du XIX^e siècle...

Manifestement, les experts-conseillers politiques de Poutine ont confondu Bernstein... et Bronstein.

A bas l'étude des auteurs classiques ! Une perle pleine de sens

(Ce texte a été publié en janvier 2007 dans l'hebdomadaire russe Ogoniok, mais nous ne l'avons découvert que tout récemment... dans le Courrier International (25-31 janvier 2007). Son intérêt est triple : il émane d'une ancienne dissidente, Natalia Cherguina, ensuite, il dénonce l'étude des écrivains classiques russes comme apprentissage révolutionnaire et il se conclut, dans un passage que nous ne reproduisons pas ici, par l'affirmation qu'il vaut beaucoup mieux que le jeune lycéen aille voir... La Guerre des étoiles, qui ne risque certes pas de susciter en lui des pensées aussi néfastes.)

Le futur citoyen se voit obligé de lire les classiques ! Ceux qui, tout au long du XIX^e siècle (après Pouchkine), se sont consacrés à la critique sociale et au dénigrement politique. Ceux qui ont

demandé, de plus en plus fort, qui est coupable et que faire (1) ? Ceux qui ont pris des poses à la Byron et mené des expériences napoléoniennes à coups de hache sur la tête des vieilles femmes (2). Ceux qui, avec leurs appels de procureurs utopistes, ont fini par causer la destruction de l'Etat et entraîné la naissance de la « cité radieuse », de l'Empire communiste et de son totalitarisme monstrueux. Ces classiques ont façonné la vision du monde des militants de Narodnaia Volia (3) et des lanceurs de bombes. Ces classiques que les citoyens de l'époque de Lénine et de Staline ont appris par cœur, comme une justification du coup d'Etat de 1917, sont encore aujourd'hui au programme.

Un raccourci édifiant

Le 14 avril dernier, dans le journal d'Arte diffusé à 19h45, la journaliste a ainsi évoqué la date anniversaire de la République espagnole : [en substance] « Le 14 avril 1931 était proclamée la république en Espagne qui amena le général Franco au pouvoir ». (sic !)

(1) Que faire ? est le titre du roman de Tchernychevski, repris par Lénine (NDLR).

(2) Allusion au meurtre d'une vieille usurière par le héros de Crime et Châtiment, de Dostoïevski. Cette allusion est d'autant plus étonnante que Dostoïevski est un adversaire acharné des révolutionnaires, dont il fait une peinture noire dans Les Possédés (NDLR).

(3) Organisation née d'une scission du groupe populiste Zemial i Volia. Considérant que le refus du régime de convoquer une Assemblée constituante légitimait l'usage de la Terreur contre les dignitaires du régime, les narodovoltsy abattrent le tsar Alexandre II en mars 1881 (NDLR).

Cahier du CERMTRI n°158

**Le mouvement ouvrier russe
face à la guerre
(1914-1915)**

LE MOUVEMENT OUVRIER RUSSE FACE À LA GUERRE (1914-1915)

Présentation

Le 3 août 1914, la Russie, l'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Angleterre sont en guerre. Le 4, le groupe parlementaire social-démocrate allemand unanime, malgré l'opposition de Karl Liebknecht, vote les crédits de guerre... Le parti phare de la II^e Internationale se rallie à l'union sacrée pour la guerre, à son gouvernement, à sa bourgeoisie et à la défense de son État.

C'est un choc pour Trotsky. Ce vote lui donna, écrira-t-il plus tard, une des émotions les plus tragiques de son existence. Lénine, stupéfait, prend d'abord pour un faux le numéro du journal socialiste *Vorwärts* qui annonce le vote des députés sociaux-démocrates allemands, mais doit se rendre à l'évidence. Les députés socialistes français unanimes imitent les Allemands. Seuls Lénine, Martov, Trotsky, Rosa Luxemburg et Racovski (qui représente les socialistes des Balkans) dénoncent l'effondrement de la II^e Internationale. Ses partis s'alignent presque tous sur la position de l'Union sacrée, sauf les révolutionnaires russes, les sociaux-démocrates serbes, des poignées de révolutionnaires britanniques membres de deux petits partis, et quelques rares autres.

La II^e Internationale explose donc et se brise entre « sociaux-patriotes », à la remorque de leur propre État et de leurs gouvernements, d'abord ultra-majoritaires — sauf, pour les pays en guerre, dans le mouvement ouvrier russe —, et une poignée d'« internationalistes ». Elle se divise non sur le papier des motions et des résolutions, mais sur des actes : les sociaux-patriotes remettent la lutte des

classes au placard et invitent les ouvriers et les paysans à verser leur sang pour défendre leur bourgeoisie nationale exploiteuse ; les internationalistes se dressent contre ce reniement. Cette division est le premier acte, décisif, d'une rupture définitive.

Rosa Luxemburg qualifie l'Internationale socialiste de « cadavre puant », puisqu'elle défend les régimes capitalistes qu'elle était censée abattre. Aux yeux de Lénine, l'Internationale socialiste est morte. Pour Trotsky aussi. Comme Lénine, il fuit l'Autriche et se réfugie d'abord en Suisse avant de partir à Paris ; il cherche d'abord à comprendre pourquoi la puissante II^e Internationale s'est effondrée en un jour. Dans le journal qu'il tient pour la première fois de sa vie, le 11 août, il y note la nécessité d'œuvrer à la fondation d'une nouvelle Internationale, héritière de l'esprit de la Première, enrichie par les conquêtes de la Seconde :

« Seul l'éveil d'un mouvement révolutionnaire et socialiste (...) pourra conduire à la fondation d'une nouvelle Internationale (...). La III^e Internationale sera l'héritière de l'esprit de la I^{re}, mais avec les modifications apportées par les conquêtes de la II^e. »

Il pronostique : « Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale. » Il juge la révolution imminente...

Le 7 septembre, Lénine réunit dans un bois près de Berne huit bolcheviks exilés : Kroupskaïa, Zinoviev, sa femme, Safarov, sa femme, Samoilov, député à la Douma, et le docteur Chklovski, qui adop-

tent ses *Thèses sur la guerre*. Lénine les signe « *Un groupe de social-démocrates membres du POSDR* » (puisque jusqu'en 1918 les bolchevicks gardent le nom de POSDR) et les envoie par poste aux groupes bolcheviques exilés. Il dénonce le vote des crédits de guerre par les sociaux-démocrates allemands comme « *une trahison pure et simple* ». Il leur reproche non de n'avoir pu empêcher la guerre, mais de l'approuver et de la cautionner par ce vote, attitude injustifiable « *même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation* ».

Les partis ouvriers ne pouvaient certes pas empêcher la guerre — et Lénine ne le leur reproche nullement ! —, mais en se subordonnant à leur bourgeoisie nationale, ils s'interdisent demain d'utiliser la guerre et ses méfaits pour la renverser.

Lénine précisera en 1922 : « *L'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre véritablement imminente ; (...) la question de la « défense de la patrie » se pose inévitablement et l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie.* » Et il déclarera impossible de « répondre » à la guerre par la grève ou par la révolution.

Un texte de Zinoviev, reproduit ci-après, reprend la même argumentation à propos des socialistes belges. Face à la guerre qui éclate et frappe leur pays, « *que devaient donc faire les socialistes belges ? S'ils ne pouvaient faire la révolution sociale avec les Français, etc., ils devaient se soumettre à la majorité de la nation au moment donné et aller à la guerre. Mais, se soumettant à la volonté de la classe esclavagiste, ils devaient rejeter sur elle toutes les responsabilités, ne pas voter les crédits de guerre, ne pas charger Vandervelde de voyages ministériels parmi les exploités : ils devaient faire de lui un organisateur (avec les social-démocrates révolutionnaires de tous les pays) de la propagande révolutionnaire illégale, de la révolution socialiste et de la guerre civile.* » Zinoviev est alors le bras droit de Lénine et leurs

écrits rassemblés dans les deux volumes de *Contre le Courant* — et dont nous avons reproduit de larges extraits dans ce *Cahier du CERMTRI* — manifestent une réelle unité de vue.

Lénine, enfin, propose aux sociaux-démocrates hostiles à l'Union sacrée des mots d'ordre apparemment modestes visant à dresser les masses travailleuses contre le régime tsariste : « *République démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de huit heures.* » Lénine et Zinoviev demandent à Robert Grimm, de la gauche du Parti socialiste suisse, d'imprimer des extraits de leur texte dans le journal de son parti. Grimm refuse de publier des écrits qui, selon lui, seraient partout considérés comme relevant du délire.

Lénine le souligne : les députés allemands (ou français) pouvaient voter contre les crédits de guerre sans grand risque. La preuve ? Les députés sociaux-démocrates russes bolcheviques et mencheviques (comme deux députés sociaux-démocrates en Serbie) ont refusé de les voter. Ils sont sortis au moment du vote ; leur immunité parlementaire les a protégés, comme elle protégera les quelques députés sociaux-démocrates allemands qui, à partir de 1915, voteront en nombre croissant contre les crédits de guerre. La police tsariste, certes, se rattrapera peu après. Samoilov emporte en Russie un exemplaire des *Thèses sur la guerre*. Les députés bolcheviques se réunissent pour en discuter. La police débarque chez eux, les arrête pour subversion le 4 décembre 1914 et les exile en Sibérie. Les bolchevicks publient à Moscou fin août le journal *Nach Pout* (Notre Voie). La censure interdit 12 des 16 numéros publiés. Le 12 septembre, ils doivent le fermer.

Lénine soumet ses thèses à une conférence socialiste italo-suisse réunie le 27 septembre à Lugano à l'initiative du Parti socialiste italien. Le 28 septembre, il définit la position des bolchevicks, dite défaitisme révolutionnaire : « *On ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme* », mais,

pour les masses laborieuses de tous les peuples de Russie, « le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges d'Europe et d'Asie ». L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays, c'est sa bourgeoisie et son gouvernement. Il faut créer une nouvelle Internationale et transformer « la guerre impérialiste » en guerre civile.

Lénine précise : on ne peut défendre la Russie qu'en combattant « la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de sa patrie, les pires ennemis de notre patrie », et donc qu'« en souhaitant la défaite du tsarisme (...) comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie ». La défaite de la monarchie sèmerait en effet les graines de la révolution ; il souligne : « Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. » Cette révolution née de la guerre et de ses souffrances est une nécessité pour éviter « la triste éventualité qui menace le genre humain (...) de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle ».

Dès octobre 1914, il affirme : « Dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste. » Il faut donc la préparer. Il veut faire réparaître le *Social-Démocrate*. L'argent manque dramatiquement. Néanmoins, le premier numéro tiré en deux fois à 1 500 exemplaires sort les 1^{er} et 2 novembre, au lendemain de la publication dans deux journaux suisses des déclarations de quatre dirigeants sociaux-démocrates allemands internationalistes (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin) contre la position patriotique de la direction de leur parti.

Lénine proclame dès le 1^{er} novembre 1914 : « La Deuxième Internationale est morte (...), vive la Troisième Internationale », encore embryonnaire et qui devra « organiser les forces du prolétariat en vue

de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ». La perspective commune d'une III^e Internationale amorce un rapprochement graduel avec Trotsky. Mais un fossé sépare encore les deux hommes. Lénine lie en effet la nouvelle Internationale à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Certes, la tâche n'est pas facile, « mais c'est dans cette direction exclusivement que doit s'orienter l'activité des socialistes », qui, quelle que soit l'ampleur des difficultés, s'acharneront à la préparer. Or Trotsky, loin du « défaitisme révolutionnaire », avance les mots d'ordre de « Paix ! » et « Cessation immédiate des hostilités ! ».

La confusion est d'abord grande dans la colonie des 40 000 émigrés russes de France, dont 9 000 s'engagent comme volontaires dans l'armée française : parmi eux, un petit contingent (de 70 à 80) de socialistes mencheviques, socialistes-révolutionnaires anarchistes, membres du Bund et quelques rares bolcheviks qui forment une « brigade républicaine ». Le 21 août, la veille de leur départ de Paris, le père du marxisme russe, Plekhanov, qui se rallie à la défense de la patrie dans une brochure intitulée *De la guerre*, prononce un « discours d'adieu » que nous reproduisons ci-dessous et qui résume sa position.

Si des militants anarchistes se prononcent contre l'Union sacrée, le plus célèbre d'entre eux, Kropotkine, s'y rallie, comme l'anarchiste français Jean Grave.

Les mêmes divisions traversent les socialistes-révolutionnaires. Leurs positions vont de l'opposition à la guerre manifestée par Victor Tchernov, leur principal dirigeant, à l'ultra-patriotisme manifesté par Boris Savinkov, l'ancien chef de sa section terroriste. L'extrait publié ci-dessous des *Mémoires* de Tchernov évoque sa position (et celle de Savinkov) avec — c'est le moins que l'on puisse dire — une grande sobriété !

Les mencheviks se déchirent entre sociaux-patriotes et internationalistes,

mais à la différence des bolcheviks, chez qui, malgré des nuances et quelques ralliements éphémères à l'exaltation chauvine, le refus de la guerre et de l'Union sacrée devient vite majoritaire, les internationalistes chez les mencheviks sont assez largement minoritaires. Leur principal dirigeant, Martov, se prononce nettement contre la guerre et fonde à Paris un journal internationaliste russe hostile à la guerre et à l'Union sacrée, *Golos*, dont le n° 1 sort des presses à Paris 1^{er} septembre 1914. Le 13 septembre, paraît le n° 2 sous un nouveau titre, *Nach Golos*, renommé peu après, en février 1915, *Naché Slovo*, auquel Trotsky va se joindre dès son arrivée en France. Le journal se fixe comme objectif les opposants à la guerre, c'est-à-dire les « internationalistes ».

Le journal rassemble les socialistes russes hostiles à la guerre et à l'Union sacrée. Son équipe rédactionnelle fournira en 1917 au Parti bolchevique une bonne partie de son état-major :

Vladimir Antonov-Ovseenko, menchevik, secrétaire de rédaction, qui s'occupe de l'impression et des rapports avec les ouvriers imprimeurs payés avec élasticité et intermittence, de la quête pénible, mais acharnée de l'argent dans la colonie russe. Il dirigera l'assaut du Palais d'Hiver le 25 octobre 1917 et sera liquidé par Staline en 1938.

Anatoli Lounatcharski, futur commissaire à l'Instruction publique. Simon Lozovski, futur secrétaire général de l'Internationale syndicale rouge, fusillé en 1952.

Dimitri Manouilski et Karl Radek, futurs membres du comité exécutif de l'Internationale communiste.

Radek sera abattu au Goulag en 1940, comme Grigori Sokolnikov, futur commissaire aux Finances, Mikhaïl Pokrovski, maître des études historiques en Russie soviétique, Tchitchérine, futur commissaire aux Affaires étrangères de 1918 à 1931, Moïse Ouritski, futur chef de la Tcheka de Petrograd, abattu en le 30 août 1918 par un S-R. Artiôm, futur membre du comité central et dirigeant de l'Ukraine soviétique.

Alexandra Kollontai, future responsable de la section féminine de l'Internationale communiste. Ivan Maïski, menchevik, futur membre d'un gouvernement blanc anti-bolchevique, puis ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne. Christian Racovski, futur président du Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine et fusillé en octobre 1941. David Riazanov, futur directeur de l'Institut Marx-Engels à Moscou, et fusillé en 1937.

Les internationalistes russes travaillent en commun avec la poignée de militants ouvriers français opposés à la guerre (Monatte et Rosmer, dont les souvenirs éclairent le rôle du journal auprès des internationalistes français).

Martov, toujours hanté par l'objectif de « l'unité » des socialistes, se refuse à rompre avec les mencheviks patriotiques ou « sociaux-patriotes » et avec le courant socialiste pacifiste, lui aussi partisan de « l'unité des socialistes » de Longuet et Kautsky. Lénine polémique contre lui, car il voit en Martov un trait d'union dangereux entre les internationalistes conséquents, les demi-internationalistes désireux de ne pas rompre avec les sociaux-patriotes et ces derniers.

Lorsque, après des succès initiaux face aux Autrichiens en Galicie, l'armée russe, dès mai 1915, devra abandonner la Pologne russe, puis la Lituanie et une partie de la Lettonie, chassant devant elle les populations locales, surtout les juifs accusés d'espionnage, la position de Martov fluctuera, comme le souligne le texte de lui publié ci-dessous, qui date de cette époque. Dès cette époque se manifesterait dans la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière russe une opposition au gouvernement tsariste, jugé responsable des défaites par son incompetence, voire par l'action prétendue en son sein d'agents de l'ennemi (l'impératrice est d'origine allemande). Le principal représentant politique de cette bourgeoisie, Paul Milioukov, ira jusqu'à dénoncer la trahison au sommet de l'Etat. Leur opposition vise à créer les conditions politiques — selon eux — de la victoire. Le texte de Martov illustre les ambiguïtés de la gauche menchevique dans cette situation.

Les internationalistes organiseront une première rencontre à Zimmerwald. Les internationalistes des trois courants du mouvement ouvrier russe y participent : Lénine et Zinoviev, pour les bolcheviks, Axelrod — dont Lénine et Zinoviev jugent les positions « social-patriotes » — pour les mencheviks, Tchernov et Bobroff pour les S-R, et Trotsky, principal rédacteur du manifeste final en tant que rédacteur de *Naché Slovo*. Les souvenirs de l'organisateur suisse de la conférence, Robert Grimm, donnent un tableau de cette conférence dans laquelle les révolutionnaires russes jouent un grand rôle.

Martov ne participe pas à la première conférence des internationalistes tenue à Zimmerwald en septembre 1915, mais il prendra part à la seconde, tenue à Kienthal en avril 1916, où le débat portera en fait sur l'unité ou non des adversaires et des partisans de la guerre dans un même parti et une même Internationale.

Alors que Martov veut, en gros, reconstruire la II^e Internationale d'avant la guerre, Lénine dénonce cette unité qui paralyse tout combat réel contre la guerre — pour la révolution qui sortira inéluctablement de la guerre, aux yeux de Lénine — et pour créer la nouvelle Internationale indispensable pour cet objectif.

A ses yeux, les pacifistes du genre Kautsky ou Longuet, qui refusent de rompre avec les bellicistes d'Union sacrée, servent de trait d'union avec ces derniers.

Pour Lénine, l'essentiel est d'abord de répondre à la question : peut-on combattre effectivement contre la guerre, pour la révolution et pour la nouvelle Internationale en restant dans le même parti que les partisans de la Défense nationale, comme le veut Martov ?

Pour lui, la réponse est non...



Victor Tchernov.



Les forces politiques en Russie avant la guerre

L'autocratie

L'Etat tsariste, lui aussi, est le fruit du développement combiné et le résultat de la lenteur de l'évolution russe. En face d'une Europe en pleine expansion économique, il s'est maintenu en monopolisant la plus grande partie de la fortune publique, en tenant étroitement en bride des classes possédantes dont il a réglementé la formation, et qu'il gouverne par une sorte de despotisme à l'orientale.

Au XVII^e siècle, il s'impose aux nobles et leur livre en échange la classe paysanne par l'institution du servage. C'est lui qui donne à l'industrie son premier élan, entame la modernisation avec les réformes de 1861, et, abolissant le servage, ouvre la voie aux nouvelles transformations économiques et sociales. Disposant d'une stricte hiérarchie de fonctionnaires à la fois soumis et arrogants, serviles et corrompus, d'une police moderne, très au fait des méthodes de surveillance, de corruption et de provocation, il semble d'une solidité à toute épreuve, un rempart inexpugnable contre toute subversion et même toute libéralisation.

A la fin du XIX^e siècle, cependant, la contradiction s'accroît entre les besoins du développement économique, l'expansion industrielle, la libre concurrence et ses exigences, la croissance du marché intérieur et les conditions de la vie politique qui empêchent tout contrôle sur le gouvernement de la part de ceux mêmes qui l'estimeraient indispensable à leur activité économique. L'autocratie tsariste exerce une véritable tutelle sur la vie économique et sociale du pays, justifie ses méthodes de coercition par une idéologie paternaliste de droit divin. Une circulaire de 1897 sur l'inspection du travail ne menace-t-elle pas de peines administratives les directeurs d'usine qui auraient satisfait aux revendications de grévistes ? Convaincu du caractère sacré, non seule-

ment de ses fonctions, mais encore de l'ensemble de la structure sociale existante, le tsar Nicolas II croit accomplir sa mission divine en interdisant à ses sujets toute initiative, n'attendant d'eux que la soumission à l'ordre établi ; il sera impuissant et irrésolu face à la crise révolutionnaire. Après un étincelant parallèle entre 1917 et 1789, Louis XVI et Nicolas II, Trotsky écrit de ce dernier : « Ses infortunes provenaient d'une contradiction entre les vieilles visées que lui avaient léguées ses ancêtres, et les nouvelles conditions historiques dans lesquelles il se trouvait placé. »

Les forces politiques en présence

En fait, le tsar et ses partisans, les Cent-Noirs organisateurs de pogroms, sa police et ses fonctionnaires, pouvaient, à la rigueur, gagner du temps par la répression, le recours systématique à la diversion, la « russification » des peuples non russes et l'utilisation du chauvinisme russe. La faim de terre du paysan le poussait inexorablement vers les domaines des nobles, quand bien même elles ne pouvaient suffire à l'apaiser. L'action ouvrière, dans ses revendications même les plus mineures, se heurtait en toute occasion à la puissance de l'Etat autocratique, rempart des capitalistes et gardien de l'ordre.

Une « modernisation alignant la société russe sur le modèle occidental eût supposé de longues décennies de différenciation sociale dans les campagnes, la création d'un vaste marché intérieur dont la destruction des propriétés nobiliaires et la suppression des charges paysannes étaient des conditions nécessaires, sinon suffisantes ; elle eût supposé, en outre, un rythme d'industrialisation que la faiblesse même du marché intérieur rendait insoutenable, et qui ne répondait d'ailleurs pas aux intérêts des capitaux étrangers prédominants. La modernisation de l'agriculture, malgré l'exemple prussien,

paraissait impossible sans cette industrialisation. L'impérialisme et la recherche de débouchés extérieurs eussent pu remplir le double rôle de diversion et de soupape de sûreté que d'aucuns lui assignaient. Mais, dans le monde au développement inégal, ces ambitions se heurtaient — la malheureuse guerre contre le Japon en était la preuve — à des concurrences extérieures redoutables et accroissaient en définitive les risques d'ébranlement intérieur.

On comprend, dans ces conditions, la faiblesse des libéraux russes. Le mouvement libéral, né au sein des *zemstvos*, les assemblées de district, domaine des notables, n'avait et ne pouvait avoir d'autre programme que politique, la limitation de l'absolutisme monarchique, son adaptation aux conditions économiques nouvelles par l'association aux responsabilités de couches sociales plus larges de possédants. Le parti constitutionnel-démocrate, KD, qui sera surnommé « Cadet », né officiellement en 1905, dont l'historien Milioukov est à la fois le porte-parole et le théoricien, escompte une évolution pacifique, à l'occidentale, qu'il attend de la libéralisation du régime. Il est étranger, et, dans une large mesure, hostile aux revendications plus concrètes et plus immédiates des masses paysannes et des ouvriers que préoccupe la lutte quotidienne contre un patronat défendu par l'Etat. Menacé en fait par le « Quatrième Etat », ce tiers-état renoncera à la lutte dès les premières concessions de l'autocratie, en 1905, pour ne pas jouer le rôle de l'apprenti-sorcier ; il se trouve, bon gré mal gré, amené à se rapprocher de l'oligarchie, contre la menace commune de l'action ouvrière et paysanne.

En fait, face à un régime qui — comme l'a dit Alexandre II, qu'aucun de ses successeurs ne songera à démentir — n'admet de se transformer lui-même par en haut que pour ne pas subir une révolution venue d'en bas, qui, sous peine de suicide, ne peut autoriser quelque forme d'opposition, aussi pacifique soit-elle, contre lui-même, il n'est d'autre voie que celle de la violence révolutionnaire. Les premiers révolutionnaires russes, les populistes — *narodniki* — ont espéré, attendu, tenté de préparer une révolution paysanne dont la promesse leur semblait contenue dans les luttes séculaires et la masse des moujiks.

Sensibles aux particularités nationales et aux traditions, anxieux de rester fidèles à l'âme populaire tout en créant un monde plus juste et plus fraternel, ils ont vu dans le mir et dans les usages communautaires le signe d'une certaine prédestination du peuple russe, le point de départ et la base possible d'un socialisme de type agraire. Pourtant, leur croisade en direction du peuple les a déçus : dans leur effort de propagande, ils ont pris conscience de l'immense obstacle constitué par l'ignorance et l'apathie des masses rurales et leur éparpillement. C'est cette expérience qui les a engagés dans la voie du terrorisme, méthode d'action proche d'ailleurs de celles qu'emploie spontanément la masse rurale paupérisée et asservie. Finalement, leur impuissance à mobiliser par leur parole les millions de moujiks, leur impatience aussi de secouer le joug intolérable de l'autocratie les ont conduits à exalter l'action individuelle, le rôle de l'exemple et du geste, le sacrifice des héros.

Ce sont eux qui, au début du XX^e siècle, inspirent le parti socialiste-révolutionnaire, continuateur du populisme par sa foi dans le rôle révolutionnaire de la paysannerie dans son ensemble et dans le terrorisme politique comme méthode d'action. Ceux qui deviendront bientôt les sociaux-révolutionnaires — les s.r. comme on dit familièrement — nuancent leurs idées sous l'influence du développement économique, acceptent de faire une place, parmi les forces révolutionnaires, au prolétariat industriel, admettent que la différenciation qui s'opère au sein de la paysannerie y provoque des réflexes politiques divergents. Le « socialisme constructif » que défend au début du siècle Victor Tchernov, familier du socialisme occidental, envisage deux phases nécessairement successives de la révolution. Le programme des s.r., distinguant des revendications minima et des revendications maxima, facilitera l'approche du « socialisme populiste » par les couches petites-bourgeoises.

C'est seulement une deuxième phase révolutionnaire qui doit réaliser le socialisme agraire sur la base du mir. La tâche immédiate est la construction d'une république démocratique.

La grande majorité de l'intelligentsia, une importante fraction de la petite bour-

geois forment les cadres de ce parti, dont le soutien de masses sera assuré par les paysans : rien d'étonnant à ce que s'y trouvent côte à côte des nationalistes exaltés, des démocrates avancés, des révolutionnaires paysans proches des libertaires et des libéraux à la recherche d'un soutien populaire.

Mais l'évolution qui modernise ainsi les thèses populistes nourrit en même temps l'opposition de leurs adversaires à l'intérieur du camp révolutionnaire. Le marxisme se répand en Russie à l'époque du développement de la grande industrie et de la croissance du prolétariat. Son plus éminent représentant sera Georges Plekhanov, ancien populiste, qui fonde en 1881, sous le titre de « L'Émancipation du travail », le premier groupe marxiste russe.

C'est lui qui traduit et diffuse en russe les principaux ouvrages de Marx et Engels, et, surtout, engage contre les populistes la lutte idéologique créant les prémisses de la victoire ultérieure des social-démocrates sur les s.r. Critiquant la conception populiste d'un développement privilégié et original de l'économie et de la société russes qui lui permettraient de passer au « socialisme » en évitant le stade du capitalisme industriel, Plekhanov s'attache à démontrer que le développement capitaliste est une étape inévitable et qu'elle crée, en engendrant le prolétariat industriel, la force qui permettra de renverser le capitalisme dans une étape ultime et d'assurer la victoire du socialisme sur la base du développement des forces de production.

Ce sera la grande idée des social-démocrates que le prolétariat, malgré son petit nombre, du fait de sa concentration et de ses conditions de travail qui favorisent conscience de classe et organisation, jouera le rôle d'avant-garde qu'ils se refusent à attribuer à la masse paysanne informe et en cours de décomposition sous l'influence du développement capitaliste.

Plekhanov, dans sa polémique, s'en prend tout particulièrement à la conception populiste du rôle des individus dans l'histoire : il soutient qu'ils ne peuvent jouer de rôle décisif que lorsque leur action s'exerce dans le sens du développement objectif des forces économiques et sociales, et condamne ipso facto un terrorisme qui s'appuie sur la

volonté d'éveiller une masse paysanne historiquement condamnée à n'être qu'une arrière-garde.

Ainsi se définit, dans une large mesure contre le populisme, le courant marxiste russe.

Aux yeux de l'observateur de l'époque, il peut, à bien des égards, paraître plus modéré : il accepte la perspective d'un développement capitaliste que certains des siens, les « marxistes légaux », iront jusqu'à soutenir en dépit des résistances ouvrières qu'il déclenche. Il condamne le terrorisme individuel qui semblait pourtant constituer la forme la plus extrême de l'action révolutionnaire. Ses perspectives, surtout, semblent à beaucoup plus lointaine échéance. Les s.r., partant de l'état présent du pays et d'une certaine conception de son passé, proposent l'action directe révolutionnaire immédiate. Les social-démocrates, eux, posent des principes pour l'action sur la base d'une analyse historique : la révolution qu'ils préparent se situe dans un avenir plus éloigné, au-delà, semble-t-il, d'une étape bourgeoise et capitaliste par laquelle la société russe doit inévitablement passer. Ils semblent, à bien des égards, constituer pour le régime une menace moins immédiate.

En réalité, derrière le radicalisme de leurs mots d'ordre, de leurs moyens d'action, les s. r. n'ont pas d'autre objectif qu'une démocratie politique dont les bases objectives semblent bien faire défaut. Les social-démocrates prônent et préparent une révolution sociale, c'est-à-dire, dans l'immédiat, appellent à l'organisation et l'action ouvrières, à la mobilisation pour la terre des paysans pauvres : ce faisant, ils mettent dès à présent en question l'équilibre de la société du lendemain, contribuent à accroître les contradictions réelles.

Leurs perspectives, en outre, ne sont pas proprement russes, mais — et c'est une force dans un empire qui opprime tant de nationalités diverses — internationales : elles reposent, non sur la prédestination d'un « peuple », mais sur la place occupée dans la production par une classe qui grandit dans tous les pays occidentaux avec la révolution industrielle. L'histoire montrera très vite que leur apparente modération recouvre des objectifs révolutionnaires infiniment plus

radicaux : dans la situation du moment, ils discernent, au-delà des apparences et des traditions, ce qui est révolu de ce qui est en train de naître. Dans les contradictions du présent, ils analysent le rapport de forces en train de se créer, afin de préparer l'avenir.

Or, au début du siècle, le mouvement social-démocrate russe est le seul qui, en Europe, n'ait pas encore réussi à créer un véritable parti ouvrier. Après les brillantes luttes théoriques menées par Plekhanov, le problème pratique se pose à ses élèves et à ses compagnons : plus que les autres, du fait même de l'immensité des obstacles que l'autocratie oppose à toute organisation, même à un niveau élémentaire, les social-démocrates de Russie vont s'attacher, en marxistes conséquents, à créer l'outil qui leur servira à transformer un monde qu'à la suite de Marx ils ne se contentent pas de vouloir interpréter.

C'est le jeune Oulianov — Lénine — qui exprime le mieux cette recherche quand,

après une expérience brève d'organisation, il écrit en émigration sa brochure sur *Les tâches des social-démocrates*. « Ne perdons pas un temps précieux, conclut-il. Les social-démocrates russes ont à fournir un immense effort pour satisfaire aux besoins du prolétariat qui s'éveille, pour organiser le mouvement ouvrier, pour fortifier les groupes révolutionnaires et leur liaison réciproque, pour pourvoir les ouvriers en littérature de propagande et d'agitation, pour rassembler les cercles ouvriers et groupes social-démocrates dispersés dans tous les coins de la Russie en un seul *parti ouvrier social-démocrate*. » C'est dans la recherche de leur instrument historique, dans la construction de leur parti, que les marxistes russes éprouveront d'abord leurs idées, leurs forces et leurs méthodes.

Pierre BROUÉ

Le Parti bolchevik

Ed. de Minuit — 1963 — pp. 23 à 28

LES TÂCHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA GUERRE EUROPÉENNE

La Social-Démocratie russe et la guerre européenne

Nous avons appris de source digne de foi que des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ont tenu dernièrement une conférence sur le problème de la guerre européenne. Cette conférence n'avait pas un caractère absolument officiel, car le comité central du P.O.S.D.R. n'avait pu encore se réunir en raison des multiples arrestations et de la répression sans précédent dont il est l'objet de la part du gouvernement tsariste. Mais nous savons fort bien que cette conférence a réellement exprimé l'opinion des milieux les plus influents du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La conférence a adopté la résolution ci-après, que nous reproduisons dans son texte intégral, à titre de document.

I. La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique. La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres Etats, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.

Résolution d'un groupe de social-démocrates

2. L'attitude des chefs du parti social-démocrate allemand — le plus fort et le plus influent des partis de la II^e Internationale (1889-1914) —, qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme. Cette attitude ne peut se justifier en aucune façon, pas même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation. En fait, dans la situation présente, ce parti a pratiqué une politique national-libérale.

3. L'attitude des chefs des partis social-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois, mérite d'être condamnée au même titre.

4. La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constituait étaient depuis longtemps déjà signalés par les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la II^e Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre

révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. L'un des organes internationaux de l'opportunisme, la revue allemande *Sozialistische Monatshefte*, qui a depuis longtemps adopté une attitude national-libérale, célèbre aujourd'hui, à très juste titre, sa victoire sur le socialisme européen. Le « centre » du parti social-démocrate allemand et des autres partis social-démocrates a, en fait, lâchement capitulé devant les opportunistes. La future Internationale doit débarrasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.

5. Parmi les sophismes bourgeois et chauvins dont usent le plus souvent, pour duper les masses, les partis et les gouvernements bourgeois des deux principales nations rivales du continent : la France et l'Allemagne, et que les opportunistes socialistes avérés ou camouflés qui se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie répètent après eux, il faut tout particulièrement noter et stigmatiser les suivants :

Lorsque les bourgeois allemands prétendent qu'ils défendent la patrie, qu'ils luttent contre le tsarisme, qu'ils protègent le libre développement culturel et national, ils mentent, car les hobereaux prussiens, Guillaume en tête, et la grande bourgeoisie allemande ont toujours eu pour politique de défendre la monarchie tsariste, et ils ne manqueront pas, quelle que soit l'issue de la guerre, de faire tous leurs efforts pour la soutenir ; ils mentent, car, en réalité, la bourgeoisie autrichienne a entrepris contre la Serbie une guerre de rapine, car la bourgeoisie allemande opprime des Danois, des Polonais et des Français en Alsace-Lorraine, et mène contre la Belgique et la France une guerre d'agression visant à dépouiller des peuples plus riches et plus libres, en les atta-

quant au moment qui lui semblait le plus propice pour utiliser les derniers perfectionnements de son matériel de guerre, et à la veille de l'application d'un « vaste programme militaire » en Russie.

Lorsque les bourgeois français se réclament, exactement de la même façon, de la défense de la patrie, etc., ils mentent eux aussi, car, en réalité, ils défendent des pays moins avancés du point de vue de la technique capitaliste et se développant plus lentement, en se servant de leurs milliards pour soudoyer les bandes de Cent-Noirs du tsarisme russe et leur faire mener une guerre d'agression, dont le but est le pillage des terres allemandes et autrichiennes.

Les deux groupes de nations belligérantes ne le cèdent en rien l'un à l'autre sur le chapitre de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de la guerre.

6. La social-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe et monarcho-tsariste, et contre les sophismes qu'invoquent pour le défendre les libéraux, les cadets, une partie des populistes et les autres partis bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses des peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et nombre d'autres peuples de Russie, et qui attisent la haine nationale afin de renforcer le joug des Grands-Russes sur les autres nationalités et de consolider le pouvoir réactionnaire et barbare de la monarchie tsariste.

7. Les mots d'ordre de la social-démocratie doivent être actuellement :

— Premièrement, vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception.

En appeler absolument, contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles retombe tout le poids de la guerre, et qui, dans la plupart des cas, sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme.

— Deuxièmement, propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les États européens en États-Unis républicains d'Europe : tel doit être l'un des mots d'ordre les plus immédiats.

— Troisièmement, lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; propagande en faveur de la révolution en Russie, ainsi que de l'affranchissement des peuples opprimés par la Russie, et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, en posant les mots d'ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures.

Un groupe de social-démocrates, membres du P.O.S.D.R.

Lénine — *Œuvres* — t. 21

Écrit au plus tard le 24 août (6 septembre) 1914.

Les thèses (la résolution) ont paru pour la première fois intégralement en 1929, dans les 2^e et 3^e éditions des *Œuvres* de Lénine, t. XVIII.

L'introduction est publiée d'après le manuscrit, les thèses (la résolution), d'après une copie de la main de N. Kroupskaïa.

LA GUERRE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE

Déclaration du comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

La guerre européenne, préparée durant des dizaines d'années par les gouvernements et les partis bourgeois de tous les pays, a éclaté. La croissance des armements, l'exacerbation de la lutte pour les débouchés au stade actuel, impérialiste, du développement du capitalisme dans les pays avancés, les intérêts dynastiques des monarchies les plus arriérées, celles d'Europe orientale, devaient inévitablement aboutir et ont abouti à cette guerre. S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers et les duper par le mensonge nationaliste, et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat : tel est le seul contenu réel, telle est la véritable signification de la guerre actuelle.

La social-démocratie est tenue, en premier lieu, de dévoiler cette véritable signification de la guerre et de dénoncer implacablement le mensonge, les sophismes et les phrases « patriotiques » que répandent en faveur de la guerre les classes dominantes : les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

La bourgeoisie allemande se trouve à la tête de l'un des groupes de nations belligérantes. Elle trompe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture, pour libérer les peuples opprimés par le tsarisme, pour détruire le tsarisme réactionnaire. En réalité, c'est précisément cette bourgeoisie qui, servilement proster-

née devant les hobereaux prussiens avec à leur tête Guillaume II, a toujours été le plus fidèle allié du tsarisme et l'ennemi du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Russie. En réalité, cette bourgeoisie alliée aux hobereaux fera tous ses efforts, quelle que soit l'issue de la guerre, pour soutenir la monarchie tsariste contre la révolution en Russie.

En réalité, la bourgeoisie allemande a entrepris une guerre de rapine contre la Serbie pour la soumettre et étouffer la révolution nationale des Slaves du Sud, tout en portant le gros de ses forces militaires contre des pays plus libres, la Belgique et la France, afin de piller un concurrent plus riche. La bourgeoisie allemande répand la fable d'une guerre qui serait défensive de son côté ; en fait, elle a choisi le moment le plus propice, de son point de vue, pour déclencher la guerre, en utilisant les derniers perfectionnements de son matériel de guerre et en devançant l'emploi des nouveaux armements déjà envisagés et décidés par la Russie et la France.

À la tête de l'autre groupe de nations belligérantes se trouve la bourgeoisie anglaise et française, qui dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour la patrie, la liberté et la culture, contre le militarisme et le despotisme de l'Allemagne. En réalité, cette bourgeoisie a, depuis longtemps, acheté de ses milliards et préparé, pour attaquer l'Allemagne, les troupes du tsarisme russe, la monarchie la plus réactionnaire et la plus barbare de l'Europe.

En vérité, la lutte de la bourgeoisie anglaise et française a pour but de mettre la main sur les colonies allemandes et de rui-

ner une nation concurrente, qui se distingue par un développement économique plus rapide. Et c'est pour ce noble but que des nations « avancées », « démocratiques », aident le tsarisme barbare à opprimer plus encore la Pologne, l'Ukraine, etc., à écraser encore plus la révolution en Russie.

Les deux groupes de pays belligérants ne le cèdent en rien l'un à l'autre dans cette guerre, qu'il s'agisse des pillages, des actes de sauvagerie ou des innombrables atrocités. Mais, pour duper le prolétariat et détourner son attention de la seule guerre véritablement libératrice — c'est-à-dire de la guerre civile contre la bourgeoisie, celle de « son propre » pays comme celle des pays « étrangers » —, pour atteindre ce noble objectif, la bourgeoisie de chaque pays cherche, par des phrases mensongères sur le patriotisme, à exalter la portée de « sa » guerre nationale et assure qu'elle veut triompher de l'ennemi, non pour piller et conquérir des territoires, mais pour « libérer » tous les peuples, sauf le sien.

Mais plus les gouvernements et la bourgeoisie de tous les pays s'évertuent à diviser les ouvriers et à les dresser les uns contre les autres, plus on applique férocement, dans ce noble but, le régime de la loi martiale et de la censure militaire (qui, même aujourd'hui, en temps de guerre, vise bien plus l'ennemi « intérieur » que celui du dehors), et plus le prolétariat conscient est impérieusement tenu de sauvegarder sa cohésion de classe, son internationalisme, ses convictions socialistes, contre le déchaînement du chauvinisme de la clique bourgeoise « patriotique » de tous les pays. Renoncer à cette tâche, ce serait, pour les ouvriers conscients, renoncer à leur idéal de liberté et de démocratie, sans parler de leurs aspirations au socialisme.

Force est de constater, avec une profonde amertume, que les partis socialistes des principaux pays européens n'ont pas accompli cette tâche qui leur incombait, et que l'attitude des chefs de ces partis — du parti allemand surtout — confine à la trahison pure et simple de la cause du socialisme. En cette heure d'une portée historique capitale, la plupart des chefs de l'actuelle, de la II^e Internationale socialiste (1889-1914), cherchent à substituer le nationalisme au socialisme. En raison de leur comportement, les partis

ouvriers de ces pays ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à *aligner* sa position sur celle des gouvernements impérialistes. Les leaders de l'Internationale ont trahi le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins (« patriotiques ») de la bourgeoisie de « leurs » pays, en justifiant et en défendant la guerre, en entrant dans les ministères bourgeois des pays belligérants, etc. Les plus influents des chefs socialistes et des organes de la presse socialiste de l'Europe contemporaine professent un point de vue bourgeois chauvin et libéral, et nullement socialiste. Si le socialisme se trouve ainsi déshonoré, la responsabilité en incombe avant tout aux social-démocrates allemands, qui étaient le parti le plus fort et le plus influent de la II^e Internationale. Mais on ne saurait justifier pour autant les socialistes français acceptant des postes ministériels dans le gouvernement de cette même bourgeoisie qui avait trahi sa patrie et s'était alliée à Bismarck pour écraser la Commune.

Les social-démocrates allemands et autrichiens essaient de justifier leur soutien de la guerre en prétendant lutter ainsi contre le tsarisme russe. Nous déclarons, nous social-démocrates russes, que cette justification est un simple sophisme. Ces dernières années, le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme a de nouveau pris de vastes proportions dans notre pays. La classe ouvrière de Russie a toujours été à la tête de ce mouvement. Les grèves politiques qui se sont déroulées ces dernières années, et auxquelles ont participé des millions de travailleurs, avaient pour mot d'ordre le renversement du tsarisme et l'instauration de la république démocratique.

À la veille même de la guerre, le président de la République française, Poincaré, a pu voir de ses propres yeux dans les rues de Petersburg, au cours de la visite qu'il fit à Nicolas II, des barricades dressées par les mains des ouvriers russes. Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité de cette honte qu'est la monarchie tsariste. Mais nous devons dire que si quelque chose peut, dans certaines conditions, retarder la chute du tsarisme, si quelque chose peut aider le tsarisme dans sa lutte contre tout le mouvement démo-

cratique de Russie, c'est précisément la guerre d'aujourd'hui, qui met les coffres-forts de la bourgeoisie anglaise, française et russe au service des buts réactionnaires du tsarisme. Et si quelque chose peut entraver la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre le tsarisme, c'est précisément l'attitude des chefs de la social-démocratie allemande et autrichienne, attitude que la presse chauvine de Russie ne cesse de nous donner en exemple.

Si même l'on admet que les forces de la social-démocratie allemande étaient insuffisantes au point de lui faire abandonner toute action révolutionnaire, il ne fallait pas, même dans ce cas, rejoindre le camp chauvin ; il ne fallait pas commettre des actes qui ont fait dire avec raison aux socialistes italiens que les chefs des social-démocrates allemands déshonorent le drapeau de l'Internationale prolétarienne.

La guerre a déjà causé et causera encore des préjudices immenses à notre parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Toute notre presse ouvrière légale est détruite. La plupart des syndicats sont interdits ; nombreux sont nos camarades qui ont été arrêtés et déportés. Mais notre représentation parlementaire — la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat — a jugé que son devoir socialiste lui interdisait absolument de voter les crédits de guerre et l'obligeait même à quitter la salle des séances de la Douma pour marquer encore plus énergiquement sa protestation ; elle a jugé de son devoir de stigmatiser la politique des gouvernements d'Europe comme une politique impérialiste. Et, malgré la répression décuplée du gouvernement tsariste, les ouvriers social-démocrates de Russie publient déjà les premières proclamations illégales contre la guerre, s'acquittant ainsi de leur devoir envers la démocratie et l'Internationale.

Si les représentants de la social-démocratie révolutionnaire, en la personne de la minorité des sociaux-démocrates allemands et des meilleurs social-démocrates des pays neutres, éprouvent une honte cuisante devant cette faillite de la II^e Internationale ; si, en Angleterre et en France, des voix socialistes s'élèvent contre le chauvinisme de la majorité des partis social-démocrates ; si les opportunistes, comme ceux, par exemple,

des *Sozialistische Monatshefte* [Cahiers mensuels socialistes] allemands, qui ont adopté depuis longtemps une position nationale-libérale, se félicitent avec juste raison de leur victoire sur le socialisme européen, le pire service que l'on puisse rendre au prolétariat est de balancer entre l'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire (comme le fait le « centre » du parti social-démocrate allemand), et de s'appliquer à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la II^e Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des Congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui faisaient un devoir aux socialistes de tous les pays de lutter contre le chauvinisme quelles que fussent les conditions, qui les obligeaient à répondre par une propagande renforcée en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements. La faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme, qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite « pacifique ») et qui, en ces dernières années, domina pratiquement dans l'Internationale. Les opportunistes ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois, qui doivent nécessairement être mis à profit, et en oubliant qu'aux

époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. Le courant anarcho-sindicaliste — « complément » naturel de l'opportunisme, non moins bourgeois et non moins hostile au point de vue prolétarien, c'est-à-dire marxiste — s'est manifesté, non moins honteusement, par une paraphrase béate des mots d'ordre chauvins au cours de la crise actuelle.

On ne saurait accomplir actuellement les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La social-démocratie de chaque pays doit, en premier lieu, lutter contre le chauvinisme de son pays. En Russie, ce chauvinisme s'est entièrement emparé du libéralisme bourgeois (des « cadets »), et partiellement des populistes, jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires et les social-démocrates « de droite ». (En particulier, il faut absolument flétrir les interventions chauvines, par exemple, de E. Smirnov, P. Maslov et G. Plekhanov, reprises et largement utilisées par la presse « patriotique » bourgeoise.)

Dans la situation actuelle, on ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme. Mais pour nous, social-démocrates russes, il est hors de doute que, du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges de l'Europe et de l'Asie.

Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'Etats-Unis républicains d'Europe. Mais à la différence de la bourgeoisie, prête à « promettre » tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre si les monarchies allemande, autrichienne

et russe ne sont pas renversées par la révolution.

Pour la Russie, les tâches des social-démocrates, vu l'immense retard de ce pays qui n'a pas encore achevé sa révolution bourgeoise, doivent être, comme par le passé, les trois conditions fondamentales d'une transformation démocratique conséquente : république démocratique (avec l'égalité complète des nations et leur droit à disposer d'elles-mêmes), confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures.

Mais, dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste, mot d'ordre qui s'impose d'autant plus impérieusement que les charges de la guerre pèsent plus lourdement sur les épaules du prolétariat et que le rôle de ce dernier devra être plus actif dans la reconstruction de l'Europe, après les horreurs de la barbarie « patriotique » actuelle, multipliées par les gigantesques progrès techniques du grand capitalisme.

L'utilisation par la bourgeoisie des lois du temps de guerre pour bâillonner complètement le prolétariat oblige ce dernier à créer des formes illégales d'agitation et d'organisation. Laissons les opportunistes « sauvegarder » les organisations légales en trahissant leurs convictions ; les social-démocrates révolutionnaires, eux, utiliseront leur expérience en matière d'organisation et les liaisons de la classe ouvrière afin d'élaborer des formes clandestines de lutte répondant à cette époque de crise, lutte pour le socialisme et l'union des ouvriers, non pas avec la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais avec les ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale.

Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère. Plus la guerre fera de victimes, et plus seront évidentes, pour les masses ouvrières, la trahison de la cause ouvrière par les opportunistes, ainsi que la nécessité de tourner les armes contre le gouvernement et la bourgeoisie de leur propre pays.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot

d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués. Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation méthodique, persévérant et sans défaillance.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que le prolétariat pourra s'arracher à l'influence de la bourgeoisie chauvine et avancer résolument, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de rapi-

dité, sur le chemin de la liberté réelle des peuples et du socialisme.

**Vive la fraternité
internationale des ouvriers
contre le chauvinisme et le patriotisme
de la bourgeoisie de tous les pays !**

**Vive l'Internationale prolétarienne,
affranchie de l'opportunisme !**

**Le comité central
du Parti ouvrier social-démocrate
de Russie**

Paru le 1^{er} novembre 1914 dans le n° 33
du *Social-Démocrate* – écrit avant le 11 octobre 1914
In *Œuvres* de Lénine – Ed. de Moscou – t. 21 –
pp. 21-28

GREGORI ZINOVIEV

Pacifisme ou Marxisme

(*Les vicissitudes d'un mot d'ordre*)

Le « mot d'ordre » de la paix est, pour les marxistes révolutionnaires, une question d'une importance beaucoup plus grande qu'on ne le croit parfois. Le débat se ramène en réalité à un problème de lutte contre l'influence bourgeoise dans le mouvement ouvrier, à l'intérieur du socialisme.

Le « mot d'ordre » de la paix est préconisé dans la littérature socialiste de deux points de vue différents. Les uns, sans admettre en principe le pacifisme, veulent considérer ce mot d'ordre comme le plus compatible avec l'actualité, comme une consigne qui doit réveiller les masses dès l'instant présent, comme un appel qui n'aura de retentissement que pendant les derniers mois à courir jusqu'à la fin de la guerre. Les autres entendent par ce mot d'ordre quelque chose de plus : ils en font tout un système de politique étrangère du socialisme, à maintenir après la guerre, c'est-à-dire la politique d'un pacifisme prétendument socialiste.

En fait, les premiers viennent en aide aux seconds. Et il n'en peut être autrement.

Le courant le plus sérieux, celui qui a un passé, une théorie à lui, une base d'idée, c'est uniquement le second. La philosophie de ce deuxième courant, la voici : le socialisme, jusqu'à présent, n'a pas été assez pacifiste, il n'a pas assez prêché l'idée de la paix, il n'a pas fait converger ses efforts dans le but d'amener le prolétariat mondial à s'assimiler le pacifisme comme un système général de politique étrangère de l'Internationale. De là l'impuissance du prolétariat socialiste dans la guerre actuelle, de là la débilité de l'Internationale devant cette tourmente.

Ce point de vue est fortement mis en relief dans la récente brochure de Max Adler *Prinzip oder, Romantik (Principe ou Romantique)* (Nuremberg, 1915). Max Adler, en

paroles bien entendu, est l'adversaire d'un pacifisme purement bourgeois, qu'il repousse de la façon la plus énergique. Ce n'est même pas un pacifiste du genre de ceux que nous trouvons en Angleterre, dans l'*Independent Labour Party*. C'est un « marxiste du centre », un kautskiste. Et voici la plateforme qu'il adopte, en guise de leçon à tirer de la guerre 1914-1915 :

« La politique extérieure du socialisme ne peut être que pacifiste, non dans le sens d'un mouvement bourgeois vers la paix (...) et non pas non plus dans le sens d'un aveu de l'idée socialiste tel que nous l'avons entendu jusqu'à présent... Autrement dit, d'une idée qui était considérée jusqu'à ce jour comme une fin secondaire dans la lutte émancipatrice du prolétariat... Il est maintenant opportun de lancer cet avertissement : *Tout l'internationalisme de la social-démocratie devra rester et restera une utopie si celle-ci ne fait point de l'idée de la paix le point central de son programme de politique extérieure et intérieure... Le socialisme, après la guerre, deviendra un pacifisme international organisé, ou bien n'existera plus* » (brochure ci-dessus mentionnée, pages 61-62, italiques de l'auteur).

Sans aucun doute, c'est tout un programme. Mais ce n'est pas le programme du marxisme; c'est celui de l'opportunisme petit-bourgeois. De ce « pacifisme international », il n'y a qu'un pas à faire pour rejoindre le social-chauvinisme international. La logique de cette évolution est très simple : nous sommes pacifistes, l'idée de la paix est le point central de notre programme ; mais, du moment que le pacifisme n'a pas encore poussé de racines assez profondes dans les masses, du moment que l'idée de la paix est encore faible, que nous reste-t-il à faire, sinon de défendre chacun notre patrie ?

Certes, cette décision ne peut être prise que provisoirement, et « d'un cœur lourd » ; certes, *après* la guerre, il faudra adopter comme « point central » de notre propagande l'idée de la paix. Mais, pour le moment, il faut défendre la patrie. Il n'y a pas d'autre issue.

Et pour les socialistes qui n'aperçoivent pas d'autre perspective (...) *révolutionnaire*, qui ne voient pas comment les guerres impérialistes peuvent en effet se transformer en guerres civiles, il n'y a pas réellement d'autre issue. Du pacifisme au social-chauvinisme, et du social-chauvinisme à un nouveau prêche pacifiste — tel est le cercle vicieux, telle est la souricière dans laquelle se débat vainement « la pensée » des opportunistes et des marxistes du « centre ».

« Die Friedensidee zum Mittelpunkt »... « L'idée de la paix au centre de nos mots d'ordre ! »... On dit cela maintenant, après que la première guerre impérialiste de toute l'Europe a éclaté ! Voilà ce que nous ont appris les événements !

« Nicht Friedensidee, sondern Bürgerkriegsidee », non pas l'idée de la paix, mais l'idée de la guerre civile, a-t-on envie de crier à ces grands utopistes qui promènent une si petite utopie. La guerre civile, citoyen Adler ! Voilà quel sera le point central de notre programme.

Le malheur n'est pas en ceci que nous n'avons pas assez prêché l'idée de la paix avant la guerre ; il est en ceci que nous n'avons pas trop, ni assez sérieusement, prêché l'idée de la lutte de classes, de la guerre civile. Car, *en temps de guerre*, la reconnaissance de la lutte de classes, de la part de ceux qui n'admettent pas la guerre civile, est une pure phrase ; c'est de l'hypocrisie, c'est un mensonge pour les ouvriers.

Dès 1900, quand, à la conférence social-démocrate de Mayence, le parti, à l'occasion de la prise de Kiao-Tchéou, a recherché pour la première fois des moyens de lutte contre les guerres impérialistes, Rosa Luxemburg a fort bien dit :

« Durant la paix, nous faisons chaque jour un bruit de tonnerre contre la politique étrangère de notre gouvernement ; nous maudissons le militarisme en temps de paix. Mais, dès qu'il s'agit d'une véritable guerre,

nous oublions d'en déduire les *conclusions pratiques* et de montrer que notre agitation de nombreuses années a porté ses fruits » (procès-verbaux, 165).

Le malheur n'est pas en ceci qu'en temps de paix nous avons peu prêché la paix. Il est en ceci qu'au moment de la guerre, nous nous sommes trouvés prisonniers des opportunistes, de ceux qui désirent *la paix avec la bourgeoisie*, en temps de paix et surtout en temps de guerre.

Le malheur est en ceci qu'ayant devant nous un ennemi aussi puissant que l'impérialisme international, nous n'avons pas pu préserver le prolétariat des transfuges bourgeois qui sortaient de nos propres rangs, nous n'avons pas pu le défendre de l'opportunisme qui dégénère maintenant en social-chauvinisme.

Vous dites que le socialisme deviendra un pacifisme international organisé ou qu'il ne sera plus... Nous vous répondons : comprenez donc qu'en prêchant le pacifisme, vous ne faites pas un seul pas en avant, que vous nous contez l'histoire de bonnet blanc et blanc bonnet, que vous allez du social-pacifisme au social-chauvinisme et du social-chauvinisme au social-pacifisme. Nous vous disons : *ou bien le socialisme deviendra la guerre civile internationale organisée, ou bien il ne sera pas...*

Max Adler n'est pas un isolé. Nous avons justement parlé de lui comme d'un interpréteur moyen de tout un courant d'idées politiques. Tout le jauréssisme, et Jaurès lui-même, n'ont-ils pas plaidé dans l'Internationale précisément pour ce social-pacifisme ?

Et y a-t-il quelqu'un qui puisse mettre en doute que le tribun français, si la balle de l'assassin ne l'avait emporté dans la tombe, serait maintenant membre du cabinet des ministres et prônerait, avec tout le parti français, le social-chauvinisme ? Et, restant fidèle à lui-même, Jaurès pourrait-il imaginer pour l'avenir autre chose que cette même perspective d'un « pacifisme international organisé » ?

Tel a été le malheur de la II^e Internationale, en cela a résidé son impuissance, que toujours y a existé — et prévalu ! — le courant qui, au lieu de lever le drapeau du socia-

lisme de combat, au lieu d'enseigner la tactique de la guerre civile, prêche le pacifisme international, lequel conduit fatalement à la tactique de « l'Union sacrée ».

Nous applaudissons tous, maintenant, l'*Independent Labour Party* parce que, loin de tomber aux pieds du gouvernement anglais, ce parti a eu assez d'honnêteté et de courage pour refuser de s'enrôler dans le camp des impérialistes, pour ne pas se vendre au social-chauvinisme. Mais il ne faut pas se faire d'illusions.

L'*Independent Labour Party* a été, est et sera partisan non du marxisme de combat, mais du « pacifisme international organisé ». L'*Independent Labour Party* est, pour un temps, notre compagnon de route, mais ce n'est pas pour nous un solide allié. S'il a de l'honnêteté et du courage, il lui manque un programme socialiste consistant. N'oublions pas qu'il a déjà donné son adhésion aux fameuses résolutions de la conférence de Londres, dans laquelle de désinvoltes social-chauvins ont fait ce qu'ils voulaient.

Dans le mouvement ouvrier anglais, il y a trois courants : celui du social-chauvinisme, suivi par le *Labour Party*, par la majorité des trade-unions, par la moitié du parti socialiste britannique (Hyndman), par les petit-bourgeois de la ligue fabienne, etc., le courant social-pacifiste, représenté par l'*Independent Labour Party*, et le courant révolutionnaire marxiste, représenté par une très imposante minorité (presque la moitié) du parti socialiste britannique.

Mutatis mutandis, en définitive, nous trouvons le même partage dans la social-démocratie allemande. Le fameux « centre » kautskiste se prononce aussi, aujourd'hui, résolument pour la paix. En prônant le désarmement et les tribunaux d'arbitrage, en invitant les impérialistes à renoncer aux dernières extrémités et à pratiquer un certain impérialisme pacifique, Kautsky se rapproche depuis longtemps des social-pacifistes. Et, de même que ces derniers, il se montre en fait, dans toutes les choses sérieuses, l'allié des opportunistes en temps de paix, l'allié des social-chauvins en temps de guerre.

Le social-pacifisme repousse, en paroles, le pacifisme « humanitaire » des petit-bourgeois. Mais, en réalité, l'un et l'autre sont frères de la même couche. Et l'autre partie

s'en aperçoit parfaitement. L'organe international des pacifistes, *Die Menschheit*, écrivait assez récemment, avec toute raison :

« Remarquables sont les décisions de la conférence de Pâques de l'*Independent Labour Party*. On peut penser qu'elles sont empruntées, mot à mot, à nos écrits (*c'est-à-dire à la littérature pacifiste*)... Kautsky a publié une brochure intitulée *L'Etat national, l'Etat impérialiste et l'union des Etats*. Le titre seul suffit à montrer à quel point Kautsky se trouve dans le cercle des idées pacifistes. »

[...]

« Le pacifisme de principe a toujours été étranger à la social-démocratie, dans la mesure où elle s'appuyait sur le marxisme orthodoxe », écrivait récemment, en blâmant les marxistes, M. Struhve, qui félicite les social-chauvins français (et avec eux Plekhanov) de maintenir, par leur conduite actuelle, la tradition du « grand orateur pacifiste Jean Jaurès ». Struhve a raison. *Oui*, le principe du pacifisme a toujours été étranger au marxisme orthodoxe. En 1848-1849, Marx appelait nettement l'Allemagne révolutionnaire, après sa victoire sur l'absolutisme dans le pays, à engager, conjointement avec la Pologne révolutionnaire, une guerre *révolutionnaire* d'agression contre le tsarisme, contre ce gendarme international, contre cette redoute de la réaction internationale.

De la part de Marx, pareille conduite n'a évidemment rien de commun avec le pacifisme de principe. En 1885, Jules Guesde se réjouissait des menaces de guerre qui s'affirmaient alors entre la Russie et l'Angleterre, espérant que, de cette catastrophe, sortirait une révolution sociale. Lorsque Guesde se conduisait ainsi, lorsqu'il appelait le prolétariat à utiliser la guerre entre deux puissances géantes pour hâter le déclenchement de la révolution prolétarienne, il était bien plus marxiste qu'en ce moment, où, avec Sembat, il continue la tradition du « grand orateur pacifiste Jean Jaurès ».

En 1882, Frédéric Engels (voir sa lettre à Kautsky, du 12 septembre 1882, sur la lutte contre la politique coloniale, dans la brochure de Kautsky *Le Socialisme et la Politique coloniale*, page 79 de l'édition allemande) écrivait : « Un prolétariat vain-

queur ne peut essayer de faire par la violence le bonheur d'un autre peuple sans compromettre par là sa propre victoire. Mais cela n'exclut en aucun cas, bien entendu, certaines guerres défensives » (c'est-à-dire les guerres de tel ou tel prolétariat vainqueur dans son pays contre des pays qui se battent pour soutenir le capitalisme). Engels, en parlant ainsi, se donnait pour adversaire du principe pacifiste et parlait en marxiste révolutionnaire.

Oui, nous sommes autres que des pacifistes de principe, nous ne nous déclarons nullement opposés à toutes les guerres. Nous sommes ennemis de *leurs* guerres, nous sommes contre les guerres d'opresseurs, contre les guerres impérialistes, contre les guerres qui ont pour but la réduction en esclavage d'innombrables millions de travailleurs. Mais « les social-démocrates ne peuvent nier l'importance positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire des guerres non impérialistes, et, par exemple, de celles qui ont eu lieu de 1789 à 1871 pour briser une oppression étrangère et créer, sur des parcelles féodales, des Etats nationaux capitalistes, ou de celles qui peuvent avoir lieu pour sauvegarder les conquêtes réalisées par un prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie » (voir notre résolution sur le pacifisme dans le n° 40 du *Social-Démocrate*).

*
* * *

Mais tout cela a-t-il un rapport quelconque avec nos discussions russes, avec les désaccords qui existent entre nous sur la question de la paix, entre nous, par exemple, et le journal du « centre » russe, *Naché Slovo* (Notre Parole) ?

Indubitablement, ce rapport existe. Nous ne trouvons pas dans *Naché Slovo* de plaidoirie suivie avec esprit de conséquence

pour le principe du pacifisme selon Adler ; c'est la vérité. Mais la théorie de « la paix démocratique » est entièrement défendue par ce journal, qui rejette absolument notre point de vue, quand nous affirmons que « l'on se trompe profondément si l'on croit à la possibilité d'une paix démocratique sans une série de révolutions » (voir notre résolution dans le *Social-Démocrate*, n° 40). Et ce journal n'établit sûrement pas de différence bien tranchée entre les deux philosophies, les deux tactiques du pacifisme international organisé et de la préparation internationale organisée de la guerre civile...

Nous mettrons d'abord de côté un point de la discussion qui n'est que *d'apparence*. A en croire *Naché Slovo*, le *Social-Démocrate* commet « une grosse faute politique » quand il prétend ignorer le mouvement des masses qui a lieu sous le mot d'ordre de la paix, par exemple la manifestation des socialistes allemands devant le Reichstag, etc. (*Naché Slovo*, n° 100). C'est certainement faux. La manifestation dont on nous parle a été un événement des plus importants, et qui nous réjouit. Cette manifestation est devenue un événement politique parce qu'elle *ne s'est pas bornée* à proclamer le mot d'ordre de la paix, parce que les manifestants ont nettement protesté contre le social-chauvinisme, en sifflant Scheidemann. Et, du point de vue des marxistes révolutionnaires, on se demande pourquoi le mot d'ordre de cette manifestation aurait dû être seulement « la paix ». Pourquoi pas « du pain et du travail » ? Pourquoi pas « A bas le Kaiser » ? Pourquoi pas « La république en Allemagne » ? Pourquoi pas un « Vive la Commune à Berlin, à Paris et à Londres » ?

23 août 1915

Contre le Courant
T. I. – Ed. Maspero – 1970
– pp. 127 à 132

LÉON TROTSKY

En Autriche-Hongrie

La guerre me trouva à Vienne. De là partit le signal de la Première Guerre mondiale, après le meurtre de l'archiduc par de jeunes terroristes serbes. La vie intérieure de cette nation, déjà déchirée par des dissentiments internes qui la faisaient ressembler à une gigantesque maison d'aliénés, prit un caractère plus aigu en 1914. Là furent détruits les espoirs et tous les avantages acquis en 1906 grâce à la première révolution russe.

Celle-ci avait dégagé de façon décisive les contradictions de classe et rejeté « l'écœurante » lutte nationaliste, avec ses miasmes de chauvinisme. Après tout, chaque droit conquis, comme tout régime démocratique lui-même, n'est pas en soi un remède, mais met en lumière les plaies de toute société. Pour assainir la vie politique, il aurait fallu disposer d'un parti révolutionnaire capable de rassembler les prolétaires de toute nationalité et de s'opposer à l'impérialisme croissant.

Mais cela ne se produisit pas. L'acquisition du droit de vote coïncidait avec le reflux de la vague révolutionnaire russe et donnait un avantage décisif aux éléments opportunistes du socialisme en Autriche-Hongrie. La chasse aux mandats en un pays aux multiples nationalités était favorable à l'éclosion d'un opportunisme provincial et nationaliste. La social-démocratie « réaliste », c'est-à-dire réformatrice et sachant s'adapter, perça grâce au chauvinisme, mais, ce faisant, accentua la chute du prolétariat.

En conséquence, il régnait, en Autriche-Hongrie, une atmosphère de profond désespoir qui n'existait pas en Russie malgré le caractère incomparablement plus horrible du despotisme russe.

La guerre s'avérait une issue à l'impasse où se trouvait l'impérialisme austro-hon-

grois, qui espérait effectuer la soudure totale de la monarchie à la flamme de l'incendie mondial. Il en était de même pour la petite bourgeoisie chauvine, qui, ayant à supporter la concurrence du commerce international, cherchait son salut là où il est le moins possible de le trouver. Même remarque pour la social-démocratie austro-hongroise.

Son chef, prudent et évasif, opportuniste mais tacticien habile et perspicace dans les limites de l'opportunisme, Victor Adler, laissa complètement tomber les rênes et céda la première place (à moitié volontairement, à moitié contre son gré) aux Austerlitz, Renner, Zeiss et autres bourgeois auxquels la II^e Internationale a permis, et permet encore, de s'intituler « socialistes ». Tous poussèrent un soupir de soulagement. Je me souviens comment Hans Deutsch (actuellement, à ce qu'il paraît, ami du ministre de la Guerre) parlait ouvertement de l'inéluctable guerre « salvatrice » qui devait définitivement libérer l'Autriche du « cauchemar » serbe. La pourriture des cercles dirigeants sociaux-démocrates se révéla subitement dans toute son horreur.

Le sentiment de honte pour le parti et d'aversion envers les « faux marxistes » — qui n'attendaient que le moment favorable pour trahir ouvertement —, ce sentiment avait encore, à ce moment-là, gardé toute sa fraîcheur, et la désillusion n'en était que plus douloureuse !

Je me vis obligé de quitter Vienne, où j'avais passé sept ans de ma vie d'émigré. J'avais signé en arrivant (1907) l'engagement de rester dans les limites du territoire de la monarchie « bis auf Widerruf » (jusqu'à la clause contradictoire), c'est-à-dire jusqu'au moment où je serais mis dehors ! Ce qui, en principe, ne pouvait avoir lieu sans mon accord ! Escorté par les policiers autrichiens, le groupe bigarré des ressortissants russes fut dirigé vers la Suisse, le 3 ou le 4 août 1914 (nouveau style).

En Suisse

En Suisse, nous avons commencé à mesurer l'ampleur du krach qui allait se produire, frappant ainsi toute l'organisation socialiste internationale et, de suite, nous avons cherché quelles seraient les voies conduisant au salut. La petite nation neutre, resserrée entre trois des principaux belligérants (un quatrième se préparant seulement à la lutte : l'Italie), était devenue une arène politique où les marxistes russes, de temps à autre, pouvaient avoir la vision des événements qui se déroulaient. Quant à moi, je sentis la nécessité de me rendre compte de ce qui se passait dans le monde. Cela me contraignit à tenir un journal, c'est-à-dire une forme de littérature dont je n'avais jamais usé jusqu'à ce jour. Je ne renouvelai cette expérience qu'une seule fois ensuite, dans une prison espagnole, après mon expulsion. Cependant, quand après deux ou trois semaines, les journaux socialistes allemands et français reçus à Zürich donnèrent un tableau clair de l'immense catastrophe politique et morale du socialisme, la forme de mon journal changea. Il devint un pamphlet critique et politique. Le marxisme ne pouvait pas se laisser aller au découragement devant le visage terrifiant des événements ! Qu'importent l'effondrement, la trahison et la désertion politiques ! Le marxisme devait démontrer que c'est seulement en vainquant politiquement et en rejetant les superstructures de la II^e Internationale que le prolétariat pourrait se frayer un chemin jusqu'à la voie du développement révolutionnaire. Ce processus cruel, mais sauveur, ne pouvait qu'être accéléré par les horreurs et la sauvagerie de la guerre. J'écrivis une brochure, *La Guerre et l'Internationale*, qui fut éditée à Zürich en novembre 1914 et qui, grâce à la collaboration de Fritz Platten, fut assez largement diffusée en Suisse, en Allemagne et en Autriche.

Destinée aux pays de langue allemande et éditée en cette langue, la brochure attaquait en première ligne la social-démocratie allemande, Parti leader de la II^e Internationale. Evidemment, il était souligné que... les Français, ayant décapité leur roi, vivaient fort bien en République ! En analysant le servilisme méprisable de l'idéologie de guerre allemande, la brochure ne laisse aucun doute quant à ce qui suit : à

savoir que, devant une nouvelle contradiction de l'histoire, l'impérialisme et le socialisme — en guerre avec leurs slogans, leurs programmes et leurs antagonismes — représentent tous deux une réaction en armes qu'il faut écraser et rejeter hors du chemin de l'histoire. Etant donné la façon dont elle avait été rédigée, la brochure reçut l'accueil qu'on pouvait en attendre de la part de la presse social-patriote. Je me souviens du leader des journalistes chauvins, Heilemann, déclarant ouvertement que l'œuvre était d'un fou, mais conséquente avec elle-même en sa propre folie. Il va de soi qu'il ne manquait pas de remarques prétendant que ladite brochure était inspirée par un patriotisme secret et qu'elle se révélait une arme de la propagande des Alliés. Le tribunal allemand estima l'ouvrage irrévérencieux envers les Hohenzollern et condamna l'auteur, par contumace, à quelques mois de prison. J'ignore totalement si la République de Ebert me tiendra compte de cette condamnation...

Je reçus une invitation du journal *Kievskaja Mysl* me demandant de me rendre en France au titre de correspondant de guerre. Pendant toute la période de mon séjour à l'étranger, j'avais conservé des liens avec la rédaction de ce journal. Il se signalait, dans les milieux révolutionnaires internationaux en général et dans ceux de Kiev en particulier, pour son radicalisme non clairement avoué avec une « pointe » de marxisme. Comme « l'intelligentsia » de Kiev se compose de propriétaires terriens et qu'il s'y trouve peu d'industrie, la lutte des classes n'y atteint pas le degré constaté à Petrograd ou dans les autres centres du mouvement ouvrier. La pression politique du pouvoir, s'appuyant sur celle du nationalisme, obligeait l'opposition bourgeoise à se parer de la nuance du radicalisme. Cela explique la ligne de conduite suivie par la rédaction qui, ne s'identifiant ni à la social-démocratie ni à la classe ouvrière, faisait une large place à des collaborateurs marxistes et leur permettait d'expliquer les événements, en particulier ceux de l'étranger, d'après leur point de vue révolutionnaire. Pendant la guerre des Balkans, alors que la mentalité impérialiste ne s'était pas encore emparée des cercles de la petite bourgeoisie, j'eus l'occasion, dans les colonnes de ce même journal, de mener une lutte ouverte contre les fourberies et les crimes des diplomates alliés

dans les Balkans, et aussi contre l'impérialisme « néo-slave ». Sur ce terrain, l'opposition des « kadets » [constitutionnels-démocrates] avait conclu alliance avec la monarchie. J'acceptai la proposition d'autant plus volontiers qu'elle me donnait la possibilité de me glisser plus près de la vie politique française en cette époque critique. Après quelques hésitations, le journal, cédant à la pression de l'opinion bourgeoise et les instances de ses collaborateurs sociaux-patriotes, donna complètement dans le patriotisme, s'efforçant de conserver tout juste « une lueur d'honorabilité ».

A Paris

Le Parti socialiste français se trouvait totalement démoralisé. Jaurès avait été assassiné, la veille de la guerre. Vaillant, vieil antimilitariste, s'était converti à la tradition patriotique de Blanqui dès les premiers jours de l'offensive allemande, et rédigeait, chaque jour, pour le compte de l'organe central du parti, *l'Humanité*, des articles empreints du chauvinisme le plus échevelé. Jules Guesde, le leader de l'aile marxiste, s'étant épuisé en une lutte accablante contre les fétiches de la démocratie, à l'exemple de son ami Plekhanov, se révéla seulement capable de porter sur l'autel « de la Défense nationale » le restant de ses pensées politiques et de son autorité morale. Le superficiel journaliste Marcel Sembat secondait Guesde dans le cabinet Briand. Se mettant en pleine lumière, après avoir agi dans l'ombre, grand maître des petites causes, Pierre Renaudel, devint chef du parti à la place de Jaurès, dont, au prix d'efforts éreintants, il tentait d'imiter les gestes et les éclats de voix. Longuet prenait parti pour Renaudel, mais avec une certaine réserve. Le syndicalisme officiel était représenté par le président de la C.G.T., M. Jouhaux, qui, reniant ses idées, prenait le même chemin. L'auto-satisfait, le bouffon pseudo-révolutionnaire Hervé, ex-militariste acharné, retournait sa veste et suivait la même route. Divers membres séparés de l'opposition étaient disséminés çà et là, mais ne donnaient, pour ainsi dire, aucun signe de vie. Aucune perspective d'un avenir meilleur !

Parmi les émigrés russes résidant à Paris, particulièrement chez les membres de l'intelligentsia S.R., le patriotisme s'épanouissait en fleurs doubles. Quand Paris se trouva

précisément menacé, un nombre important de ces émigrés s'engagèrent dans l'armée française. Les autres assaillaient les parlementaires et la presse bourgeoise, démontrant par tous les moyens qu'ils n'étaient pas de simples émigrés, mais des alliés sincères. En revanche, les éléments prolétariens étaient désorientés et indécis. Plusieurs d'entre eux, qui avaient eu la possibilité de fonder une famille française, cédaient au courant patriotique. Mais la plupart résistaient et s'efforçaient de comprendre où se trouvait la bonne voie.

Goloss (La Voix) et Naché Slovo (Notre Parole)

En ces circonstances, deux émigrés russes assez peu connus fondèrent un modeste quotidien en langue russe. Cet organe avait à résoudre le problème suivant : renseigner les milliers de prolétaires abandonnés par leur pays et en même temps maintenir leur intérêt sans cesse croissant envers les gigantesques événements journaliers.

Le journal s'efforçait (c'était d'ailleurs là son but) d'éclairer lesdits événements à la lueur du socialisme international et de ne pas laisser s'éteindre l'esprit de solidarité entre les peuples. Les noms de ces deux initiateurs, de ces deux organisateurs et travailleurs infatigables, acquirent par la suite une grande célébrité pendant la révolution. Antonov-Ovseenko, actuellement commandant en Ukraine, et Manouïlsky (Bezrobotny), membre de la délégation soviétique en Ukraine. Ils étaient des publicistes sincères, doués de lyrisme, mais à des degrés différents : Manouïlsky était plus analytique, le second plus pathétique, mais tous deux étaient ardemment dévoués à leur tâche. Manouïlsky tomba malade, atteint de tuberculose pulmonaire, et fut envoyé en Suisse pour se soigner, et d'où, plus tard, il participa au mouvement. Le journal reposa alors entièrement sur les épaules d'Antonov. Et cela n'est pas uniquement une figure de rhétorique : non seulement il écrivait des articles, tenait la chronique journalière sur la guerre, traduisait les télégrammes et effectuait les corrections, mais encore il emportait « sur ses épaules » des ballots entiers des éditions fraîchement imprimées. Ajoutez à cela qu'il organisait des concerts, des spectacles, des

soirées au bénéfice du journal et acceptait toutes sortes de dons destinés à une loterie. Le journal sortait avec des difficultés matérielles et techniques sans cesse croissantes. Avant la sortie du premier numéro, il restait en caisse trente francs. Toute personne nantie d'un certain bon sens aurait pensé qu'il était impossible d'éditer un journal révolutionnaire quotidien dans les conditions imposées par la guerre, par le chauvinisme enragé et la censure malveillante. Cette publication eut d'autant plus de mérite à paraître, avec de courtes interruptions, qu'elle continua d'exister, sous une autre appellation, jusqu'à la révolution russe, c'est-à-dire pendant deux ans et demi.

La guerre, après que les armées allemandes eussent été contenues sur la Marne, devint de plus en plus cruelle et sans merci. Elle ne tenait compte ni de ses victimes ni des dépenses énormes qu'elle exigeait : des milliards ! *Naché Slovo*, lui, qui avait déclaré la guerre au monstre impérialiste, faisait état dans sa comptabilité de sommes de dix francs ! Une fois par semaine au moins, il semblait que le journal ne pourrait survivre aux exigences financières ! Aucune issue ! Et pourtant, il s'en trouvait toujours une ! Les typographes se passaient de manger. Antonov portait des chaussures trouées ! Et à nouveau le miracle s'accomplissait ! Le numéro suivant sortait. La principale ressource provenait des soirées organisées par le journal. Afin de nous couler, la préfecture interdit les concerts. Les dons augmentèrent ! La personnalité moscovite bien connue Chakhov, sympathisant à « l'idée », se trouvant justement à Paris, nous envoya de façon inattendue la somme de 1.100 F accompagnée d'un mot : « contre l'arbitraire ». Il s'avéra qu'il s'était informé de l'importance de la somme maxima rapportée par une soirée et il nous faisait un don égal.

Dès mon arrivée à Paris, je trouvai le journal en son second mois d'existence. Un des collaborateurs les plus actifs en cette première époque était Martov, qui priva le journal de l'objectivité indispensable. Martov gardait l'espoir de faire revivre le parti à l'aide du social-patriotisme, alors que l'aile gauche était convaincue de la faillite totale de la II^e Internationale et de la nécessité absolue de former l'Union combattante des socialistes révolutionnaires. En d'autres termes,

le journal était, au début, l'organe d'un bloc provisoire comprenant des membres de l'actuel centre gauche (Internationale II et ½ !) et des actuels communistes. Le bloc en arriva bientôt à une polémique interne acharnée et ensuite à une cassure totale. Peu après Zimmerwald, Martov rompit avec *Naché Slovo* [...].

A Genève, pendant la guerre, le journal *Sozial-Demokrat*, sous la direction de Lénine, sortit environ 33 numéros. Les différences de points de vue entre *Naché Slovo* et *Sozial-Demokrat* s'amenuisaient à mesure que se creusait le fossé entre les sociaux-patriotes et les sociaux-pacifistes. Le fait même de la participation de Martov à *Naché Slovo* — lequel Martov, oubliant son ex-glissement à gauche, continuait à démontrer que les mencheviks n'avaient pas évolué sur le plan de l'internationalisme — ne pouvait que brouiller les cartes. La critique de *Sozial-Demokrat* était, sous ce rapport, irréprochablement juste et aida l'aile gauche à débusquer Martov. En outre, elle donna au journal, après la Conférence de — une tournure plus précise et sans compromis. A la seconde Conférence de Zimmerwald (Kienthal), la rupture entre le journal *Naché Slovo* et les internationalistes du type Martov devint un fait accompli. Martov se poussa à nouveau vers la droite et marcha la main dans la main avec Axelrod, qui unissait francophilie et pacifisme, plaçant au-dessus de tout sa haine envers le bolchevisme [...].

Il y avait trois points de désaccord (et particulièrement quand la rédaction passa entre les mains de « l'aile gauche ») entre les deux journaux. Ces trois points concernaient le défaitisme, le combat pour la paix et le caractère de la révolution grandissante en Russie. *Naché Slovo* refusait le défaitisme. *Sozial-Demokrat* dénonçait le slogan « la lutte pour la paix », craignant que celui-ci ne cache des tendances pacifistes, et lui opposait la guerre civile. Pour finir, *Naché Slovo*, pensait que l'objectif du parti était la prise du pouvoir au nom de la révolution socialiste. *Sozial-Demokrat* tenait pour la dictature « démocratique » paysanne et ouvrière. La révolution de Mars balaya ces différences.

Mars 1919

In *La Guerre et la Révolution* —
Ed. de la Tête de Feuilles - T. I - pp. 13 à 29

ZIMMERWALD

Introduction

Très vite, les militants russes hostiles à la guerre tentent, malgré leurs divergences, de regrouper leurs maigres forces avec celles de militants d'autres pays hostiles à la guerre.

Le 14 février 1915, se tient à Londres une conférence des partis socialistes d'Angleterre, Belgique, France et Russie. Lénine y envoie Litvinov lire une déclaration condamnant le vote des crédits de guerre et demandant que les ministres socialistes (Vandervelde, Guesde, Sembat) abandonnent sans délai leurs postes ministériels. Le président de séance interdit à Litvinov d'achever la lecture de son texte.

Du 26 au 28 mars, Berne accueille la Conférence socialiste internationale des femmes à l'initiative de la socialiste allemande Clara Zetkin, opposée à la guerre et à l'Union sacrée. Seules des femmes y sont admises. Lénine y participe sans y assister. Inessa Armand et quatre autres bolcheviques le représentent. Lénine, tendu, les attend assis dans un café voisin pour leur transmettre ses consignes. Le discours d'Inessa Armand impressionne l'assistance, dont la majorité néanmoins, préférant la lutte pour la paix, rejette sa motion rédigée par Lénine prônant la préparation de la guerre civile. Lénine lui conseille alors de voter la résolution majoritaire en demandant que le texte de la résolution bolchevique soit publié dans le compte rendu, ce qui sera fait. Il participe donc à l'unité tout en préservant l'affirmation de sa position

communiquée à tous les correspondants.

Lénine ne peut non plus participer à la Conférence internationale de la Jeunesse socialiste convoquée à Berne du 4 au 6 avril et qui réunit quatorze délégués de dix pays à l'initiative du jeune socialiste allemand Willy Munzenberg. Il réussit à y faire mandater Inessa Armand, âgée pourtant de quarante ans, et le jeune Safarov. Le scénario de la conférence des femmes se reproduit. La conférence vote une résolution « regrettant » l'attitude des dirigeants socialistes oublieux de leurs engagements d'avant la guerre et réclamant « la fin immédiate de la guerre ». Inessa Armand y oppose une motion condamnant l'attitude des dirigeants socialistes et le caractère impérialiste de la guerre, rejetée par 14 voix contre 4. Inessa Armand propose alors un résumé du texte en amendement à la résolution majoritaire, rejeté par le même nombre de voix. Elle téléphone à Lénine, qui lui conseille de procéder comme à la conférence des femmes : voter le texte majoritaire et demander la publication de la motion bolchevique rejetée. Ce qui sera aussi fait.

En mai 1915, le Parti socialiste italien convoque en Suisse une conférence internationale de partis ou fractions de partis socialistes, dont le socialiste suisse Robert Grimm assure la difficile organisation. Pour la préparer, Lénine rédige *La faillite de la Deuxième Internationale*. Il voit la source de cette faillite

dans la victoire du « courant opportuniste », à savoir la bureaucratie ou aristocratie ouvrière, couche qui s'est détachée de la masse des ouvriers en ramassant les miettes tombées de la table des capitalistes. En se ralliant à son Etat national, cette aristocratie a défendu ses intérêts étroits et interdit toute réaction de la classe ouvrière, qu'elle organise du sommet des partis et syndicats, à la préparation, puis à la déclaration de la guerre.

Lénine attaque surtout Kautsky, le théoricien social-démocrate qu'il a tant admiré et dont les sophismes alambiqués visent à justifier les sociaux-patriotes... sans se compter dans leurs rangs. Il lui consacrera une brochure entière, *Le renégat Kautsky*, l'année sui-

vante. Sa violence verbale contre le pape du marxisme est le revers de son ancienne admiration. Mais lorsqu'il traite Kautsky de « prostituée », il ne fait que reprendre un mot de Rosa Luxemburg et de Franz Mehring !

Il peut donc participer à la conférence qui réunit à Zimmerwald trente-huit délégués venus de onze pays : dix sociaux-démocrates allemands, huit russes (des bolcheviks, dont encore Inessa Armand, la seule participante aux quatre conférences contre la guerre, des mencheviks de plusieurs nuances, des socialistes-révolutionnaires et Trotsky), un Letton, trois Polonais, cinq Italiens, un Roumain (Christian Racovsky), un Bulgare, deux Norvégiens-Suédois, une Hollandaise, deux Français et quatre Suisses.

L'ORGANISATION DE LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

A. L'organisation

Robert Grimm a publié ses souvenirs concernant l'organisation de la conférence de Zimmerwald. Nous en reproduisons ici la partie essentielle.

Les efforts en faveur de la paix ne pouvaient cependant dépendre de la situation effective des armées combattantes. Dans les pays en guerre, il fallait, idéologiquement, ou bien admettre la guerre jusqu'à ses conséquences extrêmes, ou bien remplir son devoir de socialiste. Cette dernière attitude impliquait, idéologiquement, une action commune et simultanée dans tous les pays en guerre.

Mais il était trop tard pour agir ainsi. Les partis socialistes engagés dans la guerre ne pouvaient plus reculer. Ils étaient obligés de suivre le chemin sur lequel ils s'étaient engagés.

Ils y étaient d'autant plus contraints qu'une opposition commençait à poindre dans différents pays, au fur et à mesure que la guerre s'étendait. Cette opposition ne groupa au début que de petites et modestes minorités. Il s'agissait de les réunir avec précaution.

Les rangs de l'opposition n'étaient formés, du moins en partie, que d'éléments guidés par le sentiment. Les adversaires réfléchis de la guerre, conscients des causes de la conflagration mondiale, se comptaient sur les doigts de la main. Il convenait donc d'agir dans deux directions. L'action vivante des adversaires de la guerre devait prendre racine dans tous les pays. Un vaste rassemblement international ne pouvait être réalisé que si l'on traçait une ligne de lutte contre la guerre, aussi uniforme que possible.

Il s'agissait de créer cette base. Si minime et si insignifiante que puisse paraître aujourd'hui le contenu définitif du mani-

este de Zimmerwald en regard de la tâche historique énorme qui se posait au prolétariat, il n'en reste pas moins qu'il fallut discuter durant des mois pour trouver une base commune.

Le comité du parti italien avait pris l'initiative de convoquer une conférence préparatoire formée de sept membres. Elle s'était réunie à Berne, en juillet 1915, et avait fixé les premières directives pour la conférence projetée, dont la tâche n'était pas de créer une nouvelle Internationale. Les efforts devaient tendre à provoquer une action internationale en faveur de la paix. On se basa sur le besoin d'une lutte immédiate et l'on parvint à créer une sorte de front unique en dépit de la diversité des tendances et des points de vue politiques.

La conférence devait rester secrète par égard pour les représentants des pays en guerre. En qualité d'organisateur de la conférence, j'en avais reçu l'ordre strict de la conférence préparatoire. C'est pourquoi l'invitation à la conférence ne faisait pas mention du lieu où elle devait se tenir. Je fis savoir simplement que le premier rendez-vous était Berne. Personne n'en savait davantage. Ces instructions très rudimentaires s'imposaient déjà à cause de la présence à Berne de nombreux diplomates, de leurs agents et d'un essaim d'espions.

Kroupskaïa, la femme de Lénine, fait erreur quand elle écrit, dans ses mémoires, que Lénine s'est rendu à Zimmerwald déjà avant la conférence. C'était impossible, puisque, en dehors de moi, personne n'avait connaissance du lieu de la réunion.

La population même de Zimmerwald n'avait pas la moindre idée de ce qu'étaient ces gens réunis dans le village, ni de ce qu'ils venaient y faire. Ils ne le surent que plus tard, quand les résolutions de la conférence furent publiées et une fois que les participants furent depuis longtemps déjà

retournés chez eux. Il est vrai que les citoyens de Zimmerwald protestèrent alors véhémentement contre « l'abus » consistant dans la réunion d'une conférence internationale dans leur commune, qui aurait jeté le discrédit sur son nom.

Mon choix s'était porté sur Zimmerwald parce que, en dehors de toute voie de communication et à deux heures seulement de Berne, l'endroit se prêtait au camouflage. Il s'y trouvait en outre une pension tranquille, offrant les possibilités nécessaires de nourriture et de logis.

Un certain nombre de participants durent, il est vrai, loger dans un dortoir commun et se contenter de couvertures de laine fournies par l'asile des pauvres de Kühlewil, situé non loin de là.

Je fixai le lieu de rendez-vous des participants (ils étaient quarante-deux) à l'Eigerplatz, à Berne. De là, nous nous transportâmes en chars à bancs à travers des prairies et des forêts verdoyantes et romantiques jusque sur les hauteurs de Längenbergl pendant ce temps, j'évinçai toutes les questions qui m'étaient posées sur le but de notre voyage. Nous arrivâmes, après maints détours, dans le site idyllique de Zimmerwald, avec son panorama admirable sur les Alpes bernoises et fribourgeoises. Pour éviter toute fuite, je fis bloquer le courrier, qui ne fut expédié de Berne que quelques jours après la clôture de la conférence.

Toutes ces précautions s'imposaient pour éviter que les participants des pays en guerre ne fussent arrêtés par la police en rentrant chez eux.

Les mesures que j'avais prises se sont avérées judicieuses. Pendant les jours où se tint la conférence (du 5 au 8 septembre 1915), le secret sur le but et le caractère de la conférence fut entièrement gardé. Malgré les débats, où l'on élevait parfois la voix, aucun son ne sortit des locaux de réunion. Dans le village, on parlait des « touristes » distingués qu'abritait Zimmerwald, qui, ensuite, propagèrent son nom à travers le monde et jusque dans les tranchées.

La conférence désigna un bureau dénommé « Commission socialiste internationale de Berne ». Elle se composait d'O. Morgari, député à la Chambre italienne, et de deux conseillers nationaux

suisses, Charles Naine et Robert Grimm. Angelica Balabanova avait été désignée comme traductrice.

On voyait, dans les rangs des participants, les députés allemands Georges Ledebour et Adolf Hoffmann, ce dernier connu sous le sobriquet de « Zehn-Gebote Hoffmann » (Hoffmann des dix commandements) ; les députés italiens G. Modigliani et Constantino Lazzari ; A. Bourderon et E. Merrheim, de France ; de Scandinavie, Zeta Höglund et Ture Nerman ; de Hollande, Henricte Roland-Holst ; les Suisses Naine et Grimm. Parmi les Russes : Lénine (bolchevik), Paul Axelrod (menchevik), M. Broboff (socialiste révolutionnaire). Il y avait en outre des Polonais, St. Lapinsky, A. Warski et Cz. Hanezki, un Roumain, Rakovsky, et un Bulgare, Wassil Kolarov.

Tous ces délégués ont signé de leur nom, à la fin de la conférence, le « Manifeste de Zimmerwald ». Cet appel remua un peu le monde et remplit d'espoir la classe ouvrière internationale, pour autant qu'elle comptait encore sur la paix et était restée fidèle à la foi socialiste.

Parmi les autres participants, je cite encore Léon Trotski, plus tard collaborateur intime de Lénine et organisateur émérite de l'armée révolutionnaire russe, Martov, théoricien de valeur des mencheviks, Fritz Platten, secrétaire du Parti socialiste suisse, qui se comptait parmi les bolcheviks, Gregori Zinoviev, qui passait pour être le porte-parole docile de son maître, puis Radek, journaliste très versé dans les questions coloniales, mais sans caractère transcendant, et, enfin, Jean Bersine, Letton, qui, en 1918, fut le premier à représenter l'Union soviétique en Suisse.

La conférence de Zimmerwald ne se composait donc pas de socialistes de même tendance. Dès le début, les bolcheviks firent bande à part. Ils restèrent en minorité sur tous les points qu'ils présentèrent, mais durent se rallier à la majorité pour sauvegarder l'unité de ce premier appel à la classe ouvrière internationale.

La lecture d'une déclaration des représentants allemands et français ouvrit des débats parfois douloureux. Lénine et son groupe ne voulaient pas d'une simple déclaration idéologique de lutte contre la guerre. La tâche de la conférence — disaient-ils — était d'expliquer aux masses que la lutte

contre la guerre doit être reliée à la nécessité de la révolution sociale. Partant de leur analyse de l'impérialisme, les léninistes croyaient à la révolution mondiale imminente, précipitée par la guerre. Ce faisant, ils songeaient moins à la Russie qu'aux pays capitalistes dont le développement industriel avait été favorisé par la haute finance.

La majorité de la conférence ne partageait pas ce point de vue.

Une discussion théorique sur l'opinion de la minorité n'eût certes pas manqué d'intérêt, mais c'eût été dépasser le but fixé à la conférence. Etant donné la divergence des points de vue, tout le travail de la conférence risquait d'en souffrir. La conférence ne pouvait davantage se faire l'instrument d'une seule tendance politique. Le mot d'ordre devait être de rassembler toutes les forces désireuses de lutter contre la guerre, contre la politique « jusqu'au-boutiste » et pour le retour à la solidarité internationale.

La conférence décida de lancer un appel dans ce sens, appel que je rédigeai avec Trotski dans un jardin ombragé de Zimmerwald. Jamais les participants à la conférence de Zimmerwald n'oublieront le moment où, après les débats opiniâtres et

parfois passionnés entre les opinions divergentes, le moment du vote arriva. Il apporta l'unanimité sans une seule abstention. Même les bolcheviks se déclarèrent d'accord, non sans émettre des réserves, comme ils en ont l'habitude.

Il va de soi qu'il ne fallait pas surestimer cette entente réalisée sur le texte de l'appel. On savait que, derrière cette unité — les bolcheviks ne manquèrent d'ailleurs pas de le laisser entendre — se dissimulaient des menaces de scission. C'était néanmoins la première fois que, depuis la déclaration de guerre, un groupe de socialistes — bien qu'il s'agît, il est vrai, d'une petite minorité — ébranlés par l'écroulement de l'Internationale, et auquel le massacre des peuples répugnait, prenait résolument l'initiative de lancer un appel à la paix. Il espérait ainsi avoir donné, en plein carnage, un signal dont le sens serait compris par les travailleurs conscients.

Jules Humbert-Droz

*L'origine de l'Internationale communiste
- De Zimmerwald à Moscou
Ed. de la Baconnière - Neuchâtel
- pp.126 à 130).*



La première conférence internationale

(Histoire de sa convocation. - Sa composition.
- Sa physionomie idéologique)

L'initiative officielle de la convocation de la récente conférence appartient au parti socialiste italien. De fait, la préparation et la convocation furent surtout l'œuvre du rédacteur de la *Berner Tagwacht*, R. Grimm.

La première question essentielle qui se posa fut celle-ci : quelle devait être la composition de la conférence ? A quel critérium devait-on recourir en lançant les convocations ? Fallait-il tenter de réunir d'authentiques social-démocrates de gauche, capables de former un groupe cohérent et d'élever le drapeau du marxisme militant, ou tenter de réunir tous les éléments actifs du mouvement ouvrier, désapprouvant plus ou moins l'attitude actuelle des partis officiels, disposés à combattre pour la paix, etc. ?

La résolution officielle des Italiens disait : convoquer les partis ou les fractions de partis — et, en général, d'organisations ouvrières — restés fidèles au principe de la lutte des classes et de la solidarité internationale, qui refusent les crédits de guerre, etc. Mais les organisateurs réels de la conférence furent enclins à en étendre autant que possible la composition et à convier, à toute force, des délégués du « centre » allemand. A la mi-juin eut lieu une conférence préliminaire, à laquelle assistèrent aussi des représentants du C.U. menchevik (P. Axelrod) et de notre comité central (G. Zinoviev). C'était au lendemain de la publication du manifeste de Kautsky, Haase et Bernstein contre les annexions, pour la paix. Il apparut que le plan des organisateurs était moins de réunir une conférence des gauches qu'une conférence du « centre », un peu mêlée de « gauches ».

Une déléguée autorisée de la « gauche » allemande se déclara pour la collaboration avec la « tendance Kautsky ». « Ne partageant pas les vues théoriques de Kautsky et de ses partisans, nous espérons les pousser à gauche », disait cette socialiste, dont un des organisateurs de la conférence nous

répéta les propos. Les organisateurs étaient absolument d'avis d'inviter le « centre allemand », représenté par Haase, Kautsky, Bernstein. D'aucuns même parlèrent d'inviter des opportunistes aussi avérés que Troelstra, Branting, etc. La proposition faite par notre C.C. de laisser à la gauche allemande — *Die Internationale* et *Lichtstrahlen* — le soin de décider de l'invitation du « centre » fut repoussée. Une autre proposition faite par notre C.C., de convoquer à la 2^e réunion préparatoire les gauches authentiques (Hollandais groupés autour de *Die Tribune*, Hoeglund pour la Scandinavie, *tessniaki* bulgares, partisans des *Lichtstrahlen* allemands, social-démocratie lettonne, etc.) fut également repoussée. P. Axelrod déclara officiellement que si Haase, Kautsky et leur « tendance » n'étaient pas invités, il se demanderait, lui, s'il pouvait participer à la conférence. L'évidence était qu'on s'orientait à droite vers l'union avec le « centre ». Il ne nous restait qu'à protester contre cette orientation et à prendre nos mesures pour la défense des droits des éléments vraiment révolutionnaires de la social-démocratie.

C'est dans ce sens — vers le rapprochement avec le « centre » — que fut, à n'en pas douter, dirigé tout le travail dans l'intervalle entre la réunion préliminaire et la conférence. On avait compté sans l'hôte ! Les organisateurs souhaitaient vivement se rapprocher du « centre » ; le malheur fut que celui-ci ne voulut pas se rapprocher d'eux. A la conférence même, les rapports des organisateurs tracèrent une image très nette de la situation. Kautsky, Haase et Bernstein cherchaient un rapprochement avec les social-patriotes français du type Renaudel — qui ne leur a d'ailleurs pas réussi non plus, en raison de la méfiance réciproque de ces nationalistes de marques différentes. Ils n'ont pas voulu de rapprochement avec les éléments internationalistes de gauche.

La conférence s'est ainsi trouvée débarrassée de la présence de « kautskistes »

francs, qui, feignant seulement de combattre les partis social-chauvins, sont en réalité les serviteurs du social-chauvinisme. Le manque de fermeté des « gauches » penchant vers le centre n'a pas fait grand mal, le *centre*, qui se sent beaucoup plus près des social-chauvins, n'ayant pas voulu aller au-devant des « gauches » indécises. Signe des temps.

La situation objective est telle que toutes les illusions sur le centre doivent se dissiper. Kautsky et Cie travaillent pour nous, marxistes révolutionnaires. Les kautskistes ouvrent les yeux à tout le monde, poussant peu à peu à des attitudes intransigeantes les internationalistes les plus indécis. Garantie de ce que l'internationalisme irréconciliable triomphera tôt ou tard dans l'opposition. Ou avec le social-chauvinisme ou avec le marxisme militant : la vie même pose la question en ces termes.

L'orientation des organisateurs de la conférence vers le « centre » a pourtant eu un effet fâcheux sur la composition de la conférence, et, surtout, de la délégation allemande. L'Allemagne était représentée par 10 délégués ; mais les internationalistes résolus n'étaient, dans cette délégation, que très faiblement représentés. La délégation allemande n'était pas unie. On y trouvait trois nuances. La majorité — 5 ou 6 personnes — avait à sa tête le député Ledebour, représentant des éléments de gauche qui oscillaient entre Liebknecht et Kautsky. Ledebour et ses amis ne votent pas les crédits de guerre ; ils s'abstiennent au vote. Leur argumentation à la conférence fut la suivante : le vote d'un groupe entier de députés du Reichstag contre les crédits de guerre équivaldrait à la scission du groupe parlementaire social-démocrate, scission équivalente à son tour à celle du parti. Or nous devons être patients, travailler à conquérir la majorité dans le parti. K. Liebknecht, en votant contre les crédits de guerre, en rompant avec la discipline du parti, n'a fait que le jeu des droitiers. L'obligation de voter contre les crédits de guerre, Ledebour ne peut pas l'accepter. Cette question, les Allemands seuls peuvent la résoudre chez eux. Telle fut l'attitude de la majorité de la délégation allemande.

Une autre nuance y était représentée par deux ou trois délégués (wurttembergois) auxquels d'autres se joignaient sur certaines

questions. Ces camarades, mécontents de l'abstention pure et simple au vote, se sentent plus près de Liebknecht. Mais ils manquent d'une vue générale du moment, hésitent à rompre avec le parti officiel — bien que ce dernier les ait exclus ; ils ne se sont pas encore débarrassés des traditions de la « vieille tactique éprouvée ».

La troisième nuance n'était représentée que par un délégué. Ce seul camarade soutint seul, sans réserves, la tactique de Liebknecht. Seul, il parla des social-chauvins et du « centre » sur le même ton que *Die Internationale* et *Lichtstrahlen*. (La majorité de la délégation allemande observait, en réponse, vis-à-vis de ce camarade, une attitude profondément déloyale.)

A la conférence, la délégation allemande s'est trouvée sensiblement inférieure à ce que nous nous représentions, d'après la presse, de la gauche social-démocrate allemande.

La majorité de cette délégation mit la conférence dans une situation intenable : la conférence des internationalistes ne put imposer cette chose élémentaire pour tout socialiste : le vote, aux parlements, contre les crédits de guerre. Ledebour avait ultimativement déclaré ne pouvoir accepter cette condition. Nous crûmes par moments avoir affaire, en Ledebour et ses amis, à des kautskistes.

Il serait injuste de juger de la gauche allemande par Ledebour et ses amis. On donna lecture à la conférence d'une lettre officielle d'un représentant très en vue de la gauche allemande, qui, sans le nommer, s'attaquait à Ledebour, exigeait « un verdict impitoyable contre les transfuges », insistait sur la nécessité de flétrir les hésitants, disait que la III^e Internationale ne pourrait s'édifier que sur les ruines de la II^e, etc.

En outre, une lettre privée d'un autre militant de la gauche allemande, encore plus en vue, circulait parmi les délégués. L'auteur de ce dernier document considérait comme une grosse erreur l'essai de rapprochement avec Kautsky-Haase-Bernstein et concluait que la tendance « conciliatrice » du centre ne pouvait que suivre la gauche.

Peut-être la situation de la gauche allemande dans le pays, dans les organisations,

dans le rang, est-elle beaucoup meilleure qu'elle ne s'est reflétée dans le miroir concave de la délégation Ledebour. En tout cas, la conférence a mis une chose hors de doute : la social-démocratie allemande a cessé, définitivement, de jouer son ancien rôle. L'héritage du passé y pèse encore trop lourdement sur les éléments d'opposition pour qu'ils puissent devenir les dirigeants de la nouvelle Internationale.

La France n'était représentée que par deux délégués : le syndicaliste Merrheim et le socialiste Bourderon. Cette petite délégation reflétait comme une goutte d'eau la situation transitoire du mouvement ouvrier français. La classe ouvrière est en France mieux jugulée que nulle part. L'ennemi occupe un sixième du territoire français ; ce fait opprime la conscience des masses. Le syndicalisme et l'anarchisme ont fait banqueroute, tout comme le socialisme officiel. Les ouvriers ne croient plus à personne. Toutes les redondantes promesses révolutionnaires, toutes les grandes phrases sur l'insurrection en cas de guerre, tous les boniments sur l'action directe, tout cela s'est révélé creux. Guesde est ministre ; Hervé est devenu crieur chauvin sur la place publique ; Jouhaux est, de fait, un agent de la bourgeoisie française.

L'opposition ne fait que commencer dans la classe ouvrière française. La fermentation est partout. Les meilleurs éléments du mouvement ouvrier français sont au carrefour. Une formidable renaissance commence. Merrheim, vrai fils de la classe ouvrière française et son représentant talentueux, incarne ce processus nouveau et profond. Du syndicalisme, il va vers le socialisme. Mais avec circonspection, en scrutant les alentours, sans vouloir encore entendre parler de théorie marxiste (la « théorie » a été, pour bien des délégués, une sorte d'épouvantail), sans consentir encore à parler de III^e Internationale.

Le parti socialiste italien avait envoyé quatre délégués. On sait que ce parti s'est séparé de ses social-chauvins, il y a trois ans, pendant la guerre italo-turque, justement parce que les opportunistes (Bissolati et autres) étaient devenus chauvins. Cette circonstance a facilité aux socialistes italiens l'adoption d'une attitude anti-chauvine dans la guerre de 1914-1915. D'autant plus

qu'ils avaient eu le temps d'observer les néfastes effets de la tactique social-chauvine et que leur bourgeoisie pouvait plus malaisément tromper les ouvriers en invoquant la « défense nationale ».

Qu'on ne croie pourtant pas que tout le parti socialiste italien se place sur les bases du marxisme. La moitié de la délégation (deux sur quatre) appartient à la gauche réformiste (les réformistes de gauche sont restés dans le parti après l'exclusion des réformistes de droite). Le pacifisme est vivant dans cette tendance, où l'on trouve même une nuance francophile ; quoi qu'il en soit, la résolution de combattre l'opportunisme, de bâtir la III^e Internationale sans les opportunistes, malgré les opportunistes, leur fait défaut. Les Italiens ont beaucoup de sincérité socialiste, de dévouement, d'honnêteté, mais n'ont pas encore une politique fermement marxiste.

La fédération balkanique était représentée par deux hommes : le *tessniak* bulgare Kolarov et le délégué du parti roumain Rakovsky. Les *tessniaki* bulgares sont marxistes. Ils ont soutenu dans leur pays une longue lutte contre les liquidateurs — appelés *socialistes larges* — devenus maintenant de zélés disciples de Plekhanov. Les camarades *tessniaki* ont chez eux une excellente attitude combattive. Dans l'Internationale, ils n'ont pas, pour l'instant, autant de résolution. Rakovsky fait, dans sa nouvelle brochure, des concessions à l'idée de « défense nationale » ; à la conférence, il s'est déclaré partisan de la reconstruction de la II^e Internationale, n'étant point désireux d'engager avec les opportunistes une lutte à fond.

De Suède et de Norvège étaient venus les camarades Hoeglund et Nehrman. De fortes organisations sont derrière eux. Les gauches ont en Suède trois journaux quotidiens. A la Chambre, le groupe Hoeglund compte treize députés ; dans certains votes, le nombre de ses adhérents monte à trente. Depuis de longues années, le groupe Hoeglund combat, avec succès, l'opportuniste Branting. En Norvège, l'organisation des jeunes est le rempart de la gauche. Les Suédois et les Norvégiens ont adopté des résolutions détaillées sur la guerre, dans l'esprit même de notre comité central, avec lequel d'ailleurs les camarades scandinaves ont agi de concert.

La Hollande n'était représentée que par la camarade Roland-Holst, qui occupe, dans son pays, une position médiane entre les marxistes (*Die Tribune*, Gorter, Pannekoek) et les opportunistes.

La Pologne avait trois délégués : Radek (opposition social-démocrate), Warski (direction du parti social-démocrate polonais) et Lapinski (parti socialiste polonais).

La Suisse était représentée par Grimm, Naine, Platten.

La Russie l'était de la façon suivante : comité central (bolcheviks), Lénine et Zinoviev ; comité unitaire (mencheviks), Axelrod et Martov ; rédaction du *Naché Slovo*, invitée comme le *Bund*, on ne sait pourquoi, séparément du C.U., Trotsky ; parti socialiste-révolutionnaire, Bobrov (comité central) et Gardenine (rédaction de la *Vie*) ; social-démocratie lettone, Winter ; *Bund* juif, Klemansky (envoyé à titre d'informateur).

Ainsi, la conférence eut une composition assez disparate. À côté de marxistes convaincus, on y voyait des socialistes sentimentaux, des hésitants attirés par le « centre », des camarades influencés encore par le pacifisme, des partisans du réformisme et du syndicalisme que la situation actuelle pousse désormais dans d'autres sens, etc.

Dès le premier jour, une gauche marxiste cohérente de sept à huit personnes se forma. Elle eut parfois jusqu'à dix et onze représentants. On y trouvait : les délégués du C.C. du parti ouvrier social-démocrate russe, de la social-démocratie lettone, de l'opposition polonaise, de la Suède, de la Norvège, et un délégué allemand. Cette gauche ne cessa d'agir avec un ensemble amical. Elle présenta un projet de résolution marxiste et un projet de manifeste. Elle défendit, seule, un programme entier et défini. Sur toutes les questions idéologiques et politiques, le duel se renouvela, en réalité, entre cette gauche et le groupe Ledebour.

Diverses décisions ont été prises contre notre gauche. La conférence n'a fait qu'un timide premier pas dans la voie que nous indiquons aux éléments internationalistes du socialisme. Elle n'a pas voulu prendre une résolution nette et claire sur la crise ; elle n'a pas voulu déclarer la guerre à l'opportunisme ni déployer le drapeau du marxisme. Peut-être ne pouvait-il en être

autrement dans l'état actuel des choses. Le développement des événements est très lent. Mais il se poursuit. Comparez, pour vous en assurer, les résultats de Zimmerwald à ceux de la conférence encore plus timorée des femmes socialistes.

La vie est avec nous. La marche objective des événements accomplira son œuvre. MM. les social-chauvins et MM. les centristes prouveront eux-mêmes, par leurs actes, aux internationalistes hésitants la justesse de la tactique intransigeante qu'on leur propose.

Arrêtons-nous, par exemple, sur la question de la III^e Internationale. Les organisateurs de la conférence, les représentants de sa majorité, ont dit et disent ne pas vouloir bâtir la III^e Internationale. *L'Avanti*, organe des Italiens, et la *Berner Tagwacht*, organe de Grimm, démontrent de maintes façons que la commission socialiste internationale élue à Zimmerwald n'est pas destinée à remplacer le Bureau socialiste international et doit seulement contribuer à le faire renaître. Mais les événements ont leur propre logique. Nous allons voir ce que diront de la formation d'une C.S.I. les partis social-chauvins officiels.

Le cours objectif des choses et le développement de la lutte des tendances ont déjà empêché, malgré le vœu des organisateurs de la conférence, l'union de ceux-ci avec le centre. Le cours même des choses fera de la récente conférence — malgré la majorité de ses participants — la première pierre de la nouvelle Internationale. Les marxistes travailleront patiemment dans ce sens, sans faire de concessions idéologiques, mais aussi sans s'écarter de l'action pratique. Un jour viendra où tous les socialistes honnêtes s'écrieront avec nous :

**« La II^e Internationale est morte,
contaminée par l'opportunisme.
Vive la III^e Internationale
libérée de l'opportunisme ! »**

**11 octobre 1915,
G. Zinoviev**

Contre le Courant — t. II — pp. 11 à 17.

Le premier pas

Le mouvement socialiste international progresse avec lenteur pendant la crise, terriblement grave, suscitée par la guerre. Il progresse pourtant vers la rupture avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. La conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse, 5-8 septembre 1915) l'a nettement montré.

Pendant toute une année, les socialistes des pays belligérants et neutres ont hésité, attendu ; ils craignaient de s'avouer à eux-mêmes la gravité de la crise ; ils ne voulaient pas voir la réalité en face ; ils différaient par des milliers de moyens l'inéluctable rupture avec les opportunistes et les kautskistes, maîtres de la plupart des partis officiels de l'Europe occidentale.

Mais l'appréciation des événements que nous donnions, il y a un an, dans le manifeste de notre comité central s'est révélée juste. Les événements l'ont confirmée ; les événements ont eu un cours tel qu'on a vu représentés à la première conférence socialiste internationale les éléments protestataires des minorités socialistes (Allemagne, France, Suède, Norvège) agissant malgré les décisions des partis officiels, c'est-à-dire, en fait, de façon à scinder les partis.

Les résultats de la conférence sont : un manifeste et une motion de sympathie aux emprisonnés et persécutés. Par 19 voix contre 12, la conférence a repoussé le renvoi à la commission du projet de résolution que nous lui présentions avec d'autres marxistes révolutionnaires. Notre projet de manifeste fut transmis à la commission, ainsi que d'autres projets, aux fins d'élaboration d'un manifeste commun. La comparaison de nos textes avec les textes adoptés fait ressortir que nous avons réussi à imposer diverses idées fondamentales du marxisme révolutionnaire.

Le manifeste adopté constitue de fait un pas vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais, à l'analyse, il apparaît inachevé et inconséquent.

Le manifeste déclare que la guerre est impérialiste et retient deux traits caractéristiques de l'impérialisme : l'aspiration des capitalistes de *chaque* nation aux bénéfices, à l'exploitation ; l'aspiration des grandes puissances au partage du monde et à l'« asservissement » des petites nations. L'essentiel de ce qu'il faut dire du caractère impérialiste de la guerre — et de ce qui est dit dans notre résolution — est ici répété.

Le manifeste ne fait, dans cette partie, que *populariser* notre résolution, ce qui est indéniablement utile. Mais si nous travaillons à éclaircir les idées de la classe ouvrière, si nous accordons de l'importance à une propagande tenace et systématique, il convient d'établir avec précision les principes à populariser. Si nous ne le faisons pas, nous risquons justement la faute, le péché de la II^e Internationale, qui a engendré son krach : nous laissons place aux équivoques et aux fausses interprétations. Niera-t-on, par exemple, que l'idée de la maturité des conditions objectives du socialisme, exprimée dans notre texte, ait une importance essentielle ? Dans le texte « populaire » du manifeste, elle est omise. La tentative de réunir en une seule motion principielle, claire et précise, le manifeste et notre résolution, n'a pas réussi.

« Les capitalistes de tous les pays affirment que la guerre est de défense nationale... Ils mentent. » Telle est la suite. Cette déclaration du mensonge de l'idée maîtresse de l'opportunisme dans la guerre actuelle — la défense nationale — répète l'idée principale de la résolution des marxistes révolutionnaires. Et, de nouveau, l'on en arrive à une humiliante formule inachevée, avec une sorte de crainte de dire toute la vérité. Qui ne sait aujourd'hui, après un an de guerre, que le véritable malheur, ça a été, pour le socialisme, la *répétition* et l'*appui* du mensonge capitaliste non seulement par la presse capitaliste — qui est faite pour cela —, mais encore par la majeure partie de la presse socialiste ? Qui ne sait que ce n'est pas le « mensonge des capitalistes » qui a causé la

terrible crise du socialisme européen, mais le *mensonge* de Guesde, de Hyndman, de Vandervelde, de Plekhanov, de Kautsky ? Chacun sait que le mensonge de *tels* chefs a soudainement attesté la puissance de l'opportunisme qui les entraîna au moment décisif.

Voyez le résultat. On dit aux masses, pour populariser cette idée, que la défense nationale est, dans la guerre actuelle, un mensonge capitaliste. Mais les masses, en Europe, ne sont pas illettrées ! Presque tous les lecteurs du manifeste de Zimmerwald ont *précisément entendu et entendent ce mensonge*, proclamé par des centaines de journaux, de revues, de brochures socialistes, qui le répètent après Plekhanov, Hyndman, Kautsky et Cie. Que vont-ils penser ? Que leur suggérera cette démonstration évidente de la timidité des auteurs du manifeste ? « N'écoutez pas le mensonge capitaliste de la défense nationale ! », dit le manifeste aux ouvriers. Bien. Presque tous répondront tout haut ou tout bas : « Le mensonge capitaliste a depuis longtemps cessé de nous induire en erreur ; mais celui de Kautsky et de ses pareils... ? »

Plus loin, le manifeste répète encore une idée essentielle de notre résolution : les partis socialistes et les organisations ouvrières des différents pays ont « foulé aux pieds les devoirs imposés par les résolutions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague, de Bâle » ; le Bureau socialiste international n'a pas non plus fait son devoir ; son manquement au devoir a consisté dans le vote des crédits de guerre, la participation ministérielle, l'admission de l'« union sacrée ». (Le manifeste qualifie la soumission des socialistes de *servile* ; il accuse donc Guesde, Plekhanov, Kautsky et Cie de substituer à la propagande du socialisme celle d'idées serviles.)

Est-ce, demandons-nous, faire preuve d'esprit de suite ? Parler dans un manifeste, conçu en termes de vulgarisation, du manquement de divers partis à leur devoir — tout le monde sait qu'il s'agit des partis ouvriers les plus forts et des organisations ouvrières de tous les pays avancés : Angleterre, France, Allemagne — sans donner d'explication de ce fait inouï ? La majorité des partis socialistes et le B.S.I. ont failli à leur devoir ! Qu'est-ce ? Hasard fortuit et

défaillance de quelques personnalités ? Ou revirement d'une époque entière ? Si la première hypothèse est juste, si *nous* admettons que les masses s'en contentent, *nous* abandonnons par là même les bases de l'enseignement socialiste. Si la deuxième hypothèse est vraie, comment peut-on ne pas le dire tout net ?

Nous sommes à un tournant de l'histoire universelle, l'Internationale entière fait banqueroute, une époque finit, une autre s'ouvre et *nous avons peur* de dire aux masses qu'il faut chercher toute la vérité, pousser sa pensée jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule d'admettre le krach du Bureau socialiste international et de divers grands partis sans démontrer le rapport entre ce fait et la longue histoire de la naissance, de la croissance, de la maturité atteinte et *dépassée* d'un courant opportuniste européen, pourvu de profondes racines économiques, profondes non au sens de sa liaison indissoluble avec les masses, mais par sa connexion avec des couches sociales définies.

Passant à la « lutte pour la paix », le manifeste déclare : « Cette lutte se fait pour la liberté, la fraternité des peuples, le socialisme. » Plus loin, il explique que les ouvriers apportent, à la guerre, des holocaustes sur l'autel « des classes dirigeantes » et qu'il faut savoir consentir des sacrifices pour « sa propre cause » (deux fois souligné), « pour les buts sacrés du socialisme ». Dans l'adresse de sympathie aux militants arrêtés et persécutés, il est dit que « la conférence s'engage solennellement à honorer ces combattants, morts et vivants, en suivant leur exemple », et qu'elle se donne pour tâche « d'éveiller l'esprit révolutionnaire du prolétariat international ».

Autant de répétitions de l'idée maîtresse de notre résolution : la lutte pour la paix *sans* action révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère ; le seul chemin de libération des horreurs de la guerre passe par la lutte révolutionnaire, pour le socialisme.

Mais voici de nouveau des formules incomplètes, inconséquentes, timorées : les masses sont conviées à imiter les champions révolutionnaires ; il est dit que les cinq députés bolcheviks de la Douma déportés en Sibérie continuent « les glorieuses traditions

révolutionnaires russes » ; la nécessité est proclamée de « réveiller l'esprit prolétarien » ; mais... il n'est point parlé, nettement, ouvertement, sans équivoque, des méthodes révolutionnaires d'action.

Notre comité central devait-il signer ce manifeste inconséquent et timoré ? Nous pensons que oui. Notre désaccord — celui du comité central bolchevique uni à toute la gauche marxiste-révolutionnaire internationale de la conférence — est ouvertement précisé dans une motion spéciale, dans un projet de manifeste, dans une déclaration faite à l'occasion du vote du texte de compromis. Nous n'avons rien dissimulé de notre opinion, de nos mots d'ordre, de notre tactique. L'édition allemande de notre brochure, *Le Socialisme et la Guerre*, a été distribuée à la conférence. Nous avons répandu, nous répandons, nous continuerons à répandre nos opinions tout autant que sera répandu le manifeste.

Que ce manifeste constitue *un pas en avant* vers la lutte réelle avec l'opportunisme, vers la rupture et la scission, c'est un fait acquis. Il serait d'un sectaire de se refuser à faire ce pas en avant *avec* la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens, des Suisses, alors que nous conservons notre pleine liberté de mouvement et la possibilité entière de critiquer les inconséquences présentes en travaillant pour de plus grands résultats.

Ce serait une piètre tactique que de se refuser à marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme, uniquement parce que ce mouvement « ne fait qu'un pas en avant », prêt à faire, désireux de faire demain un pas en arrière et de se réconcilier avec l'ancien Bureau socialiste international. Le

désir de se réconcilier avec les opportunistes ne se traduit encore que par des vœux. Les opportunistes accepteront-ils la paix ? Est-elle objectivement possible, la paix, entre les tendances de plus en plus profondément opposées du social-chauvinisme, du kautskisme et du marxisme internationaliste ? Nous pensons que non, et nous continuerons à suivre notre voie, encouragés par le succès remporté à la conférence des 5-8 septembre.

Car notre succès est hors de doute. Comparez les faits. En septembre 1914 paraît le manifeste de notre comité central, document isolé, semble-t-il. En janvier 1915, la conférence internationale des femmes adopte une pauvre résolution pacifiste, aveuglément acceptée par le C.U. En septembre 1915, nous formons tout un groupe international de gauche, nous suivons notre propre tactique, nous introduisons dans le manifeste de Zimmerwald plusieurs de nos idées principales, nous participons à la création d'une commission socialiste internationale, c'est-à-dire en fait, d'un nouveau B.S.I. créé, malgré l'ancien, sur la base d'un manifeste qui condamne carrément la tactique de l'ancien.

Les ouvriers de Russie qui ont suivi dans leur grande majorité notre parti et son comité central dès 1912-1914 verront maintenant, par l'expérience du mouvement socialiste international, que notre tactique se vérifie sur une arène plus grande encore et que nos idées sont partagées, de plus en plus, par les meilleurs éléments de l'Internationale prolétarienne.

**11 octobre 1915,
N. Lénine**

Contre le Courant - t. II - pp. 7 à 11.

Les marxistes révolutionnaires à la conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915)

La lutte des idées mit aux prises, à la conférence, un groupe cohérent de marxistes révolutionnaires internationalistes et une droite formée d'à-peu-près-kautskistes hésitants. La cohésion du groupe marxiste fut l'un des faits les plus marquants, l'un des résultats les plus importants de la conférence. Après toute une année de guerre, la seule tendance de l'Internationale qui présentât une motion absolument nette — et en même temps, dans ce texte, un projet de manifeste —, la seule tendance qui réunît les marxistes conséquents de Russie, de Pologne, du pays letton, d'Allemagne, de Suède, de Norvège, de Suisse, de Hollande, fut celle que représente notre parti.

Quels arguments furent produits contre nous par les hésitants ?

Les Allemands reconnaissaient que nous allons au-devant de batailles révolutionnaires ; mais — disaient-ils — on ne peut tout de même pas crier sur les toits des choses comme la fraternisation dans les tranchées, les grèves politiques, les manifestations dans les rues, la guerre civile ! On les fait, on n'en parle pas. D'autres ajoutaient : enfantillage, bluff !

Les « à-peu-près-kautskistes » allemands se sont châtiés eux-mêmes pour ces propos contradictoires et évasifs jusqu'au ridicule, jusqu'à l'inconvenance, en votant un message de sympathie à la fraction parlementaire des bolcheviks (à ceux qui répandaient précisément notre organe central, le *Social-Démocrate*, où il est parlé si haut de guerre civile), offrant la conduite de cette fraction en exemple édifiant.

Vous suivez, répondions-nous aux Allemands, le mauvais exemple de Kautsky : acceptation verbale de la révolution qui vient, refus, en réalité, d'en parler clairement aux masses, de les y appeler, d'indiquer les modes d'action les plus concrets, appliqués,

éprouvés, légitimés par les masses dans le cours de la révolution. Marx et Engels, écrivant, en 1847, à l'étranger — il paraissait abominable, aux philistins allemands, qu'on parlât à l'étranger des moyens d'action révolutionnaire ! —, appelaient, dans leur célèbre *Manifeste communiste*, à la révolution, parlaient ouvertement du recours à la violence, déclaraient « méprisable » le souci de cacher les buts révolutionnaires, les problèmes et les méthodes de combat. La révolution de 1848 montra que Marx et Engels seuls abordaient les événements avec une tactique juste. En Russie, quelques années avant la révolution de 1905, dans la vieille *Iskra* (*l'Étincelle*) de 1901, Plekhanov, alors marxiste, écrivait des articles — alors publiés sans signature, en éditoriaux — sur la future insurrection et sur les moyens de la préparer, tels que les manifestations dans la rue. Il traitait même des procédés techniques tels que l'emploi de barrages, de fils de fer barbelés dressés contre la cavalerie. La révolution russe de 1905 montra que seuls les vieux militants de l'*Iskra* abordaient les événements avec une tactique juste.

Maintenant, l'alternative est la suivante : ou nous sommes réellement, fermement convaincus que la guerre va créer en Europe une situation révolutionnaire, que toute la conjoncture économique, sociale et politique de l'époque impérialiste mène à la révolution prolétarienne ; alors notre devoir indiscutable est d'exposer aux masses la nécessité de la révolution, d'appeler les masses à la révolution, de créer les organisations indispensables, de ne pas craindre de parler de la façon la plus concrète des diverses méthodes de violence et de la technique de la violence.

La révolution sera-t-elle assez forte pour vaincre ? Se produira-t-elle après la première ou après la deuxième guerre impérialiste ? Notre devoir indiscutable est indépendant de ces questions. Ou nous ne

sommes pas convaincus d'avoir une situation révolutionnaire, et alors point n'est besoin de parler à vide de guerre à la guerre. Alors nous sommes, en fait, des politiques ouvriers nationaux-libéraux du type Sudekum-Plekhanov ou Kautsky.

Les délégués français ont aussi déclaré qu'à leur avis la situation actuelle amènerait une révolution. « Mais, ont-ils dit : 1° nous ne sommes pas venus ici pour *donner la formule de la III^e Internationale*, et, 2° l'ouvrier français *ne croit à rien ni à personne* ; il est débauché et rassasié de phrases anarchistes-hervéistes. » Le premier argument n'est pas raisonnable, car le manifeste de compromis de Zimmerwald « donne » tout de même « la formule de la III^e Internationale », seulement une formule peu cohérente, inachevée, insuffisamment étudiée. Le deuxième argument est très important pour son contenu de faits, comme une appréciation de la situation spéciale de la France, non au sens de la défense nationale et de l'invasion, mais en ce qui concerne les points faibles du mouvement ouvrier français.

De cette appréciation, il résulterait que les socialistes français viendraient peut-être *avec une certaine lenteur* aux actions révolutionnaires du prolétariat européen ; il n'en découle nullement que ces actions soient superflues. La question de savoir avec quelle promptitude, par quels chemins, dans quelles formes spéciales le prolétariat de différents pays est susceptible de passer à l'action révolutionnaire, ne s'est pas posée, ne pouvait pas se poser à la conférence. Les données nécessaires manquent encore.

Notre tâche est, pour l'heure, de faire ensemble la propagande d'une tactique appropriée à la situation. Les événements révéleront le rythme et les aspects particuliers (nationaux, locaux, professionnels) du courant général. Si le prolétariat français est démoralisé par la phrase anarchiste, il ne l'est pas moins par le millerandisme ; notre affaire est de ne pas augmenter sa démoralisation de l'effet des lacunes de notre manifeste.

Merrheim lui-même a laissé tomber cette phrase caractéristique et profondément juste : « Le parti (socialiste unifié), Jouhaux et le gouvernement sont trois têtes sous un seul bonnet. » C'est la vérité. Une année de lutte

des internationalistes français, contre le parti et M. Jouhaux, l'a prouvé. Mais il n'est qu'une issue : on ne peut pas combattre le gouvernement sans combattre les partis opportunistes et les chefs anarcho-syndicalistes. Or le manifeste ne fait, au contraire de notre résolution, qu'indiquer ce devoir, sans l'affirmer clairement.

Un Italien, qui s'opposait à notre tactique, a dit : « Ou vous intervenez trop tard (la guerre ayant déjà commencé), ou vous intervenez trop tôt » (la guerre n'ayant pas encore créé les conditions de la révolution) ; en outre, vous proposez « une modification du programme de l'Internationale », car notre propagande s'est toujours développée « contre la violence ».

Il nous fut facile de répondre, en citant Jules Guesde (*En Garde*), que jamais aucun chef autorisé de la II^e Internationale ne contesta l'emploi de la violence et, en général, celui de mesures révolutionnaires directes. On a toujours dit que l'action légale, le parlementarisme et l'insurrection se tiennent de près et que ces modes d'action doivent inévitablement aboutir l'un à l'autre, selon que se modifient les circonstances. Du même livre de Guesde, nous avons cité un passage, écrit en 1899, dans lequel l'auteur envisage la probabilité de guerres pour les marchés et les colonies. Guesde se demande « ce que deviendrait la solidarité internationale du prolétariat » s'il se trouvait, au cours d'une telle guerre, des Millerand français, allemands, anglais ?

Dans ces lignes, Guesde se condamnait lui-même, par avance. Quant à l'inopportunité de la propagande de la révolution, cette objection repose sur une confusion d'idées coutumière aux socialistes latins : ils confondent le déclenchement de la révolution avec la propagande ouverte pour ce déclenchement de la révolution. Personne n'admet, en Russie, que la révolution de 1905 ait commencé avant le 9 janvier 1905 ; mais la propagande de la révolution, au sens littéral du mot, la propagande et la préparation des actions de masses, des manifestations, des grèves, des combats sur les barricades, se poursuivaient alors depuis des années. L'ancienne *Iskra* bolchevique faisait cette propagande depuis 1900, de même que Marx avait commencé la sienne, analogue, en 1847, à une époque où il ne pou-

vaît pas être question du *déclenchement de la révolution* en Europe.

Lorsqu'une révolution a commencé, les libéraux et ses autres ennemis aussi la « reconnaissent », la reconnaissent souvent pour la trahir et la tromper. Les révolutionnaires la prévoient *avant* qu'elle ne commence, savent son inéluctabilité, enseignent aux masses sa nécessité, montrent aux masses ses chemins et ses moyens.

L'ironie de l'histoire fait que c'est Kautsky et ses amis qui, après avoir tenté d'arracher, à la lettre, des mains de Grimm,

l'organisation de la conférence, après avoir tenté de saboter la conférence des gauches (Grimm a révélé que les plus proches amis de Kautsky avaient fait des voyages dans ce dessein), ont précisément poussé à *gauche* la conférence de Zimmerwald. Par leur pratique, les opportunistes et les kautskistes démontrent l'excellence des positions qu'a prises notre parti.

**11 octobre 1915,
N. Lénine**

Contre le Courant – t. II – pp. 17 à 20.

Quelques thèses de la rédaction du *Social-Démocrate*

Les documents apportés dans ce numéro du *Social-Démocrate* montrent l'énorme labeur accompli par le comité central de notre parti. C'est, en vérité, pour la Russie et pour l'Internationale, un exemple de travail social-démocrate accompli, pendant une guerre réactionnaire, dans les conditions les plus difficiles. Les travailleurs de Petrograd et de la Russie encourageront de toutes leurs forces ce travail et le pousseront plus avant, plus énergiquement, plus fortement, plus largement, dans la même voie...

Nous formulons ici, en tenant compte des indications des camarades de Russie, quelques thèses sur le travail quotidien de la social-démocratie russe.

1. Le mot d'ordre d'« Assemblée constituante », donné comme se suffisant à lui-même, est faux, car toute la question est maintenant de savoir qui convoquera la Constituante. Les libéraux admettaient ce mot d'ordre en 1905, car on ne pouvait alors le comprendre que comme préconisant une assemblée réunie par le tsar et collaborant avec lui. Le meilleur mot d'ordre est celui des « trois piliers » (république démocratique, confiscation des domaines fonciers, journée de travail de 8 heures), complété par un appel à la solidarité internationale des ouvriers dans la lutte pour le socialisme, contre la guerre, pour la subversion révolutionnaire des gouvernements belligérants.

2. Nous sommes adversaires de la participation aux comités industriels de guerre, qui prêtent leur concours à une guerre impérialiste et réactionnaire. Nous sommes partisans de l'utilisation de la campagne électorale, par exemple de la participation au premier scrutin, uniquement dans des buts d'agitation et d'organisation. Il ne peut être question de boycotter la Douma. La participation au premier tour de scrutin est absolument indispensable. Tant qu'il n'y a pas à la Douma de députés de notre parti, il

importe d'exploiter du point de vue de la social-démocratie révolutionnaire tout ce qui se passe à la Douma.

3. Nous considérons comme les objectifs les plus urgents, les plus essentiels, l'extension et l'affermissement du travail social-démocrate au sein du prolétariat, puis son extension au prolétariat rural, aux paysans pauvres, à l'armée. Le développement du mouvement gréviste commencé constitue la tâche la plus importante de la social-démocratie. Le développement doit être inspiré des mots d'ordre indiqués plus haut (« les trois piliers »). Il est nécessaire d'accorder, dans l'agitation, une grande place à la revendication de l'arrêt immédiat de la guerre. Les ouvriers ne doivent pas oublier, non plus, entre autres revendications, celle du retour immédiat des députés ouvriers de la fraction parlementaire du P.O.S.D.R.

4. Les soviets de députés ouvriers et autres organes analogues doivent être considérés comme les organes de l'insurrection et du pouvoir révolutionnaire. Ces organes ne peuvent être d'une utilité réelle que selon l'extension de la grève politique des masses et de l'insurrection : au fur et à mesure de la préparation, du développement, du succès.

5. Le contenu social de la prochaine révolution russe ne peut être qu'une dictature révolutionnaire du prolétariat et des paysans. La révolution ne peut vaincre en Russie sans renverser la monarchie et les propriétaires fonciers, qui représentent la loi d'esclavage. Ils ne peuvent être renversés sans un appui des paysans au prolétariat. Le progrès réalisé dans la différenciation sociale des petits propriétaires et des prolétaires ruraux n'a pas anéanti le despotisme des Markov et Cie dans les campagnes. Nous avons été et nous restons inconditionnellement partisans, dans tous les cas, de l'organisation *séparée* des prolétaires ruraux.

6. La tâche du prolétariat russe est d'achever en Russie la révolution démocratique-bourgeoise, afin d'allumer la révolution sociale en Europe. Cette deuxième tâche s'est extrêmement rapprochée de la première, mais reste pourtant spéciale et secondaire, car il s'agit de *classes différentes* collaborant avec le prolétariat russe : dans le premier cas, la paysannerie petite-bourgeoise est son alliée ; dans le second, l'allié, c'est le prolétariat des autres pays.

7. Ainsi que par le passé, nous considérons la participation des social-démocrates, avec la petite bourgeoisie démocrate, au gouvernement révolutionnaire provisoire, comme admissible, mais *sans* les révolutionnaires-chauvins.

8. Nous appelons révolutionnaires-chauvins ceux qui veulent la victoire sur le tsarisme pour assurer la victoire sur l'Allemagne — pour le pillage d'autres pays —, pour assurer la domination des Grands-Russiens sur d'autres peuples de la Russie, etc. La condition de classe de la petite bourgeoisie est la base du chauvinisme révolutionnaire. La petite bourgeoisie oscille toujours entre la bourgeoisie et le prolétariat. Elle hésite maintenant entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être révolutionnaire avec esprit de suite pour une révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Les porte-parole politiques de cette petite bourgeoisie sont en ce moment, en Russie, les travaillistes, les socialistes-révolutionnaires, *Nacha Zaria*, la fraction Tchkhéidzé à la Douma, le Comité unitaire menchevique, M. Plekhanov, etc.

9. Si les révolutionnaires chauvins vainquaient en Russie, nous serions contre la défense de *leur* patrie dans cette guerre. Notre devise est : contre les chauvins même révolutionnaires et républicains, pour l'alliance avec le prolétariat international dans un but de révolution socialiste.

10. A la question : le prolétariat peut-il jouer un rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise de Russie ? nous répondons par l'affirmative, si toutefois la petite bourgeoisie incline à gauche dans les moments décisifs. Elle est poussée dans ce sens, en même temps que par notre propagande, par divers facteurs objectifs, économiques, financiers (charges de guerre), militaires, politiques, etc.

11. A la question : que ferait ce parti du prolétariat si la révolution le portait au pouvoir dans la présente guerre ? nous répondons : nous proposerions à tous les belligérants la paix sur la base de la libération de toutes les colonies et de toutes les nationalités opprimées, dépendantes, infériorisées en droit. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni la France n'accepteraient, avec leurs gouvernements actuels, cette condition. Nous devrions alors préparer et faire la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire : ne nous contentant pas d'appliquer intégralement notre programme minimum, nous appellerions systématiquement à la révolte tous les peuples aujourd'hui opprimés par les Grands-Russiens, toutes les colonies, tous les pays assujettis de l'Asie (Inde, Chine, Perse, etc.) et aussi — en premier lieu — le prolétariat socialiste de l'Europe, contre ses gouvernements, malgré ses social-chauvins. Il est hors de doute que la victoire du prolétariat en Russie créerait des conditions remarquablement favorables au développement de la révolution en Asie et en Europe. L'année 1905 même l'a prouvé. La solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire est un fait, malgré la vilenie de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Nous publions ces thèses afin de provoquer un échange de vues entre les camarades. Nous exposerons nos opinions dans les numéros suivants de ce journal.

13 octobre 1915,
N. Lénine

Contre le Courant - t. II - pp. 20 à 23.



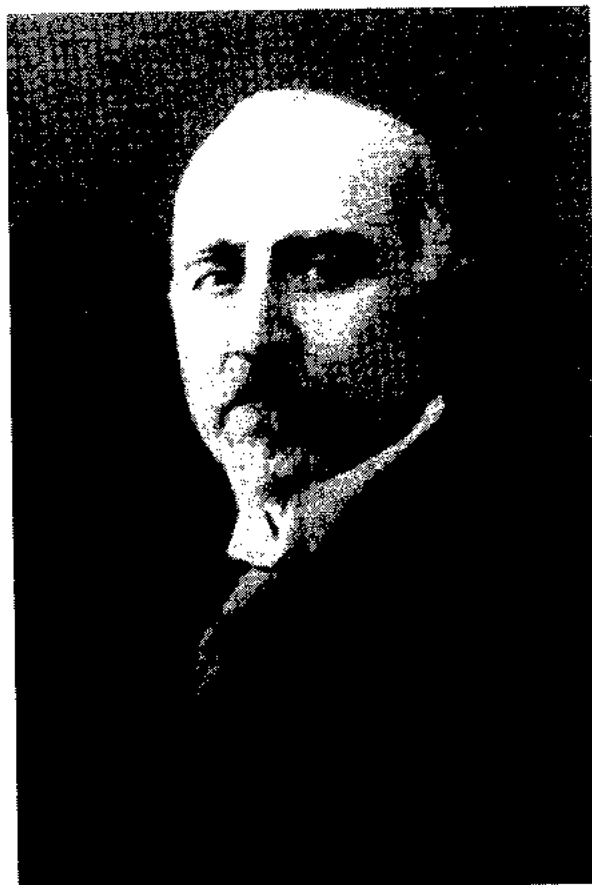
Pierre Alekseïevitch Kropotkine, né à Moscou, le 9 décembre 1842, mort à Dmitrov, le 8 février 1921, est un anarchiste communiste, géographe et scientifique.

Issu de la haute noblesse moscovite, il intègre l'armée à partir de 1857 et est affecté, comme officier des Cosaques, en Sibérie. A partir de 1867, il quitte l'armée pour faire des études de mathématiques et de géographie à l'université de Saint-Petersbourg.

À partir de 1872, il fait partie de la fédération jurassienne de la Première Internationale.

Il fonde en 1879 le journal *Le Révolté*.

Il retourne en Russie en 1917 et refuse un poste de ministre, proposé par Aleksandr Kerenski.



Nicolas Tchkeidze, né le 9 avril 1864 à Pouti, dans la région d'Imérétie en Géorgie et mort le 13 juin 1926, est un social-démocrate russe et géorgien du courant menchevik.

Chef de l'opposition au tsar Nicolas II au sein des 3^e et 4^e Douma russe (1907-1916), président du Comité exécutif du Soviet de Petrograd (février à octobre 1917), président de l'Assemblée parlementaire transcaucasienne (1918), président des différentes assemblées parlementaires géorgiennes (1918-1921).

JULES HUMBERT-DROZ

Cependant, le mouvement socialiste russe était loin d'être unanime. Le vieux militant marxiste Plekhanov, l'anarchiste Kropotkine, Kerensky avec la majorité du Parti socialiste révolutionnaire avaient pris la même attitude que les socialistes français, contre l'impérialisme allemand et le militarisme prussien, et soutenaient la politique de guerre du gouvernement russe.

Le groupe des mencheviks de Petrograd, par exemple, répondit à Vandervelde, entre autres en ces termes :

Votre cause dans cette guerre est une juste cause, en tant qu'il s'agit de défense contre le danger de la politique agressive des junkers prussiens qui menace les libertés démocratiques et la lutte d'émancipation du prolétariat. La marche objective des événements fera entrer dans l'ordre du jour la question de l'existence de la citadelle du militarisme contemporain que représente la caste des junkers prussiens. La situation internationale devient compliquée par le fait que, outre le militarisme prussien, se trouve simultanément mêlée au conflit une autre force réactionnaire, le gouvernement russe, qui, se renforçant au cours de la guerre, peut, sous certaines conjonctures, devenir le centre des tendances réactionnaires dans la politique mondiale... Malgré cela et malgré l'impossibilité du prolétariat de jouer actuellement le rôle des prolétaires français, belges, anglais, car tout est supprimé en Russie, les organisations aussi bien que la presse ouvrière, tandis que les prisons sont combles, nous vous déclarons que, dans notre activité en Russie, *nous ne nous opposons pas* à la guerre, dans l'espoir que le conflit actuel sera terminé dans les intérêts du socialisme international.

Kropotkine

Et voici ce qu'écrivait encore l'anarchiste Kropotkine :

A l'heure actuelle, tout homme qui peut et veut faire quelque chose d'utile pour sauver la civilisation européenne, pour conti-

nuer la lutte en faveur de l'Internationale ouvrière, ne peut et ne doit faire qu'une chose : aider à écraser l'ennemi de nos aspirations les plus chères, le militarisme prussien et l'impérialisme allemand... Et voilà que cet Attila moderne lance sur l'Europe occidentale sa soldatesque bestiale. Notre devoir est d'opposer à cette attaque tous les moyens à notre disposition. Les diplomates allemands se souviennent bien des enseignements de Bismarck : « En même temps que la campagne militaire, mener une campagne diplomatique », c'est-à-dire une campagne de tromperies et de mensonges... On ne peut pas ne pas souhaiter l'écrasement complet et définitif de l'Allemagne militariste. On ne peut même pas demeurer neutre, car, dans le cas actuel, la neutralité ne serait que la complicité en faveur de leur poing de fer. Les alliés vaincront, les droits des nationalités à leur libre développement seront reconnus : le principe fédératif trouvera son application dans la carte nouvelle de l'Europe. Et l'unité des forces de combat en face du danger commun portera des fruits. La cause est juste. Elle triomphera.

Tchkeidze

A la séance de la Douma du 9 février 1915, la seconde depuis le début de la guerre, le député social-démocrate Tchkeidze fit, au nom du groupe, la déclaration suivante :

Le 8 août de l'année passée, la Douma d'empire exprima sa pleine confiance à la bureaucratie irresponsable. A l'appel du gouvernement d'oublier les querelles intérieures, la Douma répondit même par le renoncement à toute idée de l'activité dans le sens de réformes à l'intérieur du pays. Seule la fraction social-démocrate crut de son devoir de protester contre l'union de la Douma avec le gouvernement. La guerre de six mois permet de constater avec évidence que le groupe social-démocrate avait raison. La catastrophe universelle déchaînée, conséquence *directe* de la politique militariste et impérialiste des classes régnautes, a jeté l'humanité dans un abîme d'horreurs et de misères inconnues dans l'histoire : sang versé à flots, des mil-

lions de blessés, de mutilés, de tués, des millions d'orphelins et de veuves, dévastation et destruction des forces productrices et des biens de culture, sauvagerie et résurrection, dans les centres mêmes de la civilisation humaine, de l'homme-bête, voilà les résultats de six mois.

Chez nous, en Russie, ces conséquences sont aggravées par la politique irresponsable de la bureaucratie et de tous ceux qui, ouvertement ou d'une façon tacite, la soutiennent. Après avoir demandé au peuple d'oublier toutes les dissensions intérieures, le gouvernement s'est efforcé, dès le début, de profiter de l'état créé par la guerre dans le pays pour renforcer ses anciennes positions. Il proclama les droits des nations à leur libre développement, l'affranchissement et l'union de la Pologne, la liberté des Slaves méridionaux et, simultanément, il poursuivit sa politique traditionnelle d'oppression des peuples. L'excitation des bas instincts et des préjugés a été poussée à des proportions sans précédent.

Ce contraste criant entre la parole et l'action se manifeste le plus clairement à l'égard du peuple juif. Des centaines de milliers de citoyens juifs de Russie ont été appelés avec les autres sous les armes, alors que ne s'affaiblit pas même une minute l'oppression à l'égard des soldats juifs blessés. Les serviteurs de la réaction ne s'en contentent pas ; ils sèment obstinément et systématiquement de faux bruits et de la calomnie à l'égard du peuple juif. Cette politique a déjà abouti dans les contrées du champ de bataille à une abondante effusion de sang et à l'anéantissement de tous les biens de la paisible population juive. Pendant les poursuites de l'ennemi dans les régions de Batoum et de Kars, la population musulmane originaire, y compris les Géorgiens mahométans, sont exposés à l'expulsion en masse des frontières de Russie, ou bien à l'extermination.

La solution du problème national en Galicie s'effectue au moyen des procédés habituels de la russification violente de sa population, au moyen des persécutions de la religion, au moyen de la suppression de toutes les libertés dont les habitants de Galicie jouissaient jusqu'à présent irréprochablement. Une autonomie future de la Pologne a été proclamée, et, en même temps, on se prépare à porter une nouvelle atteinte aux

droits du peuple de Finlande. La manifestation du chauvinisme à outrance a été utilisée dans le but de poursuivre des citoyens de Russie appartenant à la nation allemande.

Sous prétexte de maintenir le secret militaire, la censure préventive a été ré-instituée, toute liberté de parole a été supprimée, la presse ukrainienne et allemande suspendue ; quant à la presse ouvrière, il est superflu même d'en parler. Dans les autres pays, la guerre a provoqué la crise économique et financière et le chômage, dont souffre le plus péniblement le peuple, mais elle a été aussi la conséquence d'un fort accroissement de toutes les manifestations de l'activité sociale et de l'initiative d'entreprise d'Etat, d'une série de mesures pour secourir les sinistrés et les souffrants, tandis que chez nous, toute tentative de l'initiative sociale est réprimée dès sa naissance, sous le prétexte *hypocrite* de la défense nationale. Mais le coup le plus fort, comme toujours, a été porté à la classe ouvrière et à ses organisations. Tout ce qui a échappé à la réaction précédente est supprimé impitoyablement et toute tentative du prolétariat de lutter contre le chômage et contre les autres malheurs de la guerre est sapée immédiatement, alors qu'une large protection est accordée aux intérêts des entrepreneurs, profitant pleinement de l'état désorganisé de la classe ouvrière pour empirer les conditions de travail. La lutte contre la classe ouvrière a abouti à son extrême expression dans l'acte d'arrestation de cinq députés social-démocrates, nos camarades. Au moment où des millions d'ouvriers expirent sur les champs de bataille, le gouvernement ne s'arrêta pas devant un tel procédé à l'égard des représentants de ces millions à la Douma. Je saisis la première occasion d'exprimer, au nom de la fraction social-démocrate, notre protestation et notre indignation contre une telle violation arbitraire des droits de la classe ouvrière et de ses représentants. Nous savons que la Douma maintiendra encore le silence et accordera de nouveau sans conditions, sans exigence de garanties quelconques, le vote de confiance au gouvernement. C'est pourquoi cet état de choses crée plus de responsabilité à la fraction social-démocrate, qui a déjà une fois condamné la politique de l'oubli de toutes les dissensions intérieures, de la trêve. La fraction social-démocrate croit de son devoir de découvrir le sens

du mot d'ordre du silence, d'indiquer que pour les uns il est une tentative de la restauration de l'ancien régime et, pour les autres, l'incapacité d'une lutte décisive pour la libération de la Russie.

La fraction social-démocrate déclare aussi qu'elle s'associe aux vœux de la conférence socialiste, récemment réunie à Copenhague, soit de mettre fin rapidement à la guerre fratricide et d'entamer les négociations de paix européenne qui doit être l'expression de la volonté des peuples des pays belligérants et non pas de la volonté des diplomates irres-

ponsables. C'est la paix conclue sur cette base seule qui peut prévenir la conquête des territoires étrangers, garantir l'indépendance et la liberté des peuples, la diminution des armements et l'introduction de la milice nationale, ainsi que l'arbitrage obligatoire pour les conflits internationaux. Et vous, vous êtes habitués à faire tout pour l'argent.

*In L'Origine de l'Internationale
communiste*

Ed. de la Baconnière
— Neuchâtel — pp. 54 à 57



Gueorgui Plekhanov

Gueorgui Valentinovitch Plekhanov, né le 11 décembre 1856 et mort le 30 mai 1918, révolutionnaire et théoricien marxiste russe qui fonda le mouvement social-démocrate en Russie et contribua à l'expansion du marxisme dans ce pays.

GUEORGUI PLEKHANOV

Lettre du 17 (30) septembre 1914

Camarades,

Mes amis en Russie m'ont informé que dans les cercles russes démocratiques de la société et parmi les ouvriers, on commente de façon diverse (et, il faut le dire, on interprète de façon inexacte) le « discours d'adieu » que j'ai prononcé la veille du jour où mes camarades russes qui se sont engagés comme volontaires dans l'armée de la république française ont quitté Paris. Des camarades de Russie m'ont écrit pour me dire que le sens même de mon « discours d'adieu » avait été transmis avec quelques altérations et inexactitudes.

Afin d'éviter tout malentendu, je juge indispensable d'exposer la pensée très simple que j'ai exprimée dans mon « discours d'adieu ».

Elle se réduit à ceci : dans la guerre de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne avec la France, la Belgique et l'Angleterre, *les intérêts du prolétariat international et du progrès social* se trouvent du côté de ces trois derniers Etats. Dès lors, chacun de ceux à qui ces intérêts sont chers doit désirer la victoire précisément de ces trois Etats. Les camarades à qui je me suis adressé dans mon « discours d'adieu » étaient totalement d'accord avec moi, ce qui est bien compréhensible, puisqu'ils se préparaient à se battre les armes à la main pour défendre la république française.

A cette occasion, je n'ai pas du tout parlé du « théâtre oriental des actions militaires ». Mais j'ai évoqué les intérêts de la Russie dans ma conversation avec un professeur russe, conversation rapportée dans une brève note publiée dans le journal *Rousskoïe Slovo*.

J'ai lu cette petite note, et je dois dire que s'y est glissé un malentendu.

Dans ma conversation avec ce professeur, je n'ai pas du tout évoqué l'accord commercial germano-russe de 1904, mais l'accord que l'Allemagne *imposerait* à la Russie si elle *sortait victorieuse* de l'actuel affrontement international. Et j'ai exprimé la certitude que, dans ce cas, l'Allemagne s'efforcerait de faire de la Russie sa vassale dans les relations économiques, et que cela se refléterait de façon très nuisible sur le cours du développement économique, social et politique ultérieur de la Russie (sur la voie du but final de notre parti : la république démocratique).

La note affirme justement que, dans ma conversation avec ce professeur, j'ai affirmé ma sympathie pour « les alliés ».

Outre cette affirmation, je soulignerai que je suis par principe un adversaire de la guerre. Mais une fois que la guerre a commencé, je ne peux pas suivre le conseil de la femme du capitaine dans le roman de Pouchkine : « Distingue qui a raison, qui a tort, et punis les deux. » Je désire la défaite du coupable, c'est-à-dire de l'agresseur. Et l'agresseur, j'en suis profondément convaincu, c'est l'Allemagne et son allié l'Autriche-Hongrie.

Si ma conversation avec ce professeur avait eu lieu après les exploits réellement barbares des armées allemandes que constituent la destruction de Louvain et le bombardement de la cathédrale de Reims, j'aurais souhaité leur défaite avec encore plus d'ardeur.

*Mencheviki dokumenty
i Materialy, 1903-février 1917
— pp. 352-353*

IOULI MARTOV

La guerre mondiale ouvre une époque de secousses révolutionnaires mondiales dont, logiquement, l'aboutissement prévisible doit, évidemment, être l'effondrement du système de production capitaliste et le transfert du pouvoir sur les forces productives sociales des mains de la bourgeoisie dans celles du prolétariat. Les contours concrets de cette époque qui s'approche sont loin d'être clairs, on peut seulement avec plus ou moins de fondement se livrer à des conjectures (...).

L'équilibre brisé des rapports entre les Etats a provoqué l'éclatement des rapports entre classes avant tout dans notre pays (...). La Russie, comme il fallait s'y attendre, est apparue *locus minoris resistentiae* — le point de résistance le plus faible — à l'esprit de la révolution suscité par le tourbillon de l'impérialisme (...). Le premier acte révolutionnaire de la guerre impérialiste mondiale s'est manifesté d'abord en ce que la bourgeoisie russe de plus en plus pénétrée de tendances impérialistes s'est lancée dans la lutte pour le pouvoir.

En soi, bien entendu, la signification révolutionnaire de ce fait serait insignifiante et le combat de la bourgeoisie russe peut se conclure par un assez pitoyable fiasco. Mais, née dans une atmosphère de crise mondiale et stimulée directement par les malheurs grandioses qui accablent le pays, ce combat doit être le point de départ d'un énorme mouvement social, qui a de fortes chances de revêtir le caractère d'une révolution (...).

Le point de départ de la crise révolutionnaire en Russie, c'est le choc entre les classes dirigeantes unies, prenant appui sur le mécontentement des masses populaires, avec la clique dirigeante. Le mouvement issu de ce choc, et qui prend déjà des dimensions significatives, est unifié par l'idée de la défense nationale.

Le prolétariat doit, bien entendu, soutenir ce mouvement dans la mesure où il ébranle le vieux pouvoir et lui retire le sol

sous ses pieds. Mais soutenir le mouvement dirigé par la bourgeoisie ne signifie pas se soumettre à sa direction.

En soutenant les actions de combat dirigées contre « la trahison du gouvernement », le prolétariat et la social-démocratie ne soutiennent pas ses slogans. Ils critiquent certains d'entre eux comme boiteux et insuffisants (« un ministère de la société ») ; ils se prononcent nettement contre d'autres qui sont hostiles aux intérêts de la démocratie (« la guerre jusqu'à la victoire », « la lutte contre l'emprise germanique », « pas la moindre grève », etc.).

(Martov ensuite insiste sur la nécessité d'organiser le prolétariat et son combat, et précise :)

Il est inconcevable d'œuvrer avec succès à l'organisation du prolétariat comme force politique autonome si l'on sépare le slogan de l'organisation des tâches de la lutte révolutionnaire qui se présentent devant le prolétariat : la lutte pour la paix et la lutte pour la démocratie. Mais dans la mesure où nous pouvons en juger de notre éloignement à l'étranger, cette tendance à séparer le travail d'organisation et l'agitation sur des slogans généraux existe bien chez nos camarades russes (...). Or tout le mouvement de la classe ouvrière doit être inspiré et unifié par l'idée de la lutte pour la paix et de la lutte pour la liquidation démocratique du régime du 3 juin (1).

Le prolétariat doit organiser ses forces et renforcer ses positions sans louvoyer, sans s'adapter au mouvement de « défense nationale » dirigé par la bourgeoisie, et opposer à ce mouvement ses tâches internationalistes et ses méthodes d'action fondées sur la solidarité de classe internationale (...).

Nous savons bien qu'en ce moment, toute agitation pour la paix est compliquée par le fait que le parti ultra-réactionnaire lui aussi désire la paix, « une paix séparée ». Etant donné ce fait, les masses peuvent considérer que ce slogan non seulement s'oppose aux aspirations du mouvement national progres-

siste, mais en plus répond aux intérêts de la réaction. Il en découle seulement que la social-démocratie doit lier de façon très étroite le slogan de la paix avec celui du renversement du pouvoir par les intérêts duquel est dicté le slogan de la « politique séparée » (...).

Plus la social-démocratie russe mettra d'énergie à adopter une claire position internationaliste révolutionnaire dès le début de la crise politique, plus elle décidera d'appeler clairement le prolétariat à édifier toute sa politique sur la renaissance de la lutte de classe internationale, plus grande sera son influence sur le cours du développement de cette crise, plus il manifesterà de clarté et de rapidité pour se libérer des illusions de toutes sortes et apparaîtra capable de dresser haut au-dessus de la mer bouillonnante

de la vie russe le drapeau rouge du socialisme international. Plus vite et plus solidement il défendra ses intérêts de classe dans la crise nationale.

(1915)

Iouli Martov Izbrannoe

(*Œuvres choisies*)

pp. 321-322, 345-348

(1) Nom donné au régime tsariste pour qualifier son caractère ultra-réactionnaire à la suite d'une double décision : dans la nuit du 2 au 3 juin 1907, Stolypine fait arrêter, puis, plus tard, exiler 16 députés sociaux-démocrates de la deuxième Douma. Le 3 juin, il dissout cette dernière, dont la majorité lui est hostile, puis modifie la loi électorale pour s'assurer par des quotas très différents selon les curies une majorité docile dans les Doumas suivantes (NDLR).



Réunion de l'Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière
Iouli Martov (X) à gauche de Lénine.

LÉON TROTSKY

Interventions communes avec les sociaux-patriotes ? Au sujet de “la lettre de Martov”

Martov a parfaitement raison quand il déclare que la rédaction de *Naché Slovo* ne supporta pas la décision interdisant à ses membres toute participation littéraire à *Naché Diélo*, organe de combat du social-patriotisme russe. C’est aussi vrai que quand Martov déclara à une réunion de la rédaction son intention de lutter contre le social-nationalisme dans les colonnes de *Naché Diélo*. Une « collaboration » de ce genre aurait été — si cela pouvait se réaliser — pour Martov l’occasion de profiter de sa situation dans la fraction menchevique et pour introduire dans le journal une tendance hostile à ce dernier.

Nous estimons que ce plan est pratiquement irréalisable. Ne doutons pas que le social-patriotisme soit protégé contre les assauts de Martov par la censure ; nous craignons que le simple fait de la « participation » de Martov ne serve qu’au camouflage du journal, d’un côté ; que, de l’autre, pour la majorité des rédacteurs, éléments sans principes et simples intermédiaires, rien ne serait caché à Martov du refus à cette « collaboration », qui ne devrait être que le transfert de la lutte sur le territoire ennemi. Si la rédaction n’avait pas formulé une réponse négative à cette participation, encore à l’état de projet, et n’en avait pas rejeté l’entière responsabilité sur Martov, soyons convaincus que ce dernier aurait pris toutes les mesures pour que ses articles ne puissent être interprétés comme « une manifestation commune politico-littéraire avec les sociaux-patriotes ».

Notre rédaction se refuse absolument à une telle attitude. Tous les exemples et conceptions exposés dans la lettre de Martov ne peuvent, en aucune manière, influencer sur notre comportement. Nous devons déplorer que Martov, « en se souciant peu » de « collaborer avec des patriotes non-socialistes », complice la question qui nous est posée, celle de collaborer à la presse bourgeoise : *Viéstnik Evropyi*, *Rousskoe Bogatstvo*, *Kiévskaia Mysl*, etc. En réalité, ce sont deux questions différentes et leur rapprochement ne peut que faus-

ser le jeu et détruire la possibilité de n’importe quel critère.

La participation d’un socialiste à la presse bourgeoise, quels que soient les inconvénients que cela comporte, ne recèle, en soi, aucune confusion dans les rapports politiques. Le parti social-démocrate s’est depuis longtemps départagé d’avec les partis bourgeois et la presse bourgeoise « sans parti ». Ici, la ligne de démarcation est nettement tranchée. La collaboration d’un socialiste à la presse bourgeoise n’engage pas le parti. Personne ne tire des conclusions de ce qu’« un socialiste » peut écrire dans un journal bourgeois. Pour autant que cette collaboration puisse être placée sur un terrain objectif, particulièrement chez nous, en Russie, le parti peut seulement exiger que la collaboration s’entoure de solides garanties : un socialiste ne peut collaborer à un journal attaquant violemment la social-démocratie, un socialiste doit signer ses articles ne paraissant pas dans la publication bourgeoise, un socialiste ne doit pas critiquer son parti dans un journal bourgeois.

Il en va tout autrement avec un organe du type de *Naché Diélo*. Le social-nationalisme est un courant qui a pris naissance dans la social-démocratie. Nous regardons ce courant comme dangereusement mortel pour les intérêts historiques du prolétariat. Au sein du mouvement ouvrier et de la social-démocratie, nous menons la lutte contre le social-nationalisme. Mais le travail que nous accomplissons n’est pas clair pour les masses. Pour celles-ci, la démarcation n’est pas nette. Dans ces conditions, toute manifestation commune avec les sociaux-patriotes, toute collaboration des internationalistes dans les journaux social-nationalistes ne peuvent que jeter le trouble dans les esprits, freiner le processus nécessaire et sauveur de la différenciation, faire obstacle à la vigilance révolutionnaire des ouvriers avancés.

Léon Trotsky

La Guerre et la Révolution

Ed. de La Tête de feuilles – pp. 95-96

NACHÉ SLOVO

Un quotidien socialiste russe à Paris pendant la guerre

J'ai rappelé plus haut notre rencontre avec des socialistes russes et leur participation à nos réunions de la *Vie Ouvrière*. Il me faut revenir sur ce sujet, car il n'y eut pas seulement entre eux et nous des rapports réguliers et cordiaux ; nous avons établi en commun, à diverses reprises, notamment lors de la Conférence de Kienthal, des textes qui furent publiés sous la double signature de *Vie Ouvrière* et *Naché Slovo*, titre de leur groupe et du journal qu'ils publiaient à Paris. La veille de leur départ, en 1917, c'est au siège de la Fédération des Métaux qu'ils convoquèrent la dernière réunion commune. Ils étaient persuadés que les Alliés, et la France au premier rang, soutiendraient de toutes leurs forces la contre-révolution, et ils nous demandaient de répondre aux menées contre-révolutionnaires en mobilisant le prolétariat français — la partie que nous pouvions déjà toucher — pour la défense de la révolution.

Car ces camarades avaient un journal, un quotidien qu'ils publièrent régulièrement de septembre 1914 jusqu'au lendemain de la révolution de Février, quand ils partirent tous, sitôt leurs passeports visés, pour Petrograd. C'est une « histoire extraordinaire » qu'il convient de raconter. Elle est à sa place dans une histoire du mouvement ouvrier français.

Pour nous qui n'avions — dans les premiers mois — nulle possibilité d'aucune sorte de publier quoi que ce soit, ce journal était une cause d'émerveillement et d'envie. Il est vrai que les socialistes russes avaient beaucoup plus d'entraînement que nous pour le travail sous le régime de l'état de siège ; ils avaient aussi, chose qui peut surprendre, beaucoup plus de moyens que nous, à Paris, pour éditer des brochures et même un journal. Chaque groupe d'émigrés avait, jusqu'à la guerre, son journal ; il existait donc, à Paris, plusieurs imprimeries russes, de dimension modeste naturellement,

et ces groupes comptaient tous des typos parmi leurs membres.

Les groupements d'émigrés russes de Paris n'avaient pas échappé, eux non plus, à la panique spirituelle provoquée par la venue de la guerre ni aux conséquences que devaient entraîner l'effondrement des Internationales et l'acceptation de l'Union sacrée par la quasi-unanimité des directions des Partis socialistes.

Il suffira de mentionner ici que le groupe bolchevique de Paris fut alors particulièrement éprouvé, un contingent notable de ses membres allant jusqu'à l'enrôlement volontaire pour la guerre de libération aux côtés du tsarisme. Les socialistes de ces divers groupements qui ne voulaient point abdiquer furent ainsi amenés à se rencontrer, et c'est leur rassemblement qui allait donner naissance à *Naché Slovo* (1).

L'âme du journal, c'était Antonov-Ovséenko. Il avait toutes les charges, la rédaction, l'administration, surtout celle de trouver les ressources indispensables. Il montrait une ténacité et un optimisme qui étonnaient même Trotsky, point dépourvu cependant de ces deux qualités. A diverses reprises, en effet, Trotsky m'avait dit : « Celle fois, c'est fini avec *Naché Slovo* ; on ne peut plus continuer. » Ce n'était jamais fini et le journal était toujours sauvé. La grande préoccupation, c'était le papier, grosse dépense sur laquelle on ne pouvait rien rogner. Avec les typos, on s'en tirait toujours, bien qu'il y eût toujours un gros arriéré de salaires ; même quand il n'y avait rien pour eux dans la caisse, ils faisaient le journal ; autant que

(1) Il parut d'abord sous le titre de *Golos* (La Voix); après sa suppression par Malvy, il devint *Naché Slovo* (Notre Parole) pendant deux années, et une nouvelle suppression peu avant la Révolution de Février, le fit se transformer en *Natchalo* (Le Commencement).

les rédacteurs, ils le considéraient comme leur œuvre (2).

Le journal parut d'abord, le plus souvent, sur quatre pages, de petit format ; mais il fallut assez vite renverser la proportion et se contenter d'une seule feuille. Même réduit à deux pages, il restait solide et substantiel, apportant une information abondante et, selon la mode russe, des « feuilletons » de doctrine et de discussions théoriques.

La collaboration était nombreuse et de qualité. A côté de Trotsky, qui la dominait, on trouvait Martov (jusqu'à Zimmerwald), Lounatcharsky, Riazanov, Kollontaï, Lapinski, représentant du parti polonais, Dridzo-Lozovsky, Tchitchérine, Rothstein, Rouser, Angélica Balabanova, M. Brorisky, L. Vladimirov, Divilkovsky, Zalevsky, Mechtcheriakov, Karl Radek, M. Pokrovsky, M. Pavlovitch, V. Poliansky, C. Racovsky, Sokolnikov, Serguéev (Artem), M. Ouritsky, Tchoudovsky, Manouilsky, qui signait Bezrabortny (sans-travail). La dispersion des émigrés à travers le monde assurait une correspondance internationale nourrie, apportant des renseignements précieux sur le développement du mouvement dans tous les pays.

A un certain moment, on ne reçut plus rien de Rothstein ni de Tchitchérine, qui, de Londres, informaient sur le mouvement britannique. Trotsky me demanda alors de suivre ce mouvement. Je donnai un article chaque semaine. Henriette Roland-Holst fut également invitée à collaborer.

Aucun journal ne fut jamais plus sérieusement préparé. La rédaction se réunissait chaque matin pour ce travail de préparation du numéro ; c'était l'occasion de longues et souvent très vives discussions, quand les diverses tendances représentées dans le groupe se heurtaient. A droite, se trouvaient Martov et Lozovsky ; à gauche, Trotsky. Entre ces deux positions extrêmes existait un centre conciliateur, notamment le conciliateur-né Lapinski, conciliateur par doctrine et par nature, qui, lorsqu'il avait réussi à empêcher la rupture — qui menaçait souvent — entre Trotsky et Martov, était le plus heureux des hommes.

Martov se trouvait dans une position difficile. Il était, personnellement, beaucoup plus avancé que la grande majorité de son

parti et, par suite, comme il en avait la délégation hors de Russie, il était très gêné dans ses écrits et dans ses actes, obligé de défendre des points de vue qui n'étaient pas exactement les siens, soucieux aussi de maintenir l'unité de son parti (3). Il y avait des questions qu'il ne voulait même pas laisser poser. Après avoir participé à quelques-unes de nos réunions de la *Vie Ouvrière*, il se demanda et demanda à ses amis si cette participation devait continuer.

Nous n'avions aucun lien d'aucune sorte avec le Parti socialiste ni avec l'Internationale socialiste, et, jusqu'à la guerre, nous avions été plutôt des adversaires. Ses amis le tranquillisèrent et la réponse fut affirmative. Cependant, un soir, il provoqua un incident qui surprit sur le moment et dont la signification ne nous apparut que plus tard. J'avais analysé le contenu d'une revue socialiste américaine que nous venions de recevoir, *The New Review*, je crois, et traduais la conclusion d'un article d'English Walling, posant nettement le principe de la reconstruction de l'Internationale. J'ignorais alors que cette question faisait l'objet, en ce moment même, d'ardentes controverses entre les socialistes russes. Lénine voulait que tous les socialistes fidèles consi-

(2) « Au moment où les Allemands s'approchaient de Paris, que désertaient les bourgeois, patriotes français, deux émigrés russes créèrent là un petit journal quotidien, rédigé dans leur langue. Cet organe avait pour objet d'expliquer aux Russes, perdus dans Paris le sens des événements et de ne pas laisser s'éteindre l'esprit de solidarité internationale. Au moment de lancer le premier numéro, la "cuisse" des éditeurs contenait tout juste 30 francs. Pas un homme de "bon sens" n'aurait pu croire que l'on parviendrait à publier un quotidien avec ce capital social. » Trotsky, *Ma Vie*, II, 99-100.

(3) Au début de la guerre il envisagea même, un instant, la collaboration avec Lénine. Le 14 octobre 1914, il écrivait à Axelrod : « Plutôt qu'avec Plékhanov, nous pourrions peut-être nous entendre avec Lénine qui, selon toute apparence, se prépare à agir en militant contre l'opportunisme dans l'Internationale. »

De son côté, Lénine appréciait ainsi la position de Martov : « Martov, à en juger par le *Golos*, de Paris, a dans cette compagnie [les social-démocrates] l'attitude la plus correcte; il repousse le chauvinisme allemand et français, s'insurge contre le *Vorwärts*, M. Hyndman et P. Maslov, mais il n'ose pas déclarer la guerre à tout l'opportunisme international et à son défenseur "le plus influent", le centre de la social-démocratie allemande. » (*Contre le Courant*, I, 17. - 1^{er} novembre 1914.)

dèrent dès maintenant la Deuxième Internationale comme morte et travaillent sans plus attendre à la construction de la nouvelle Internationale, sur des bases entièrement différentes, d'ailleurs, de celles indiquées par English Walling. Les mencheviks étaient d'un avis exactement contraire ; aussi, Martov manifesta-t-il une certaine nervosité, déclarant sèchement qu'il n'était pas disposé à discuter cette question.

La rupture, plusieurs fois évitée, se produisit quelque temps avant Zimmerwald ; quand Martov alla s'installer en Suisse ; il décida de ne plus collaborer à *Naché Slovo*.

J'allais prendre parfois Trotsky à l'issue de ces réunions quotidiennes qui se tenaient à l'imprimerie du journal, rue des Feuillantines. De là, nous allions déjeuner dans une cantine russe installée boulevard Montparnasse, dans un grand et clair atelier, où, pour douze sous, on obtenait un honnête repas. Les grands jours, quand il y avait un invité de marque, ordinairement un camarade russe de passage à Paris, on allait dans un restaurant voisin, à l'angle du boulevard Raspail. Ces visiteurs nous apportaient souvent des informations de première importance ; les Russes circulaient beaucoup, même pendant la guerre, tandis que pour nous tout déplacement était impossible.

Le boulevard Montparnasse était tout différent alors de ce qu'il est devenu depuis la guerre ; la Rotonde seule existait, ce n'était qu'un café de dimension modeste que fréquentait une population assez bizarre. On l'a représentée très fréquemment comme une sorte de quartier général des socialistes russes pendant la guerre. Des écrivains « bien informés » ont raconté que Trotsky s'y trouvait à peu près en permanence. Peut-être n'est-il pas tout à fait inutile de détruire, en

passant cette légende. Le seul habitué de la Rotonde, c'était Martov. Plutôt bohème, il avait coutume de faire son travail journalistique dans les cafés. C'est là qu'il écrivit au citoyen Dubreuilh, secrétaire du Parti socialiste, une lettre qui était un modèle de cinglante ironie.

Martov n'avait pas seulement la délégation à l'étranger du Parti menchevique, il était un de ses représentants au Bureau socialiste international. A ce titre, il exigeait que le Parti socialiste français le traitât comme le représentant d'un parti frère et lui permit de participer aux réunions de la C.A.P.

Il harcelait Dubreuilh de déclarations et de réfutations des mensonges colportés par la presse sur l'attitude des socialistes russes, comme il avait harcelé Renaudel et *l'Humanité* — sans résultats d'ailleurs — oralement et par écrit pour le même objet. Cette ténacité avait fait perdre patience et sang-froid au citoyen Dubreuilh, qui avait fini par signifier brutalement à Martov qu'il eût à cesser tout rapport avec la section française parce qu'on ne savait pas, osait écrire le secrétaire du parti, ce qu'il représentait.

C'est cette lettre honteuse qui avait motivé la riposte cinglante de Martov. Nous arrivâmes juste au moment où il venait de l'achever. Il nous la lut. C'était un beau morceau. Martov était connu d'ailleurs pour ses brillantes qualités de polémiste. Dommage que nous n'en ayons pas pris copie, elle mériterait encore d'être reproduite, car il arrive parfois que l'histoire se répète.

Alfred Rosmer

Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale —

Ed. d'Avron - t. I, pp. 244 à 248

La guerre et la social-démocratie russe

La social-démocratie russe a supporté l'épreuve à son honneur, c'est maintenant hors de doute. Elle a tenu droit et ferme le drapeau de l'Internationale. Le noyau du parti est immunisé, il n'a pas subi la contagion du social-chauvinisme. Pourquoi ? Comment expliquer que notre parti soit resté fidèle à lui-même, alors que la majorité des partis beaucoup plus forts en Occident a si évidemment trahi l'Internationale ?

Il va de soi que ce fait ne peut s'expliquer par les particularités nationales des Russes ou par les qualités personnelles de leurs chefs. De sérieuses causes objectives ont évidemment amené notre parti à prendre vis-à-vis de la guerre cette position à l'exclusion de toute autre.

Les théoriciens du social-chauvinisme et les représentants du centre de la social-démocratie, en Allemagne, se sont maintes fois posé la question. L'attitude des social-démocrates russes (et avec eux des Serbes et des Italiens) offusque tout social-chauvin convaincu. De fait, si le vrai socialisme se réduit à la « défense nationale », à la défense de l'impérialisme national, les socialistes russes, serbes, italiens, n'ont-ils pas trahi le socialisme ? Si la règle doit être en temps de guerre de voter les crédits pour l'armée, de soutenir le gouvernement et de faire « l'union sacrée », comment expliquer l'attitude exceptionnelle, invraisemblable, des socialistes de ces trois pays ?

Pour cette raison ou parce que l'attitude de ces socialistes est un reproche permanent à la conscience chargée des gens passés au social-chauvinisme, les social-chauvins tiennent absolument à expliquer notre conduite. Ils s'appliquent surtout à observer la social-démocratie russe. Kautsky, Bernstein, David et beaucoup d'autres nous étudient.

Tous trois croient devoir commencer par saluer bien bas les social-démocrates russes. Ces Russes, voyez-vous, sont des hommes de courage et méritent la plus grande estime ! Mais... mais leur exemple ne doit en aucun

cas être suivi par d'autres partis. Cet exemple est surtout — le ciel nous en préserve ! — inadmissible pour la social-démocratie allemande.

Pourquoi donc ?

Eh bien, voyez. Commençons par écouter l'explication certainement profonde de l'éminent Kautsky :

Plus un parti est fort, plus les considérations de propagande se mêlent dans les motifs de ses déterminations à celles de conséquences pratiques, et plus il lui est difficile d'attribuer son dû à chaque ordre de mobiles. Et pourtant ni les uns ni les autres ne peuvent être dédaignés. (*L'Internationalisme et la Guerre*).

Le parti russe pouvait se permettre le luxe de la fidélité aux principes (attribuer leur dû aux « considérations de propagande »), parce qu'il est faible, parce que ses décisions seront sans conséquence dans le pays. La fidélité à l'internationalisme est une sorte de péché de jeunesse. On serait curieux de savoir à partir de quel moment un parti social-démocrate acquiert le droit de ne pas compter avec l'internationalisme... c'est-à-dire avec les « considérations de propagande ».

Suffit-il, par exemple, d'avoir pour cela 50 députés ? Ou n'en faut-il pas moins de 110 ? Car enfin, nos camarades italiens ont près d'une cinquantaine de sièges à la Chambre et nous-mêmes avions à la Douma, le suffrage universel n'existant pas, plus de 60 représentants ; de sorte que nous avons également, semble-t-il, « droit à l'opportunisme ». Mais peut-être un critérium contraire est-il conforme aux opinions actuelles de Kautsky : le parti socialiste sérieux et ferme dans ses opinions, est-ce le parti qui se tire d'affaire en substituant le nationalisme à l'Internationalisme ?

Cette différence s'explique par celle de l'importance et de l'influence des partis socialistes ici et là. Les grands partis ou les

partis exerçant une influence parlementaire, subissent, au moment de voter, la pression de toutes les responsabilités pratiques attachées à cette influence. Ils ne peuvent se déterminer à des manifestations aussi librement que les petits partis dont les votes n'ont pas d'influence directe sur les événements. Tel est le revers du développement des forces parlementaires des partis.

Il faut s'en accommoder si l'on ne veut pas renoncer à ce développement. Il est de règle que dans tous les domaines l'ampleur nuise à l'élasticité. (*Archiv für Wissenschaft und Politik*, tome 40, 2^e cahier, p. 705-706).

N'est-ce pas profond ? L'ampleur nuit à l'élasticité. Cela vous a un petit air philosophique. La sagesse de ces social-démocrates élastiques, c'est que plus le nombre des députés que la classe ouvrière réussit, au prix de luttes difficiles, à faire entrer au Parlement est grand, et plus ces députés doivent être proches de la bourgeoisie ! Vieux cliché ou révisionnisme ? Une chose seulement est nouvelle : c'est qu'au temps présent, Karl Kautsky, lui aussi, ramasse ce pauvre cliché. Une chose seulement est nouvelle, c'est qu'à présent la majorité des « chefs » de la social-démocratie allemande ont « élastiquement » courbé l'échine devant le Hohenzollern et Hindenburg.

Passons au politique le plus éminent du révisionnisme, Edouard David. Dans son livre tout récemment paru, *la Social-démocratie dans la Guerre mondiale*, il consacre tout un chapitre à « la tactique et à la théorie russes », c'est-à-dire à celles de notre comité central. L'horreur sacrée d'un excellent bourgeois bourré de bonnes intentions s'empare de lui quand il cite le manifeste de notre parti sur le devoir des socialistes, qui est de travailler à faire de la guerre impérialiste actuelle le début d'une ère de guerres civiles. E. David feint de croire que c'est là le fruit des réflexions des « barbares » russes, oubliant que les congrès internationaux de Stuttgart et de Bâle ont formulé le même mot d'ordre. Mais il ne sait pas rester dans la note.

Quelques pages plus loin, nous le voyons identifier notre attitude à celle de la gauche social-démocrate allemande, et affirmer (avec son nouveau coreligionnaire politique Plekhanov) que « la théorie de Lénine, de

Rosa Luxemburg, de Pannekoek, de Radek », et autres, concorde en tous points avec l'ancien hervéisme...

N'allez pourtant pas croire que David ait au moins le courage de dire nettement que les Russes sont dans l'erreur, qu'ils devraient, eux aussi, défendre leur patrie, etc. Pas le moins du monde. E. David s'empresse de témoigner du « grand respect » qu'il a des Russes, à cause de « leur courage et de leur abnégation ». Mieux : « Si, écrit-il, les Russes se bornaient à défendre leur tactique comme dictée par la situation de leur pays, personne n'y verrait à redire. Malheureusement, ils n'ont pas eu tant de réserve. Ils ont cru devoir montrer le bon chemin aux socialistes des autres pays qui ont agi autrement. Ils pensent que *leur* tactique n'est pas seulement la meilleure pour la Russie, mais encore la seule juste en général. » Bref : sain pour le Russe, mortel pour l'Allemand.

Si vous demandez à E. David : pourquoi une tactique convenable à la Russie est inadmissible en Allemagne, il vous répondra que « l'Allemagne n'est pas la Russie » (*sic*). « Des rigolos affirment que la situation politique est en Prusse assez analogue à ce qu'elle est en Russie... Réfuter les assertions de ces toqués, ce serait s'avouer soi-même imbécile. » Nul n'ignore, n'est-ce pas ? que le régime vrai-prussien est aussi éloigné du régime vrai-russe que la terre du ciel ?

Si l'on veut. Nous convenons volontiers avec E. David que le régime politique de la Prusse est de beaucoup supérieur à celui de la Russie. Est-ce à dire qu'on peut être socialiste en Russie et qu'on doit, en Prusse, devenir social-chauvin ? Avec cette logique-là, les socialistes américains doivent être, en cas de guerre — puisque le régime politique des Etats-Unis est meilleur encore que celui de la Prusse — ultraréactionnaires !

Qu'a découvert M. E. David, dans notre parti, de ce « spécifiquement russe » ? Les nombreux congrès socialistes internationaux qui ont exigé le refus des crédits de guerre et la lutte contre l'impérialisme n'avaient-ils en vue que la Russie ? Les décisions des congrès d'Essen et de Chemnitz ont-elles été prises en Russie, et se rapportent-elles au régime russe ? Les régimes de la Serbie et de l'Italie sont-ils également plus mauvais que celui de la Prusse ?

Kautsky, Bernstein, David n'ont même pas le courage élémentaire d'être honnêtes envers eux-mêmes. Ils créent volontairement la confusion. Pour n'avoir pas à parler net.

Mais si « l'esprit russe » n'explique rien, si nous repoussons nous-mêmes l'explication par les qualités morales des chefs, quelles sont en réalité les conditions objectives qui ont sauvé notre parti de la chute, qui l'ont aidé à maintenir le drapeau du socialisme ?

Ces conditions sont au nombre de deux. L'une, nous l'apercevons dans la situation du prolétariat, considéré comme classe, en Russie. L'autre dans le développement du parti de la classe ouvrière.

Le jeune prolétariat russe vient de vivre une révolution. Les farceurs de la contre-révolution n'ont pas pu lui arracher son âme révolutionnaire. La contre-révolution n'a su résoudre aucun des trois problèmes essentiels de la vie russe : celui de la classe ouvrière, celui du monde paysan, celui de la politique générale. La situation dans le pays est restée objectivement révolutionnaire. Dans les deux dernières années d'avant-guerre, la crise intérieure n'a fait que s'aggraver. Notre mouvement, au cours des dernières années, a eu pour caractère principal l'ampleur unique au monde de ses grèves révolutionnaires. L'aristocratie ne forme chez nous que la plus mince couche du prolétariat. Le légalisme ne pouvait donc pas acquérir en Russie la solidité d'un préjugé. La guerre a surpris la classe ouvrière russe dans sa lutte la plus âpre contre la monarchie absolue, dans une lutte qui prenait déjà le caractère des batailles de barricades. Aussi la classe ouvrière était-elle chez nous la seule sur laquelle le virus chauvin n'eût guère de prise. Et notre parti, résolument ennemi du social-chauvinisme, a indirectement prouvé, maintes fois, que ce n'est pas en Russie un parti d'intellectuels comme l'affirment les liquidateurs, mais un véritable parti ouvrier, la chair et le cœur de la classe ouvrière russe.

Telle est la première des conditions auxquelles nous avons fait allusion. La deuxième, avons-nous dit, réside dans le développement même de notre parti. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Nous pensons que

c'est un grand bien. Les révisionnistes, en tout cas, n'entrent pas dans notre parti. Notre « scission », dont de bonnes gens ont dit tant de choses en « Europe », a rendu un immense service au mouvement ouvrier russe. Ce n'est que grâce à cette scission que notre parti — voir aussi l'exemple du parti italien — a pu prendre vis-à-vis du social-chauvinisme d'aussi fermes positions, ce n'est que grâce à elle que sa fraction parlementaire a pu accomplir le gros travail anti-chauvin dont le procès de nos députés a donné une faible idée.

Nos « conciliateurs » russes se plaisent à se dire exempts de péché : il n'y a pas, disent-ils, de révisionnisme dans la social-démocratie russe ; la scission y est par conséquent un crime, un fait de sectarisme, de fanatisme. Ils se servent encore d'autres termes non moins impressionnants. L'un des représentants les plus bruyants de notre tendance conciliatrice, Trotsky, examinant les effets de la scission en Russie, motivait récemment encore son opinion (*Naché Slovo, Notre Parole*, n° 106), en disant que « dans les vieux partis socialistes, les internationalistes sont en minorité ; en Russie, leur majorité est indéniable ».

Indéniable ? Ça dépend. Ça dépend de la façon dont on compte. Trotsky n'ignore pas, pensons-nous, que les liquidateurs dont *Nacha Zaria* (Notre Aurore) est l'organe, se considèrent comme des social-démocrates ; que les milieux intellectuels groupés autour des revues le *Monde contemporain*, la *Pensée de Kiev*, se considèrent comme social-démocrates ; que des gens dont les Prokopovitch, les Akimov-Makhovetz, les Kousskova, etc., sont les coreligionnaires politiques, se considèrent comme social-démocrates. Et tous ces social-démocrates-là pataugent maintenant dans le social-chauvinisme.

Depuis des années, social-démocrates révolutionnaires, nous combattons pour que ces simili-social-démocrates — qui ne sont en réalité que des libéraux et des révisionnistes — ne soient en aucun cas considérés comme appartenant au parti ouvrier social-démocrate de Russie. Au fond, il s'agit de savoir si l'on reconnaîtra comme une « nuance légitime » de la social-démocratie cette amorphe tendance liquidatrice-révionniste, si on lui accordera droit de cité

dans le parti, si on lui permettra d'y accomplir son œuvre dissolvante, si on lui permettra de recruter sous le drapeau rouge du socialisme des ouvriers pour la bourgeoisie ? Eh bien ! à qui la guerre et les événements qui s'y rattachent donnent-ils raison ?

Trotsky se rappelle-t-il comment il plaida au congrès de Londres (1907), pour l'admission au parti de M. Prokopovitch ? (voir le compte rendu de ce congrès. M. Prokopovitch y figure sous le pseudonyme de N. N. ; nous ne commettons aucune imprudence en le nommant aujourd'hui, car il n'a rien à faire avec le parti ouvrier social-démocrate russe illégal). M. Prokopovitch n'a pas, évidemment, d'importance personnelle à nos yeux. Ce qui importe, c'est de savoir si le révisionnisme avéré doit, oui ou non, être une tendance légitime dans notre parti. Et Trotsky confirme en quelque sorte notre thèse quand, argumentant contre nous, il affirme qu'en Russie les internationalistes, au lieu d'être en minorité, sont incontestablement en majorité.

Le retentissement des phrases de Trotsky sur notre étroitesse d'esprit, notre intolérance, notre scissionnisme, a été grand pendant une dizaine d'années. L'esprit de discorde et de division régnait, paraît-il, chez nous autres, barbares. Nous devrions rougir devant l'Europe de n'avoir pas su réaliser l'« unité » en Russie. Mais voici que se produit une crise historique. L'histoire soumet tous les partis socialistes à la plus grande épreuve. Notre parti subit victorieusement l'épreuve, ce que doivent reconnaître même les partis chauvins si forts de leur « unité » avec les révisionnistes. Et Trotsky ne semble pas même se demander s'il n'y a pas quelque rapport entre le fait qu'« en Russie les internationalistes sont indéniablement en majorité », et cet autre fait qu'on soutient en Russie depuis plus de dix ans le combat le plus opiniâtre, le plus intransigeant, le plus scissionniste, contre le révisionnisme (le liquidationnisme lui étant identique) ?

Ce rapport existe certainement. Il est évident qu'ici encore les conditions objectives du développement de la classe ouvrière en Russie ont eu une importance fondamentale. Les conditions sociales étaient hostiles au révisionnisme, lui suscitaient dans la social-démocratie russe des ennemis irréciliables. Mais le devoir des militants de

notre parti était aussi d'exploiter la triste expérience des partis ouvriers d'Europe occidentale à cet égard. De cette expérience, les uns concluaient que nous devions nous borner à imiter le socialisme « européen », lequel s'identifie aujourd'hui de toute évidence, à l'opportunisme. D'autres estimaient que nous ne devions pas imiter le socialisme occidental dans sa tolérance à l'égard du révisionnisme, que nous devions au contraire nous efforcer de fermer à ce dernier l'accès de notre parti. La lutte commença (et continue) parce que les amateurs d'unité proposaient à notre parti de se mettre lui-même la corde au cou, c'est-à-dire de s'unir à ces révisionnistes avec lesquels la rupture devient, après des dizaines d'années d'évolution, pour les socialistes européens qui n'ont pas trahi le socialisme, la condition *sine qua non* de toute émancipation du joug nationaliste-bourgeois.

Certes, la succession des faits n'est pas toujours une preuve de causalité. Certes, la scission avec les révisionnistes n'a pas été la seule raison qui nous ait empêché de choir dans le social-chauvinisme. Mais elle nous a indiscutablement rendu de précieux services. Les partis socialistes, loin de s'unir aux révisionnistes, doivent s'éloigner d'eux, continuer leur tâche d'épuration — et la guerre l'a suffisamment démontré.

Gregori ZINOVIEV

ISSN 1287-25-98

Commission paritaire 0913 G 78360

